ROYAUME DE BELGIQUE
Service public fédéral
Affaires étrangères,
Commerce extérieur et
Coopération au Développement

Direction générale de la Coopération au Développement – DGD

Service D5.1 – Aide Humanitaire

FORMULAIRE UNIQUE POUR LE FINANCEMENT D'UNE ACTION HUMANITAIRE [1]

(Base légale : Loi du 9/01/2014 modifiant la Loi du 19/03/2013 relative à la Coopération au Développement - Arrêté Royal du 19/04/2014, Budget général des dépenses, allocation de base 14 54 52 35.60.83).

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 Nom de l'Organisation humanitaire/(date de l'agrément par le Ministre de la Coopération au développement – si requis): Oxfam-Solidarité ASBL, 17/11/1997 (renouvellement : 12/12/2012 et 20/05/2016).

1.2 ***Titre de l'action :*** La production hydroponique comme intervention humanitaire innovante dans un contexte de crises alimentaires récurrentes au Sahel

1.3 ***Zone d'intervention (pays, région, localités):*** Sahel (Afrique de l'Ouest) :

- **Mali**, région de Gao : commune de N'Tillit (cercle de Gao) et commune de Taboye (cercle de Bourem).
- **Niger**, régions de Maradi (Département de Bermo) et Diffa

1.4 Date de démarrage de l'action : 01/12/2018

1.5 Durée de l'action en mois (cf. Art. 17, §2): 12 mois

1.6 Date de début d'éligibilité des dépenses :
Date de signature de l'Arrêté Ministériel d'octroi.

1.7 Proposition et rapports (Concernant les délais spécifiques, cf. AR du 19/04/2014):

Proposition initiale	☑	date:	30-04-18
Proposition révisée n°.	☐	date:	jj-mm-aa
Date de l'Arrêté Ministériel d'octroi		date:	jj-mm-aa
Date Acte Unilatéral		date:	jj-mm-aa
Date lettre d'acceptation		date:	jj-mm-aa
Rapport intermédiaire	☐	date:	jj-mm-aa
Rapport final	☐	date:	jj-mm-aa

[1] Les spécifications utilisées dans ce formulaire ont été en grande partie reprises sur base du "Formulaire Unique" en usage, pour le même type d'actions, à la Commission Européenne (ECHO).
Pour une bonne compréhension de celles-ci, se référer aux lignes directrices édictées par ECHO:
http://ec.europa.eu/echo/about/actors/fpa_fr.htm
Les points précis se rapportant à la législation belge (Arrêté Royal du 19/04/2014) sont indiqués et soulignés dans le texte, à la suite du point spécifique concerné.

Au stade de la proposition, complétez les paragraphes numérotés, sauf ceux qui commencent avec [INT] (à remplir au stade du rapport intermédiaire) ou [FIN] (à remplir au stade du rapport final). Au stade des rapports intermédiaire et final, ne modifiez (biffez) que les données principales dans les paragraphes numérotés.

1.8 [INT] Énumérez les échanges de lettres intervenus après la signature de l'acte unilatéral jusqu'au stade du rapport intermédiaire
1.9 [FIN] Énumérez les échanges de lettres intervenus après la soumission du rapport intermédiaire jusqu'au stade du rapport final

2. ÉVALUATION DES BESOINS

2.1 Date(s) d'évaluation; méthodologie et sources d'information utilisées; organisation/personne(s) responsable(s) de l'évaluation

Au **Mali**, les informations récoltées viennent principalement des rapports d'évaluation nationaux, des analyses locales d'Oxfam et de ses partenaires et enfin d'un atelier participatif organisé à Gao dans le cadre de l'écriture du présent projet.

Analyse des données secondaires

- Rapport annuel de la Direction Nationale des Services Vétérinaires (DNSV, 2015) ;
- Rapport annuel de la Direction Nationale des Production et des Industries Animales (DNPIA, 2015) ;
- Charte pastorale au Mali (février 2001) ;
- Rapports d'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle – ENSAN (SAP, FAO CILSS, et PAM, novembre 2017 et février 2018) ;
- Aperçu des besoins humanitaires (HNO) (OCHA, Nov. 2017) ;
- Plan de Réponse Humanitaire (HRP, OCHA, Février 2018) ;
- Enquête SMART (Unicef, PAM, OMS et FAO, Juil. 2017) ;
- Fiche de communication des résultats du CH (CILSS et SAP, Nov. 2017 et mars 2018) ;
- Rapport sur la situation pastorale dans les pays du Sahel (CILSS, Niamey, 21 au 23 février) ;
- Rapport provisoire IHEA pastorale (RBM: réseau billital maroobe/OXFAM, mars 2018) couvrant la région de Diffa au Niger et Gao au Mali ;
- Evaluation provisoire de la situation alimentaire du pays, Campagne Agricole 2017-2018 (SAP, oct. 2017).

Analyse des données primaires (Oxfam et partenaires)

- Rapports de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN) dans les cercles de Gao et Bourem (Oxfam, SAP, FAO, PAM, novembre 2017) : forte contribution d'Oxfam – focal point pour la zone précitée.

L'ENSAN (utilisée pour déterminer le niveau des besoins par commune, permet de décider si l'aide devrait augmenter ou diminuer dans chaque zone et alimente également l'atelier du Cadre Harmonisé) a été conduite en septembre 2017 et a mobilisé sur le terrain 5 équipes de 4 personnes chacune. Ces équipes ont travaillé sous la supervision du coordinateur régional 'Systèmes d'Alerte Précoce' (SAP) de Gao et du Chargé de Suivi et Evaluation d'Oxfam avec l'appui du Coordinateur Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (SAME ou ESFL pour le sigle en anglais). La phase terrain a duré 2 semaines, à la suite de 4 jours de formation. Les données ont été collectées à travers deux questionnaires distribués sur des smartphones : un questionnaire quantitatif afin de recueillir les informations auprès des ménages et un questionnaire qualitatif renseigné auprès des leaders communautaires avec l'appui des personnes ressources. Au total, **590 ménages** ont été interviewés et **58 focus groupes** réalisés dans les cercles de Gao et Bourem.

- Rapport d'évaluation de l'atelier participatif d'analyse des besoins et feedback sur le potentiel des systèmes de production hydroponiques (Oxfam, avril 2018).

Un atelier participatif a été organisé par OXFAM à Gao les 11 et 12 avril 2018 afin d'identifier spécifiquement les besoins des populations (notamment en matière de vulnérabilité pastorale structurelle) et les lacunes des projets humanitaires dans la zone, d'obtenir l'avis des acteurs locaux sur l'innovation proposée et enfin d'identifier les besoins et conditions (ainsi que les risques et défis) nécessaires au succès de ce projet. Cet atelier a rassemblé des représentants des autorités locales, des services techniques (Direction Régionale des Services Vétérinaires (DRSV), de la Direction Régionale de la Production et Industrie Animale (DRPIA), de l'Institut d'Economie Rurale (IER), des services responsables des auxiliaires para-vétérinaires) ainsi que des groupements d'éleveurs (Fédération des Eleveurs (AMADANE), Fédération Viande, Bétail du Mali (FDVIM)) et agriculteurs, des communautés locales et des populations vulnérables (associations féminines œuvrant dans le secteur de l'élevage).

Au Niger, les informations collectées dans le cadre de l'élaboration de cette proposition viennent essentiellement des sources suivantes :

- Les rapports d'Oxfam des projets antérieurs ayant porté sur la problématique de l'élevage qui sont disponibles tant au niveau national que régional ;
- Les rapports d'activités des partenaires d'exécution des projets en cours, comme AREN ;
- Les documents d'évaluation des projets en cours ou déjà exécutés ;
- Les bilans des campagnes pastorales des 2 régions concernées, c'est-à-dire Maradi et Diffa ;
- Bulletin humanitaire Niger, février-mars 2018 (OCHA) ;
- Plan de réponse humanitaire 2018 pour le Niger (OCHA) ;
- Aperçu des besoins humanitaires 2018 au Niger (OCHA) ;
- La dernière situation pastorale décadaire des départements concernés ;
- Des entretiens avec les responsables des équipes de terrain de Maradi (AREN) et Diffa ;
- Des entretiens avec les Directeurs Régionaux de l'Elevage de Maradi et Diffa ;
- Un entretien avec le Recteur et le vice-recteur de l'Université de Diffa ;
- Un entretien avec le responsable de la division cultures fourragères de l'INRAN de Niamey.

La revue documentaire et l'analyse croisée de toutes les informations recueillies ont permis d'avoir un aperçu récent du contexte, des causes de vulnérabilité et des lacunes humanitaires, ainsi que d'évaluer les besoins des communautés des deux zones concernées. Ces besoins détaillés dans les chapitres ci-dessous sont en lien étroit avec le déficit fourrager très important qui caractérise les zones.

2.2 Veuillez résumer les résultats de l'évaluation (le cas échéant, annexer un rapport complet) en établissant un lien avec l'action

Le Sahel est l'une des régions les plus sensibles au changement climatique et le théâtre de très nombreux conflits civils et communautaires. La région compte près de 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur des pays (PDI) en plus du fait qu'elle concentre d'importants flux migratoires qui renforcent l'insécurité alimentaire chronique et un taux de malnutrition élevé. Les besoins vont s'accroître et il est indispensable de trouver des solutions durables, qui tiennent compte des besoins immédiats des populations tout en leur offrant des possibilités futures de développement, en renforçant leur résilience.

<u>La situation géographique et climatique</u>

La zone centre du Sahel (Mali, Niger, Burkina-Faso, Tchad) est caractérisée par un isolement important vis-à-vis des grandes voies de communication, à commencer par l'accès à l'océan ainsi,

qu'un climat assez hostile et très aride. Les différentes zones climatiques, caractérisées essentiellement par des volumes de précipitations annuelles et variations de température, sont schématiquement déterminées en fonction de la latitude. La plupart des pays sahéliens (particulièrement au Mali et au Niger) abritent ainsi majoritairement les zones saharienne (< 200mm), sahélienne (200 à 600mm) et soudanienne (600 à 1 000mm). Par ailleurs, ces précipitations sont particulièrement concentrées sur une période très courte (2 à 5 mois, entre juin et octobre). Ces territoires arides sont couverts par des sols peu fertiles très sableux et oxydés, avec des surfaces latéritiques empêchant un développement approprié de la végétation.

Le pastoralisme, principal secteur économique au Sahel

De fait, compte tenu de ces conditions pédoclimatiques difficiles, le pastoralisme transhumant ou nomade est le système d'élevage le plus extensif et adapté à cet environnement. Dans ces pays, l'activité d'élevage représente entre un tiers et la moitié du PIB agricole et entre 10 et 15% du PIB total (15,2% au Mali[2]). Il rassemble également une part significative de la population (jusqu'à 87% de la population active pratiquant l'élevage au Niger et 80% de la population au Mali) et représente également une importante source alimentaire (25% de la satisfaction des besoins alimentaires au Niger) et de revenus majeures (15% du revenu des ménages au Niger ; au Mali, l'élevage participe pour 80% au revenu des populations rurales vivant dans les systèmes pastoraux au nord, et pour 18% dans les systèmes agro-pastoraux).

Au-delà des conditions pédoclimatiques particulières qui ne laissent pas beaucoup d'autres possibilités de valorisation des terres aux populations sahéliennes, l'économie de l'élevage au Sahel est également alimentée par des exportations massives vers les pays côtiers, plus au sud, à commencer par le Nigeria et la Côte d'Ivoire. En effet, l'élevage est le premier poste d'échanges commerciaux entre pays côtiers et sahéliens (au Niger, cela représente 22 % de la valeur totale des exportations et constitue la seconde source de recettes d'exportation du pays après les ressources minières), en hausse (x2) depuis deux décennies, atteignant près d'un milliard de dollars américains (800 millions d'euros).

- ➔ L'amélioration des systèmes de production et le développement de la transformation des produits d'élevage offrent des perspectives d'accroissement significatif de l'emploi pour la population rurale où l'élevage - surtout celui des petits ruminants - constitue l'une des principales sources de revenus pour une bonne partie de la population et donc des moyens essentiels de lutte contre la pauvreté.

Rôle majeur de l'élevage dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Outre le fait que l'élevage soit une source majeure de revenus et de création d'emplois directs (collecteurs, logeurs, marchands de bestiaux, chevillards, bouchers, tanneurs, etc.), ce secteur contribue aussi clairement à la **sécurité alimentaire** des ménages à travers la consommation directe des produits et sous-produits issus de l'élevage (viandes, laits et produits laitiers, etc.) ou via la vente ou le troc du bétail et des produits animaux. Ces pratiques permettent de se procurer des céréales et des produits de première nécessité et de consommation courante pour la consommation familiale. De plus, cela renforce la sécurité nutritionnelle dans la mesure où ce sont des apports protéiniques importants alors que l'isolement, le climat et la pauvreté ne permettent pas à une grande partie des acteurs locaux de produire ou d'acheter une diversité suffisante de produits. Il est à noter que dans les zones sahariennes et sahéliennes, la grande majorité des habitants possède au moins quelques têtes de petits ruminants, y compris les plus vulnérables. **En**

[2] Source : INSTAT, Août 2015

revanche, la principale problématique est de pouvoir nourrir, entretenir et valoriser au mieux ce petit cheptel. Le facteur le plus limitant étant bien souvent l'alimentation de celui-ci, principale cause de la faible santé animale, de la mortalité et de la productivité réduite.

Causes structurelles de vulnérabilités accentuées par des éléments plus conjoncturels

Au-delà du secteur de l'élevage, les autres activités économiques sont l'agriculture ou encore le secteur minier. Cependant, les populations locales font depuis longtemps face à des risques et problèmes toujours présents. En effet, la **situation alimentaire et nutritionnelle est particulièrement alarmante** dans les zones du Nord Mali et Niger ainsi que dans la zone du Lac Tchad qui se retrouvent presque chaque année en IPC phase 3 (urgence) du Cadre Harmonisé. Les principales causes de ces vulnérabilités sont nombreuses :

- Le **climat difficile** (notamment la sècheresse) accentué largement par le **changement climatique**, impliquant des sècheresses toujours plus fréquentes et longues ainsi qu'une imprévisibilité grandissante des périodes de pluies qui perturbe les calendriers agricole et pastoral. Au Niger, les productions fourragères et le disponible hydrique dont dépend l'élevage sont déficitaires une année sur deux. A titre d'exemple, les années 2000, 2002, 2004, 2009 et 2011 ont été caractérisées par des crises pastorales qui ont entrainé des pertes en cheptel pouvant atteindre 2 à 3 millions de têtes en une campagne. À ces sécheresses, il faut ajouter d'autres évènements extrêmes liés au changement climatique tels que les inondations, les vagues de chaleur qui ont tendance à devenir plus fréquentes et plus intenses. Enfin, l'indisponibilité ou l'inaccessibilité des sous-produits agricoles et agro-industriels et des cultures fourragères pour parer à un manque d'alimentation accentue d'autant plus la dépendance aux cycles fourragers naturels. Dans certaines zones, comme en bordure du fleuve Niger (Gao ou Bourem), il existe bien des cultures fourragères de contre-saison mais celles-ci sont peu suffisantes et accroissent les prix et la pression foncière sur ces terres ;
- La **croissance démographique très forte** compense négativement d'une certaine manière la croissance économique relativement forte dans certains pays et accentue la pression foncière :
  - Extension non contrôlée des espaces cultivés au détriment des espaces pastoraux ;
  - Mauvaise gouvernance foncière marquée par une tendance à l'appropriation abusive des ressources partagées (espaces et points d'eaux pastoraux).
- Le **sous-investissement public pour le développement économique**, notamment du pastoralisme qui est insuffisant ou encore mal adapté car mal compris et porté de jugements de valeur.

Ces facteurs structurels sont par ailleurs aggravés par des aspects plus conjoncturels, dont ces derniers sont souvent issus des premiers :

- **Instabilité régionale et insécurité** (renforcée récemment par la chute du régime libyen) liée à la présence croissante de groupes terroristes/armés tels que Boko Haram dans la zone du Lac Tchad ou des revendications politiques au Nord Mali couplées au banditisme et au trafic de drogue et de migrants ;
- **Crise migratoire interne et externe,** accentuant un phénomène de fond plus ancien**,** issu notamment des facteurs d'insécurité et de la pauvreté poussant les populations locales à quitter leurs terres, notamment les forces vives, productives, amplifiant de fait le processus d'appauvrissement. Cela peut être compensé dans certaines zones par de l'envoi d'argent aux familles restées sur place mais ces transferts sont insuffisants et souvent peu productifs (investissements dans du capital non-productif). Selon la Commission Européenne, la région du Sahel compte actuellement 3,1 millions de personnes déplacées internes ainsi que 2 millions de personnes retournées suite à un déplacement forcé.

Au Mali, dans la région de Gao, la répartition du cheptel, combinée à la diminution progressive entre les espaces naturels et les communautés, l'augmentation démographique notamment dans la vallée du fleuve où la densité humaine est la plus forte, ont engendré une rupture de l'équilibre entre les ressources disponibles et les besoins du cheptel (baisse de la capacité de charge des pâturages naturels). La non-prise en compte de ces modifications, notamment par une gestion raisonnée des troupeaux, le fait que peu d'interventions envisagent un aménagement et une gestion environnementale concertée de l'espace pastoral et la faible organisation des producteurs, qu'ils soient éleveurs ou agriculteurs, ne permettent pas une diminution et une gestion des risques face à ces catastrophes naturelles récurrentes.

Au Niger, le département de Bermo (région de Maradi), localisé en pleine zone pastorale (zone de parcours et rassemblement de transhumance privilégié entre le nord du Nigeria et la région d'Agadez), est le théâtre des mutations rapides. On assiste à une lente disparition des troupeaux, une sédentarisation des campements, une expansion des champs et avec son corollaire de nombreux pasteurs pauvres à très pauvres, souvent jeunes, peu scolarisés et peu intéressés à reprendre ce métier d'éleveur. De cette sédentarisation, involontaire dans beaucoup de cas, sont nées de petites et moyennes agglomérations comparables à des centres de réfugiés caractérisés par une forte dominance de ménages très vulnérables, voire même totalement démunis et qui ne comptent que sur les aides humanitaires pour survivre. Cependant, les populations adoptent tout de même des stratégies de résilience basées sur ce qu'elles savent faire le mieux, c'est-à-dire l'élevage. Il arrive que certaines redémarrent cette activité avec un petit troupeau de petits ruminants ; même si, il faut le reconnaître, **cette résilience devient de plus en plus difficile ou instable en raison du déficit fourrager qui a pris une allure de chronicité dans cette zone.**

Ainsi, à Bermo comme à Diffa, la situation conjoncturelle née du déficit fourrager à tendance chronique, couplée à plusieurs autres défis de résilience et de développement font qu'il va falloir avoir recours à des stratégies alternatives et/ou innovantes. Ceci se justifie d'autant plus que, suite à une mauvaise campagne agro-pastorale en 2017, ces zones traversent cette année une situation particulièrement difficile qui met à rude épreuve les efforts conjugués du dispositif du DN/PGCCA (Dispositif National/ Prévention et Gestion des Crises Alimentaires) et des organisations humanitaires intervenant dans ces zones.

Analyse récente de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence

Les zones d'intervention sélectionnées pour la mise en œuvre de ce projet font ainsi face à des situations structurelles incontrôlables et voient la présence de populations en situation de grande vulnérabilité, malgré les actions entreprises par les Etats et les organisations humanitaires et de développement. En effet, l'étude IHEA (HEA individuel en milieu pastoral) menée par RBM en collaboration avec Oxfam en janvier 2018 a montré qu'au Niger (région de Diffa) et au Mali (région de Gao) près de 80% des ménages enquêtés ont déclaré avoir perdu des animaux faute de disponibilité de pâturage. Lors de la rencontre de Niamey sur la situation pastorale en février 2018 regroupant tous les pays du Sahel et les pays côtiers, il est ressorti des analyses une situation pastorale inquiétante due à un déficit fourrager important et un faible remplissage des eaux de surface, ce qui laisse présager une soudure pastorale précoce. Spécifiquement au Mali et au Niger on note un déficit de production de biomasse d'au moins 20% par rapport à l'année dernière.

Au **Mali**, l'analyse approfondie des différents indicateurs sur **la sécurité alimentaire et les moyens d'existence** résultant de l'ENSAN communale (novembre 2017) montre que la détérioration des conditions d'élevage se traduit sur les ménages pastoraux et agro-pastoraux par :

- Un CSI-R (Coping Strategy Index) élevé (10,1) avec l'adoption d'au moins une stratégie d'adaptation par 87% des ménages enquêtés

- Un score de consommation pauvre et limite (58% des ménages enquêtes) ;
- Un indice de faim modéré et sévère affectant 59% de la population ;
- Une part des dépenses alimentaires élevée (94% des dépenses totales) ;
- Une perte de leurs moyens d'existence (25% des ménages enquêtés déclarent une baisse du nombre de cheptel) ;
- Un niveau élevé d'endettement qui touche environ 60% des ménages de la région de Gao.

Cette dégradation des indicateurs de sécurité alimentaire et des moyens d'existence est liée également aux chocs subis par les ménages dans la région de Gao. 76% des familles ont subi ces 6 derniers mois des chocs tels que des déficits pluviométriques/sécheresses, dépenses irrégulières de santé, insécurité/vols, hausse des prix des denrées alimentaires, etc.

Selon les résultats de l'Outcome Analysis[3] (OA, novembre 2017), les revenus tirés de la vente de bétail dans les cercles de Gao et Bourem sont en baisse de l'ordre de 21% à 29%. Par ailleurs, plus de la moitié des ménages enquêtés dans la région de Gao juge que la mortalité du bétail serait plus élevée que d'habitude en raison des mauvaises conditions pastorales (insuffisance de pâturage, faible productivité, etc.), d'où une dégradation des moyens d'existence qui va limiter l'accès des ménages (pasteurs et agro-pasteurs) au marché à cause de la réduction de leur pouvoir d'achat. La détérioration des termes d'échange (chèvre/ mil) avec un taux supérieur à 100% traduit une situation alimentaire éprouvante pour les ménages pasteurs et agro-pasteurs pendant la période de soudure. La perte de pouvoir d'achat, l'accès limité aux marchés des produits alimentaires et non-alimentaires combinés à la faible application des bonnes pratiques alimentaires, d'hygiène et d'assainissement affectent la situation nutritionnelle des ménages très pauvres et pauvres vivant dans la région de Gao, et plus particulièrement dans les communes d'intervention d'Oxfam (communes de N'Tillit et de Taboye). Selon l'échelle de classification de l'OMS, la région de Gao se trouve dans une situation sérieuse (Malnutrition Aigüe Globale (MAG) de 15,2% contre 14,8% en 2016).

Au **Niger**, dans le département de Bermo, tous les indicateurs de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SCAP/RU, Structures Communautaires d'Alerte Précoce et des Réponses aux Urgences) sont en baisse. A titre d'exemple, le déficit fourrager global du département est de 256 112 tonnes de matière sèche, soit environ 41,51%. Le terme d'échange céréales/bétail est actuellement de 0.56, contre 0.62 en 2017.

La région de Diffa, qui comprend une importante zone pastorale, rencontre les mêmes préoccupations et défis de production et de sécurité alimentaire et nutritionnelle ci-dessus mentionnés. La campagne pastorale 2017-2018 a en effet été caractérisée par un déficit fourrager de l'ordre de 2 548 087 tonnes de matière sèche[4] entraînant une altération du terme de l'échange en défaveur de l'éleveur (4 boucs pour 1 sac de mil de 100 kg). La stratégie habituelle de transhumance vers le lit du lac Tchad et les alentours de la Komadougou est impossible en raison de l'insécurité. De ce fait, la majorité du bétail de la région se retrouve concentré dans les quelques zones pourvues de pâturages et offrant une situation sécuritaire plus ou moins stable. Cette situation engendre notamment un surpâturage et des risques de propagation de maladies et d'éclosion de foyers d'épizooties.

Comme mentionné plus tôt, la zone fait face depuis 2012 à une résurgence de crises sécuritaires et de conflits armés qui déstabilisent aussi bien la région que le pays. En effet, la présence du groupe armé Boko Haram dégrade la situation sécuritaire et entraîne le déplacement massif des

[3] https://zd1.hea-sahel.org/wp-content/uploads/2018/02/Presentation-OA_Mali_Nov_-2017.pdf

[4] Bilan de la campagne agro-pastorale 2017-2018

populations, une perturbation du cycle de transhumance, un appauvrissement généralisé des populations locales, et aggrave l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique. Des camps de réfugiés ont été créés par les organisations humanitaires et constituent de véritables agglomérations où se retrouvent de centaines de ménages dans le besoin d'assistance humanitaire mais également d'outils pour améliorer leur résilience et développement.

De plus, les femmes sont davantage impactées par cette situation car elles ne peuvent pas toujours trouver d'alternatives pour renforcer leur sécurité alimentaire. En effet, les communautés ciblées par cette intervention sont caractérisées par la prévalence des inégalités et des violences basées sur le genre, principalement liées aux coutumes, culturelles ou religieuses. Il existe notamment un déséquilibre dans la division des tâches entre hommes et femmes. Les tâches domestiques et le travail reproductif non rémunéré, principalement lié à la gestion du foyer, sont majoritairement de la responsabilité des femmes, tandis que les tâches productives et communautaires, qui sont perçues comme plus valorisantes d'un point de vue social sont principalement assumées par les hommes. Un fort déséquilibre existe également dans l'accès et le contrôle des ressources et des bénéfices. Les hommes contrôlent majoritairement les ressources productives comme l'argent, la terre et les équipements, ainsi que les décisions relatives à la gestion de la famille, du revenu et de la communauté. L'agriculture constitue l'activité principale pour plus de 70% de la population active (70,4% de femmes contre 69,5 % d'hommes) mais des inégalités notoires de genre existent. Les hommes sont actifs dans les cultures de rente, économiquement plus rentables, alors que les femmes travaillent principalement dans les cultures vivrières destinées en priorité à la subsistance de la famille. Le taux d'analphabétisme des femmes chefs d'exploitation est aussi beaucoup plus élevé (85%) par rapport aux hommes (76%), ayant pour conséquence une faible participation au processus de développement et la marginalisation de celles-ci par rapport aux opportunités plus substantielles de revenu. Par ailleurs, les femmes demeurent surreprésentées dans le secteur informel (77% des femmes actives), ce qui signifie souvent des revenus plus faibles, moins de stabilité et une protection sociale inexistante. La contribution de ces femmes au développement économique n'est pas comptabilisée, rendant invisible la valeur de leur travail au sein de leur communauté. Le temps consacré aux tâches domestiques par les femmes et les filles limitent significativement leurs opportunités en matière d'éducation. Les filles sont très souvent retirées de l'école à un très jeune âge pour aider à la maison. Les opportunités sont également limitées en termes d'activités économiques : sur l'ensemble de la population âgée de 6 à 65 ans, en milieu urbain et rural, les femmes consacrent environ deux fois moins de temps aux activités marchandes que les hommes (6,4% contre 14,3%). L'activité économique marchande, donc génératrice de revenus, demeure en majorité effectuée par les hommes de 15-49 ans, en particulier en milieu urbain.

<u>Améliorer l'efficacité de l'aide humanitaire grâce à l'innovation</u>

Lors des consultations préalables à l'écriture de ce projet avec de nombreuses partie prenantes, les principales lacunes des projets humanitaires qui ont été mises en évidence ont été essentiellement liées à une faible implication des bénéficiaires directs et prise en compte des besoins communautaires, l'insuffisance des synergies et complémentarités entre les actions/projets et le manque de suivi/accompagnement post-projet en lien avec les services techniques, organes de gestion et autorités locales. Par ailleurs, outre la critique de la durée limitée des projets, il a aussi été fait mention du manque de prise en compte et résolution de problèmes structurels dans les projets humanitaires.

➔ Dans le but de répondre à ces attentes et aux problèmes susmentionnés d'insécurité alimentaire et de difficultés pastorales, Oxfam souhaite mettre en place une innovation pastorale « low-tech » afin d'opérationnaliser le nexus humanitaire – développement, répondant de manière durable aux besoins urgents des populations. Cette innovation - la production du fourrage vert par hydroponie - va permettre d'améliorer la sécurisation fourragère et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables. Par ailleurs, afin de maximiser les mesures d'impact et de succès de ce nexus, cette phase test de l'innovation va se faire grâce à une approche comparative, tant de manière géographique (sélection de 3 zones différentes dans 2 pays) qu'au niveau des ménages (ciblage au niveau des ménages vulnérables et au niveau des groupements).

➔ Enfin, en accompagnement d'une réponse technique innovante et afin de maximiser la mesure d'impact de l'action, Oxfam cherchera tout au long du cycle de projet à respecter les engagements de la Norme humanitaire fondamentale de qualité et redevabilité (Core Humanitarian Standard - CHS) par la mise en place d'action clés comme la participation active des bénéficiaires, l'analyse des problématiques de genre, l'engagement des acteurs locaux etc.

2.3 Veuillez fournir une analyse contextuelle des technologies, outils ou processus innovateurs ciblés dans ce projet, en ce inclus :

- la principale lacune humanitaire que votre projet tente de pallier, le défi ou l'opportunité qu'il vise.

L'analyse de contexte ci-dessus a permis d'identifier les principales causes de vulnérabilité et les besoins humanitaires importants et chroniques dans les zones concernées. Il est clair que l'association d'éléments structurels et conjoncturels débouche aujourd'hui sur une insécurité alimentaire et une pauvreté chronique, qu'il s'agit de combler. Cependant, même si une réponse d'urgence aux plus vulnérables paraît temporairement incontournable dans certaines zones, il est primordial de trouver des solutions également, en parallèle et de façon complémentaire, aux causes structurelles de vulnérabilité qui ont un impact fort sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des communautés. Trop souvent dans cette zone du Sahel, l'aide humanitaire a tendance à fournir (particulièrement en période de soudure) de l'aide directe (conditionnelle ou inconditionnelle) aux ménages sous forme de transferts monétaires et alimentaires, de kits WASH, des mesures de protection et des moyens de subsistance. Cependant, **ces interventions de court terme sont rarement accompagnées par des appuis structurels et organisationnels avec une vision à long terme sur le développement économique durable dans un contexte volatile**.

Par exemple, dans les zones pastorales, la plupart des interventions humanitaires mises en place pendant les périodes de crise ont été essentiellement orientées vers des opérations dites de reconstitution de cheptel pour les plus vulnérables (distribution de kits de petits ruminants) et dans quelques cas de la mise à disposition d'intrants zootechniques et vétérinaires (sons, tourteaux, produits vétérinaires). En général, les analyses d'Oxfam[5] ont clairement montré que les résultats de ces opérations ont été amoindris pour deux raisons principales :

- **La vulnérabilité climatique** : ces distributions de petits ruminants peuvent réussir uniquement si les conditions climatiques (pluviométrie, production fourragère …) sont favorables durant au

[5] Extrait des rapports d'évaluation des projets antérieurs de la zone pastorale, OXFAM Niger

moins 2 à 3 années consécutives. Autrement, tout effort de reconstitution sera moins efficace car le problème fondamental demeure la disponibilité de pâturages naturels qui ont jusqu'alors été la principale source d'alimentation du bétail. Sans sécuriser l'accessibilité et la disponibilité d'aliments du bétail de manière suffisamment longue et complémentaire avec la disponibilité fourragère, il n'est pas rare que ces bénéficiaires vulnérables vendent leurs animaux en période de soudure.

- **Le seuil de viabilité pastorale** : une autre cause de l'échec de ces opérations réside dans le fait que le nombre d'animaux distribués est en général inférieur au seuil de viabilité pastorale, ce qui amène le ménage à décapitaliser celui-ci en une ou deux campagnes. En effet, suivant les zones, en fonction des disponibilités fourragères et d'aliments du bétail, il est nécessaire d'avoir un nombre minimal d'animaux pour permettre le maintien durable du cheptel. A titre d'exemple, dans la zone de Bermo (triangle de transhumance), on considère ce seuil à 10 petits ruminants (dont 1 mâle).

Ainsi, ce projet souhaite tester l'opérationnalisation du **nexus humanitaire – développement** dans le sens où il permettrait de construire une complémentarité forte entre :

- La **sécurité alimentaire** et **nutritionnelle** (via une plus grande disponibilité et accessibilité des protéines animales – y compris la production laitière tout au long de l'année) et le **renforcement des moyens d'existence** des ménages vulnérables (liens avec la distribution des kits d'animaux ou le financement d'AGR liées aux activités d'élevage) ;
- Le **développement durable des activités d'élevage** permettant également de développer la production laitière locale toute l'année.

Il est primordial de modifier et compléter le cadre d'intervention de l'aide humanitaire, en ciblant plusieurs niveaux de la chaîne d'impacts des risques et problèmes, de manière à mieux tacler les causes profondes de vulnérabilités et appuyer le développement économique de long terme et renforcer la résilience des populations.

- le caractère innovant du projet. Expliquez en quoi votre projet soutient la création et le développement de nouvelles solutions pour répondre aux problèmes identifiés plus haut.

Sur base de l'analyse de contexte détaillée plus haut, l'action proposée consiste principalement en la mise en place d'une phase pilote sur une innovation pastorale permettant de produire de manière beaucoup plus rapide et économe du fourrage vert pour tout type de ruminant. Il s'agit des **systèmes de production hydroponique de fourrage vert**. Cette technique, tout à fait innovante en Afrique de l'Ouest, permet de produire très rapidement (en un cycle de 9 jours), toute l'année et de manière économe (en eau surtout) du fourrage vert pour les animaux, sur un espace réduit (production hors-sol, permettant un étagement des rangées de production). Le principe de production et le matériel nécessaire sont « low-tech » et très simples, le seul paramètre important à gérer est l'apport en eau. Le système de production ne nécessite pas d'équipements élaborés, de connaissances préalables ou de nutriments spécifiques, ni de lumière additionnelle. Les systèmes sont construits avec des matériaux simples, peu coûteux, facilement accessibles dans la zone du Sahel, réparables et dont la technicité de montage et de maintenance peut être maitrisable en quelques semaines à travers la mise en œuvre de formations spécifiques et un accompagnement par un personnel qualifié. **Cette technique pourrait permettre de palier aux déficits fourragers récurrents** mentionnés plus haut. **Il s'agit donc également de la mise en œuvre d'un système durable dans des zones en proie à des crises humanitaires répétitives** engendrées notamment par une insécurité alimentaire chronique. Le cycle de culture de fourrage vert hydroponique dure

neuf jours ; deux jours sont consacrés à la pré-germination des semences (ici de l'orge) et les sept derniers jours à la production/germination. Les étapes détaillées du cycle de production sont décrites dans l'annexe n°1.

Historique de l'innovation et types de modules

Ce système de production hydroponique a été initialement développé dans les **camps de réfugiés sahraouis, dans le Sud-Ouest Algérien** (région de Tindouf), dans un contexte pédoclimatique assez proche de celui que l'on retrouve dans la partie nord du Mali et dans les zones de Diffa et du triangle de transhumance au Niger. Cette innovation a d'abord été créée de manière empirique par un ingénieur agronome Sahraoui dans les camps et ensuite testée et développée par Oxfam, grâce à un appui financier du Programme Alimentaire Mondial (PAM), notamment de son unité 'Innovation Accelerator', basé à Munich (Allemagne). Suite à trois phases-test mises en place avec succès en 2016 et 2017, cette innovation est en cours de développement depuis le 1er Janvier 2018 et atteint aujourd'hui environ 225 ménages. **La qualité de cette innovation a été soulignée par le PAM et a reçu le prix de la meilleure innovation à la 'WFP Innovation Pitch Night' en Mars 2017.[6]**

Durant un an et demi, Oxfam a testé plusieurs types de systèmes allant du plus « high-tech » (système de container automatisé avec motopompe et panneau solaire connectés produisant 100kg par jour) et coûteux (25 000 USD d'investissement) au plus « low-tech » (kit familial), moins coûteux (250 USD) et plus adapté aux besoins des ménages vulnérables (15kg par jour qui sont suffisants pour nourrir 4-5 petits ruminants[7]). Compte tenu de l'investissement très important que cela requiert, le 1er modèle high-tech a été abandonné dans les camps afin de garder uniquement des modèles qui puissent être construits, réparés et entretenus localement, et ce de manière intégrale. Par ailleurs, compte tenu du très faible pouvoir d'achat des ménages sahraouis, il a fallu garder des systèmes ne nécessitant qu'une faible trésorerie (pour l'achat des semences et l'entretien des infrastructures) afin d'assurer leur efficacité et une certaine rentabilité. Dans les camps sahraouis, il existe aujourd'hui trois systèmes de production :

- **Serre** : système en métal à 7 niveaux (et 12 plateaux par niveau) produisant environ 60kg de fourrage vert par jour (coût d'environ 2 000 euros), avec un réseau d'irrigation en goutte-à-goutte, couvert par une toile en tissu pour le protéger des fortes chaleurs. Il est alimenté par un réservoir et une pompe connectée au réseau électrique ou à des panneaux solaires ;
- **Coupole** - **dôme** : construction fermée en adobe (briques ou terre cuite) couvrant un système identique aux serres et alimenté par un réservoir et une pompe connectée au réseau électrique ou à des panneaux solaires (coût d'investissement et production identiques à la serre). Ce type de construction protégeant fortement des rayons du soleil (peu nécessaires pour la production hydroponique car germination uniquement) est traditionnel chez les Sahraouis et permet une température plus fraîche.
- **Kit manuel** : système en métal, mobile et de petite taille, à 4 niveaux (4 plateaux par niveau) utilisant un arrosage manuel (avec arrosoir ou bouteille trouée).

Outre les différentes unités, les tests ont également porté sur les différents types de semences fourragères et la qualité de l'eau pour identifier la combinaison la plus appropriée : une unité locale utilisant de l'énergie solaire ou manuelle avec des graines d'orge disponibles localement et des

[6] http://innovation.wfp.org/blog/wfp-algeria-wins-big-innovation-pitch-night

[7] La consommation quotidienne moyenne de FVH de chaque petit ruminant est d'environ 2 à 3kg pour les caprins et 3 à 4kg pour les ovins.

eaux souterraines non traitées. L'espèce fourragère utilisée dans les camps de réfugiés sahraouis est l'orge car elle remplit la plupart des critères techniques et économiques. Cependant, ce système peut également fonctionner avec d'autres types de semences fourragères (avoine, sorgho, luzerne, etc.), pour lesquelles certaines sont en phase de test.

Des informations complémentaires sur les systèmes hydroponiques sont disponibles aux annexes n°2 (« Hydroponics in the Sahrawi refugee camps : Growing food in the desert ») et n°3 (Proposition de projet pour la production locale de culture hydroponique – Oxfam Solidarité/PAM Algérie).

Premiers résultats obtenus

Les premiers résultats du fourrage vert (orge) sur les animaux sont prometteurs :

- Une croissance de 10 à 20% de la production laitière et du poids des animaux (par rapport à la situation précédente sans FVH) et ce chiffre pourrait même atteindre 40 à 60% si l'ensemble des facteurs étaient parfaitement maitrisés ;
- Une qualité nutritionnelle des produits animaux accrue de 20% à 40% (protéines et matière grasse) ;
- Une meilleure fertilité et santé des animaux ;
- La mortalité des chevreaux et agneaux a diminué de 50% ;
- La santé et le poids des animaux se sont clairement améliorés, de même que la quantité et qualité de lait produit.

Des études d'impacts physiologiques sur les animaux, ainsi que des impacts alimentaires et économiques pour les réfugiés sont actuellement en cours pour mesurer très précisément les avantages du fourrage vert sur la population sahraouie. Ces mêmes études seront réalisées tout au long des activités du projet afin de pouvoir adapter les systèmes en fonction des résultats observés sur les animaux. L'ensemble des résultats ainsi que les expériences et autres informations pratiques seront partagés entre les équipes Oxfam des trois pays, de manière à maximiser l'efficacité et la mesure d'impact de l'aide humanitaire.

Outre cette phase test sur la production de fourrage d'orge, des tests prometteurs sont en cours afin de développer les productions pour l'alimentation humaine (légumes comme des tomates, aubergines et poivrons ainsi que des plantes aromatiques) et la production d'engrais verts biologiques. Les équipes testent également l'orientation du système vers de l'aquaponie qui fonctionne en circuit fermé en connectant le système de production hydroponique avec de l'eau recyclée d'un bassin de production aquacole.

Avantages clés de l'hydroponie

Les systèmes de production hydroponique, couplés à des actions complémentaires de développement du pastoralisme, ont un très fort potentiel de développement au Sahel dans la mesure où ils permettent de sécuriser l'alimentation des animaux dans des conditions pédoclimatiques très difficiles. Le processus de production permet ainsi de s'affranchir :

- Du manque d'eau car la consommation est trente fois moindre (à poids équivalent : 100 à 200L d'eau pour produire 100kg de fourrage) ;
- De la faible fertilité des sols et du manque d'espace car la production hors-sol ne nécessite pas de nutriments additionnels et peut être étagée (diminution par 10 de l'espace utilisé) ;
- De la technicité de la production agricole via un processus de production très simple et facile à s'approprier ;

- La saisonnalité de la production ou couverture fourragère. En effet, la production quotidienne de FVH est possible toute l'année, principalement en période de soudure pastorale et permet de réduire le coût de la viande et des produits laitiers, comparativement au système classique de production fourragère de bourgou au Mali, sur les bords du fleuve Niger (ensemencement sur la période de juin à aout et disponible sur la période de février à mai pour une année normale). De fait, cela pourrait permettre de fournir un fourrage d'appoint en période de soudure afin d'éviter la perte des animaux (préservant ainsi le noyau dur du cheptel), de préserver leur santé et de permettre une éventuelle production continue de lait, renforçant la sécurité nutritionnelle, notamment des enfants de moins de 3 ans, et permettant éventuellement d'obtenir une source de revenu supplémentaire ;
- La durée de production : la vitesse de production en système hydroponique est environ 7 fois plus rapide qu'en terre ;
- De la dépendance des importations de fourrages éventuelles via la production locale (même si toujours dépendance aux semences d'orge).

Au Mali, l'atelier de travail participatif organisé à Gao les 11 et 12 avril a soulevé le très fort intérêt des populations locales dans cette innovation (notamment en raison de la rapide disponibilité et l'accessibilité tout l'année du fourrage vert hydroponique (FVH), en comparaison aux productions classiques saisonnières de bourgou, pâturage naturel,…) qui aiderait à faire face aux périodes de sècheresse de plus en plus courantes ainsi qu'à la situation d'insécurité qui prévaut et limite les possibilités de déplacement des pasteurs et l'accès aux pâturages. De manière plus spécifique, les avantages les plus importants de cette innovation mis en évidence par ces acteurs locaux sont :

- L'amélioration des productions animales (lait et viande) par le système hydroponique ;
- L'émergence d'AGR (Activités Génératrices de Revenus - renforcement des capacités des membres) et le renforcement de l'esprit coopératif ;
- L'amélioration des conditions de vie des ménages vulnérables grâce à de meilleurs revenus et un meilleur accès aux protéines ;
- La création d'emplois pour les populations à travers la disponibilité des intrants hydroponiques.

Afin de cibler des zones les plus propices et pertinentes pour la mise en place de cette phase pilote, les participants de l'atelier ont par ailleurs noté différents éléments à prendre en compte :

- Présence suffisante de cheptel ;
- Formation des différents acteurs (bénéficiaires, services techniques, points focaux) ;
- Existence et extension des points d'eau : réhabiliter les points existants / réaliser de nouveaux points d'eaux (forages équipés de pompes solaires) : puits à grand diamètre équipés de systèmes solaires, pompe Californien ;
- Existence de matériaux de construction en qualité et en quantité : abris, grillage, tables de 10/1m, système de gouttes à gouttes, système solaire, arrosoirs, citernes, brouettes, râteaux, dabas, pelles, pioches, faucheuses, etc.
- Disponibilité et accessibilité des semences fourragères et valorisation des semences locales (sorgho fourrager, fonio, cram-cram, bourgou, maïs, niébé fourrager, gorfou, orge, etc.) ;
- Aménagement d'un endroit sécurisé ;
- Main d'œuvre qualifiée : transferts de compétences / Renforcements des capacités de la main d'œuvre locale, disponible mais non qualifiée

Facteurs techniques de succès

Outre les exigences opérationnelles pour l'implémentation du projet (RH, logistique, expertise, partenariats, etc.) et des études de suivi qui sont cruciaux pour toute phase pilote, les critères techniques clés pour s'assurer du succès de cette innovation sont les suivants :

- Une certaine **disponibilité en eau**, de préférence souterraine. Suivant la pureté et salinité, celle-ci doit être filtrée grâce à un simple filtre attaché à une motopompe ou un filtre manuel. Ce système tolère et a besoin d'une faible salinité de l'eau ;
- **Température et humidité** : l'idéal est chaud et sec. La température de l'air (idem pour l'eau) optimale est de 25°C variant entre 10 et 35°C (cela convient aux conditions sahariennes/sahéliennes connaissant des variations de température importantes entre le jour et la nuit). Une humidité de 70% est préférable mais cela reste flexible : entre 25 et 80% ;
- **Approvisionnement en semences de qualité** : sécurisation et accessibilité dans le temps. Cela représentant le principal coût et est un critère important de succès ;
- **Disponibilité matériau de construction** (fer, motopompes, systèmes d'irrigation, bâches en tissu, arrosoirs, javel, etc.) et **main-d'œuvre** suffisamment qualifiée (surtout pour le suivi des systèmes d'irrigation) après des transferts de connaissances ;
- **Développement d'un marché pour le fourrage vert** : appropriation progressive des animaux au fourrage vert, de manière complémentaire avec du fourrage sec ou aliments du bétail (tourteaux, sons, etc.) : changement progressif du régime alimentaire ;
- **Mode de gestion des élevages** : bien qu'assez mobiles (surtout pour le kit familial), ces systèmes nécessitent une certaine sédentarisation d'une partie du cheptel. Pour des élevages transhumants voire nomades, ces systèmes pourraient permettre de fixer uniquement une partie du cheptel, idéalement le cheptel laitier (mères allaitantes avec progénitures) afin de pouvoir sécuriser la partie reproductrice du cheptel et développer une production laitière continue.

Ces facteurs techniques seront utilisés pour les sélections des zones d'implémentation, en addition des éléments à prendre en compte indiqués par les bénéficiaires lors de l'atelier de deux jours à Gao.

Impacts potentiels du projet au Sahel

Cette innovation, couplée à des interventions améliorant la résilience pastorale, peut avoir un impact important notamment sur :

- **La sécurité alimentaire des populations**. L'amélioration du fourrage pour les animaux devrait avoir un effet direct sur la quantité et la qualité du lait et de la viande produits, qui seront disponibles en de plus grandes quantités. Cela sera mesurable via l'évaluation des scores de consommation et diversité alimentaire ainsi que du statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et des Femmes Enceintes et des Femmes Allaitantes (FEFA). Par ailleurs, cela permettrait également de réduire la mortalité du bétail surtout pendant la soudure pastorale ;
- **La durabilité** via un modèle respectueux de l'environnement qui préserve les matières premières et encourage une agriculture saine, sans produits chimiques. Par ailleurs, cette innovation « low-tech » ne nécessite aucun apport/aide extérieur et fonctionne de façon autonome une fois que les capacités locales (construction, maintenance, fonctionnement, valorisation) sont transférées/renforcées et les populations sensibilisées ;
- **Le développement d'opportunités économiques** : cette innovation offre la possibilité de développer des activités de commercialisation du fourrage et/ou de développement des activités d'élevage, mais également des activités indirectes pour les services d'accompagnement, construction, réparation, maintenance, etc. ;

- **La résilience/adaptation face au changement climatique**, grâce à la forte économie d'eau, à la production sans intrants, aux liens avec le développement de l'énergie renouvelable, etc.
- De maintenir une certaine **mobilité pastorale** grâce à la mobilité des kits familiaux. Les autres kits moins mobiles pourraient être utilisés pour fixer le cheptel laitier (pour développer également la collecte fixe de lait, un peu sur le modèle d'échange lait contre aliments du bétail) pendant que le reste des troupeaux reste mobile ;
- **L'adaptabilité** des systèmes en fonction des besoins : les différents modèles de production hydroponique ainsi que leur taille permettent d'adapter le niveau de production aux besoins des bénéficiaires et à la taille de leur troupeau.

- en quoi ce projet tient-il compte des initiatives déjà existantes dans le domaine.

Les initiatives de développement fourrager au Sahel

Cette technique n'a pas encore été développée au Sahel. Cependant, le Mali comme le Niger ont un fort potentiel pour la vulgarisation de cette technologie.

Au **Niger**, les derniers documents de politique de développement de l'élevage du pays, comme la Stratégie de Développement Durable de l'Elevage (SDDEL-2035) ont retenu le développement des cultures fourragères comme étant une option incontournable pour satisfaire les besoins alimentaires du cheptel dans un contexte d'accentuation des effets du changement climatique. Dans la zone pastorale de l'hirazer, un grand projet de cultures fourragères (luzerne) est en train d'être exécuté. Ce projet a permis de couvrir en partie les besoins en fourrage de la ville d'Agadez et ses environs.

Au **Mali**, il existe une politique d'accompagnement et de production de fourrage pour l'alimentation bétail. Au titre de la campagne agricole 2015-2016, les quantités de fourrages produites sont estimées à environ 22 000 tonnes de matières sèches (MS) pour une prévision de 30 000 tonnes, soit un taux de réalisation de 74%. Quant à la production de bourgou, 14 940 ha ont été régénérés (11650ha à Mopti, 1850 ha à Gao, 1390 ha à Tombouctou et 50 ha à Ségou) sur une prévision de 1 4590 ha, soit 102% des objectifs. Cependant, cette production est conditionnée par une pluviométrie normale. En cas de sècheresse, cette production (hors pâturage naturel) ne permet pas de couvrir les besoins en fourrage pour l'alimentation du bétail. Les systèmes de production hydroponique viendront en complément de ces initiatives préexistantes, afin de garantir une production malgré des conditions difficiles comme un manque de pluviométrie et des périodes de sécheresse. Les cultures fourragères hydroponiques, en raison de leur simplicité et de leur potentiel de fonctionnement dans des zones arides comme la zone pastorale, trouveront une place de choix dans ces stratégies.

Les autres initiatives sur l'hydroponie fourragère

Comme expliqué plus haut, les systèmes de production hydroponique ont été développés dans un premier temps dans les camps sahraouis. Compte tenu de la proximité et de nombreuses similitudes de contexte, il est clair que la réussite de ce projet passera par de réels transferts de compétences et connaissances ainsi qu'un échange continu pour le partage d'expériences et le suivi des activités, dans les deux sens. De ce fait, outre des missions d'échange dans les trois pays, Oxfam, en partenariat avec le PAM, va également développer du matériel de formation (incluant manuels et instructions détaillées sur la production hydroponique) disponible en plusieurs langues, des affiches, des dépliants et des fiches d'information sur l'hydroponie. Ces matériaux pourront également être disponibles sur une plate-forme en ligne, hébergée par l' « Innovation Accelerator » du PAM qui permettra aux utilisateurs d'obtenir rapidement les informations souhaitées et de prendre contact avec les personnes concernées.

Au-delà des camps de réfugiés sahraouis, ce système de production « low-tech » est également en cours de développement par Oxfam dans les territoires palestiniens. En effet, suite à une étude pilote de la FAO dans cette zone, Oxfam, via un financement de SIDA (Swedish International Development Cooperation Agency), va également mettre en place une phase pilote de 6 mois pour ces systèmes de production de fourrage vert (avec orge et blé). Ceci sera mis en place via une coopérative agricole (système container pouvant produire 1,5t par semaine), en partenariat avec un bureau d'études spécialisé, avec une perspective économique, compte tenu du coût important du fourrage sec sur le marché. Des échanges à posteriori pourront également être envisagés.

Complémentarité avec d'autres sources alimentaires et présentation de l'approche du projet

La production de FVH peut permettre la sécurisation des animaux dans un contexte marqué par la récurrence des crises pastorales, des déficits fourragers chroniques et des dégradations continues des maigres ressources naturelles dont disposent ces zones arides ou semi-arides. Elle innove en ce sens qu'elle met à la disposition du producteur, en pleine saison sèche, du fourrage vert de qualité nutritive incontestable. Au niveau des sites qui seront retenus, les communautés disposent dans beaucoup de cas de Banques d'Aliments du Bétail (BAB) mises en place par des ONG et autogérées par les communautés locales. Ainsi, l'alimentation du cheptel par le FVH sera complétée par des apports à base de son de blé et de tourteaux de coton.

Un autre avantage de l'introduction des cultures fourragères via la technique de l'hydroponie est qu'elle va permettre, durant une période de l'année, la combinaison de FVH, de fourrages secs (paille, tiges) et d'aliments complémentaires. Bien entendu, cette combinaison se fera en suivant un protocole de rationnement alimentaire bien précis établi en fonction des objectifs de production visés (lait, embouche, reproduction). Les femmes et les jeunes trouveront leur place dans cette innovation, car ils sont très engagés aussi bien dans les activités de production et de commercialisation de lait que celles d'embouche. Ils peuvent aussi se positionner comme producteur de ce fourrage pour un but de vente aux autres éleveurs.

2.4 [INT] Si des changements sont intervenus dans l'évaluation des besoins au stade du rapport intermédiaire, veuillez préciser

2.5 [FIN] Si des changements sont intervenus dans l'évaluation des besoins après le rapport intermédiaire, veuillez préciser

3. ORGANISATION HUMANITAIRE DANS LA ZONE D'INTERVENTION

3.1 Présence de l'Organisation humanitaire dans la zone d'intervention: bref aperçu de la stratégie et des activités actuelles ou récentes dans le pays

Oxfam est une confédération internationale de 19 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice et de la pauvreté.

Historique de présence et cadre d'intervention d'Oxfam au Mali et au Niger

Au Mali, Oxfam est présente dans la région de Gao depuis plus de 20 ans via un bureau de coordination-terrain localisé dans la ville de Gao. Cette base opérationnelle compte actuellement 38 personnes intervenant dans les secteurs EHA (Eau, Hygiène et Assainissement), prévention et la gestion des conflits, protection et sécurité alimentaire/moyens d'existence.

Oxfam a une longue expérience dans les réponses d'urgence (crise alimentaire et nutritionnelle, conflit armé, crise acridienne, etc.). Depuis octobre 2012, elle a lancé un important programme

humanitaire en réponse aux besoins des populations de la région de Gao affectées par le conflit armé et la crise alimentaire et nutritionnelle. La stratégie humanitaire d'Oxfam au Mali 2015-2019 intègre des expériences antérieures et vise à réajuster les programmes afin de mieux répondre aux besoins des populations affectées sur base d'informations constamment mises à jour. Dans le cadre de l'opérationnalisation de sa stratégie humanitaire en 2017, Oxfam apporte actuellement une assistance à plus de 80 000 personnes vulnérables dans la région de Gao et plus particulièrement dans les cercles de Gao, Bourem et Ménaka avec des partenaires techniques et financiers tels que le PAM, Affaire Mondial Canada (AMC), DG DEVCO-UE (Trust Fund), IDLO, la DGD-Belgique et ECHO.
Oxfam travaille en collaboration étroite avec des ONG locales (UAVES et Tassaght) pour la mise en œuvre de certaines activités du programme humanitaire, plus particulièrement sur la composante sécurité alimentaire et moyens d'existence. Pour les questions liées aux Violences Basées sur le Genre (VBG) et protection, Oxfam œuvre avec quatre associations locales de groupes de femmes des villes de Gao et Bourem (Adouala, Zeina, Cere Faaba et AFK). Cette volonté de travailler avec les partenaires locaux est directement alignée sur la politique d'Oxfam qui vise à renforcer les capacités de réponse et de préparation aux crises des acteurs locaux et nationaux. Les actions de renforcement des capacités sont ainsi menées en faveur des partenaires d'Oxfam, du personnel d'Oxfam, des services techniques étatiques et des communautés bénéficiaires, dans le but de maximiser l'impact du travail d'Oxfam en garantir un apprentissage, la reproductibilité et une durabilité des interventions de réponse d'urgence, ainsi que de construire la capacité des communautés affectées par les crises humanitaires pour l'autogestion et la prévention des crises. Oxfam met la protection des personnes vulnérables au cœur de son action en veillant à ce que les activités mises en œuvre ne nuisent pas aux personnes assistées et aux communautés et en recherchant des voies et moyens pour réduire les risques de protection auxquels les populations sont exposées. Depuis 2012 avec l'éclatement du conflit armé dans les régions du centre et nord du pays, Oxfam conduit des actions humanitaires dans les trois secteurs majeurs : Sécurité alimentaire et nutritionnelle, Protection et Eau/Hygiène/Assainissement (EHA). En 2018, ces trois secteurs sont complétés par deux nouveaux secteurs d'intervention que sont l'éducation en urgence et la prévention et la gestion des conflits qui restent toujours des thématiques d'actualité dans les régions du nord et centre du pays.

Oxfam opère **au Niger**, depuis 1992 pour les actions de développement, et depuis 2005 via des interventions humanitaires en partenariat avec des organisations nigériennes de la société civile. Pour asseoir une base pour ses interventions au Niger, Oxfam s'est dotée d'une stratégie pays (Oxfam Country Strategy OCS, 2015-2019), structurée autour de 3 axes: (i) sauver des vies aujourd'hui et dans le futur, (ii) alimentation durable, et (iii) gouvernance et citoyenneté active. De fait, cette action interviendrait dans le cadre des deux premiers axes.
Concernant l'axe sauver des vies, une stratégie spécifique pour 2018-2019 a été développée et s'articule autour de quatre sous-axes : (i) Réponse d'urgence et de qualité, (ii) Réduction des risques de catastrophes, (iii) Transformation des conflits ; (iv) Droits humains en situation de crise. Oxfam entretient des relations de longue durée avec une vingtaine des partenaires nationaux qui travaillent dans des secteurs spécifiques comme la sécurité alimentaire et moyens d'existence, le pastoralisme, WASH, le plaidoyer, etc. Oxfam appuie ces organisations via le financement de programmes et le renforcement de leurs capacités institutionnelles et organisationnelles. Oxfam entretient également des relations étroites avec certaines universités et instituts de recherche, ainsi qu'avec les structures de l'Etat en charge des secteurs prioritaires d'Oxfam.
Ensuite, dans la région de Diffa, zone du lac Tchad particulièrement affectée par la violence et les conflits, Oxfam a renforcé sa stratégie d'intervention « sauver des vies » pour 2018 et 2019 qui se

concentre particulièrement sur les secteurs suivants : sécurité alimentaire et moyens d'existence, eau/hygiène/assainissement, protection, prévention et gestion des conflits. Pour la région de Diffa, Oxfam travaille depuis 2010 en partenariat avec FCMN NIYA (Fédération des Coopératives Maraichères du Niger, NIYA) et AEC (Alternative Espaces Citoyens) sur des actions d'appui au maraichage, la gouvernance à travers les exercices de budget participatif des communes, les industries extractives et les redevances minières. Les opérations humanitaires ont démarré dans cette région à partir de 2015 avec l'avènement de la crise liée au conflit Boko Haram.
Oxfam travaille dans la région de Maradi, et principalement dans le département de Bermo, depuis 1997 en partenariat avec AREN (Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger) sur des actions portant sur le développement pastoral. C'est à partir de la crise alimentaire de 2005 au Niger qu'Oxfam a déclenché ses opérations humanitaires dans la zone de Bermo qui ont été suivies par des actions de relèvement, de réponses aux différentes crises alimentaires et pastorales récurrentes en intégrant les aspects de réduction des risques de catastrophes et de développement des chaines de valeur (dont la filière bétail et la filière lait). Ces actions ont été menées avec diverses sources de financement : les appels humanitaires de la DGD 2013-2015 et 2015-2017, les fonds propres Oxfam (ONL, OHK, OGB), AECID, OFDA, ECHO, AUSAID. etc.
Dans le cadre de la présente proposition, Oxfam travaillera en partenariat avec AREN pour la région de Maradi (Bermo), ainsi qu'avec les services régionaux de l'Elevage de Diffa et Maradi, les Universités de Diffa et de Maradi ainsi qu'avec l'Institut National de Recherche Agronomique du Niger (INRAN). La mise en œuvre des opérations dans la région de Diffa est facilitée par la base d'Oxfam mise en place depuis 2015 avec l'appui des experts de Niamey qui assureront une bonne complémentarité avec les actions en cours et antérieures.
La vulnérabilité extrême des populations dans les régions de Diffa et de Maradi a conduit Oxfam à initier des actions de soutien à ces populations (hôtes et déplacées) pour soutenir leurs moyens d'existence fragilisés suite aux phénomènes décrits ci-haut. Les principaux secteurs d'intervention sont les suivants :

1. **Assistance humanitaire** dans le domaine de la **sécurité alimentaire** (vivres, cash, aliment bétail), EHA (distribution d'urgence de l'eau via « water trucking », distribution des kits de produits non alimentaires, construction et réhabilitation des latrines) et pour la protection des droits fondamentaux ;
2. **Soutien aux activités de relèvement et soutien aux moyens d'existence** comme les activités génératrices de revenu, la construction des infrastructures semi durables et durables dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, la reconstitution du cheptel à travers la distribution des petits ruminants (tant à Diffa qu'à Bermo dans la région de Maradi) aux populations pour leur permettre de retrouver le seuil de viabilité pastorale, la construction et renforcement des banques de céréales et celles d'aliment bétail ;
3. Actions pour amorcer le **processus de développement** de certaines filières comme le lait à travers la mise en place d'un complexe laitier à Bermo, le bétail à travers des groupements d'intérêt économique et leurs démembrements qui sont les groupements d'intérêt solidaire.

En plus de ces actions citées plus haut, cette initiative viendra compléter les actions d'Oxfam en cours dans la zone et principalement celles en cours de développement sur les jeunes et emplois et celles portant sur la stabilisation et réhabilitation dans la région de Diffa.

<u>Alignement de l'action avec les stratégies résilience et nexus humanitaire – développement</u>
Ce travail de développement du pastoralisme, en lien avec la sécurité nutritionnelle, le développement des moyens d'existence et l'adaptation au changement climatique a clairement un lien fort avec les stratégies régionale et nationale d'Oxfam, notamment pour la mise en pratique de

son cadre de développement résilient[8] et l'alignement avec l'Alliance Globale pour la Résilience (AGIR) au Sahel et Afrique de l'Ouest.

Un levier important pour le développement de la résilience dans les zones de conflit et de crise prolongée est la mise en place du **nexus humanitaire – développement** afin de prendre en compte les besoins urgents et vitaux des personnes les plus vulnérables selon les principes humanitaires, sans entraver le développement local et l'amélioration de la résilience, de manière progressive et graduelle dans le temps et dans l'espace. Un accompagnement progressif des ménages les plus vulnérables vers la sécurisation de leurs besoins primaires, la formation et le développement de moyens d'existence complété par une approche plus communautaire et organisationnelle à un niveau local/méso (notamment en termes de développement d'infrastructures, capital productif et de structuration de filières clés) permettrait alors de renforcer plusieurs maillons de la chaîne et de consolider à chaque étape la progression obtenue, de manière égalitaire et équitable, tout en préservant un certain maintien de la sécurité pour protéger les citoyens. Ceci serait alors renforcé par des actions de plaidoyer aux niveaux national et régional afin d'orienter les politiques publiques, les régulations et les plans de développement locaux.

La présente action s'inscrit ainsi dans la stratégie pays d'Oxfam au **Mali**, et plus particulièrement sur le pilier 3 de celle-ci « Résilience des communautés et moyens d'existence durables » qui inclut des dimensions de développement durable et de lien humanitaire-développement. Les activités de l'action conjuguées avec celles des autres programmes en cours dans les zones d'intervention et financés par le AMC, ECHO, DEVCO-TF et DANIDA viseront à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables tout en contribuant à améliorer leur capacité de résilience en mettant un accent sur la protection des moyens d'existences des communautés pasteurs et agropasteurs à travers la disponibilité et l'accessibilité au fourrage destiné à l'alimentation du bétail. Elle viendra en complément à ces programmes de résilience en améliorant les possibilités d'élevage des personnes les plus vulnérables et les plus exposées tout en tenant compte des possibilités de relèvement.

Dans ce pays, l'approche nexus humanitaire-développement est en cours de construction à travers un processus de définition des zones prioritaires. En appliquant le respect des huit principes directeurs de l'approche nexus (1. La collecte et l'analyse conjointe des données permettent de parvenir à un énoncé commun des problèmes ; 2. Passer de projets isolés, à court terme, à des réalisations collectives ; 3. Valoriser l'avantage comparatif ; 4. Adapter les mécanismes de coordination autour des réalisations collectives ; 5. Donner aux instances de décision les moyens d'assurer des réalisations collectives ; 6. Suivre et évaluer les progrès réalisés ; 7. Conserver une capacité d'intervention d'urgence ; 8. Financer les réalisations collectives), la présente action favorisera l'opérationnalisation de ce nexus en participant à la collecte des données pour l'identification des zones prioritaires, aux mécanismes de coordination mis en place et plus particulièrement aux réunions mensuelles du CRZPC[9] qui est aujourd'hui l'instance de coordination sur la construction de l'approche nexus au Mali. Par ailleurs, l'action, en s'alignant sur les axes d'intervention d'AGIR repris par le gouvernement du Mali au titre de ses Priorités Résilience Pays, dont Oxfam Mali est un acteur majeur sur le financement de la DEVCO-TF, favorisera l'opérationnalisation du nexus au niveau local en créant des synergies

[8] Ce cadre est disponible au lien suivant : https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-future-is-a-choice-the-oxfam-framework-and-guidance-for-resilient-developme-604990

[9] Commission de Réhabilitation des Zones Post-Conflit

d'action au niveau central et local avec les autres acteurs pour la construction de réalisations collectives.

Pour la région de **Diffa au Niger,** l'opérationnalisation du nexus humanitaire – développement passera principalement par l'appui des bénéficiaires ciblés par le financement du consortium 12 - 12 et GFO. Ils seront organisés en des comités ou groupements pour conduire ces activités de façon collective. Cela permettra de mieux soutenir la reconstitution des moyens d'existence et les cheptels. Fin de l'année 2017, Oxfam a distribué dans la région de Diffa 2 588 têtes de petits ruminants (caprins) à 647 ménages. Chaque ménage avait reçu 3 chèvres et 1 bouc dans les localités suivantes : Boulamari et Zaramedine (communes de Mainé Soroa) ; N'Gagame et Fourdi (communes de Gueskérou) pour les aider à reconstituer leurs moyens d'existence. Ainsi, l'introduction des techniques de FVH pourra permettre à ces bénéficiaires de renforcer la sécurité alimentaire de leurs animaux. L'année 2018, à l'image des années antérieures, est déjà marquée par un important déficit fourrager.

En ce qui concerne l'autre région ciblée par le projet au Niger, **Maradi**, la mise en place du nexus se fera via :

- L'aide aux bénéficiaires les plus vulnérables qui ont reçu des petits ruminants via un financement de la DGD (programme 2015-2017) dans la zone de Bermo (triangle de transhumance). Il s'agira d'appuyer ces bénéficiaires à diversifier la source d'alimentation de leur cheptel à travers les cultures fourragères hydroponiques.
- Le renforcement du pouvoir économique des éleveurs de la zone de Bermo, via les deux groupements d'intérêts économiques (GIE) des éleveurs mis en place par Oxfam avec le soutien financier de la DGD et l'appui d'AREN. Les ménages vulnérables et membres des différents GIE seront en charge de la gestion du système de production mis en place et mettront directement en vente les fourrages produits au niveau des différents marchés à bétail autogérés à un prix accessible au profit des éleveurs vulnérables.
- Aussi, dans cette même zone, entre 2017-2018, Oxfam a mis en place avec AREN un dispositif de « Chaine de valeur lait » dans le département de Bermo, au sein du triangle pastoral, pour contribuer à la sécurisation de la production laitière et à soutenir les éleveurs vulnérables. Des vaches laitières ont été attribuées aux femmes membres des GIE pour qu'elles puissent se lancer dans des activités de transformation et de commercialisation du lait. L'alimentation de ces vaches a déjà été identifiée comme une contrainte majeure dans la conduite de cette activité de production de lait et cette initiative de FVH viendra certainement soulager ces femmes par rapport à l'amélioration de leur production laitière. Le projet de production hydroponique pourra venir renforcer cette chaine de valeur lait locale, par la mise à disposition du fourrage produit, riche en azote et en micro-nutriments. Certains des GIE sélectionnés seront bénéficiaires de ce même projet sur la chaine de valeur lait pour le renforcement de la résilience des communautés pastorales.

Ce projet sera mis en œuvre sous forme de recherche-action dans les deux pays, via des protocoles d'accord avec des institutions de recherche et d'enseignement. Au Mali, cela concernera principalement l'Institut Economique de Recherche, et au Niger l'INRAN et les universités de Diffa et de Maradi. Ces cadres de collaboration permettront d'assurer une capitalisation de l'expérience et dans le futur une vulgarisation de cette technique qui, une fois répliquée à grande échelle, pourra aider à faire face au déficit fourrager chronique qui affecte tout le secteur de l'élevage de ces deux pays, et de la région du Sahel dans son ensemble.

3.2 Actions en cours et demandes de financement introduites auprès d'autres donateurs), dans la même zone d'intervention – veuillez indiquer comment les chevauchements et le double financement seraient évités

Oxfam promeut une vision holistique de la lutte contre la pauvreté et l'injustice. Au Sahel, une approche intégrée a été développée afin que plusieurs actions dans le même secteur puissent se compléter et aboutir à un meilleur résultat. Elle agit de manière intégrée dans les secteurs de l'Eau, Hygiène et Assainissement (EHA), de la protection, de la sécurité alimentaire, nutritionnelle, de la gestion/ prévention des conflits et des moyens d'existence (SAME). Des interventions conjointes dans ces différents secteurs ont permis de développer une dynamique holistique afin d'optimiser l'impact de la réponse et de minimiser les risques d'exposition des bénéficiaires et communautés à des problèmes de protection. Cette approche vise également à poser les bases d'une transition des programmes d'urgence vers le développement en mettant un accent particulier sur le relèvement des communautés affectées par les chocs et les conflits dans la région. Ce projet viendra renforcer les acquis des projets antérieurs dans les mêmes zones d'intervention et sera complémentaire à d'autres initiatives en cours de demande de financement.

Dans la région de Gao au **Mali**, différents projets sont en cours (ou bientôt mis en œuvre):

- Un projet financé par **ECHO** pour la prévention de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables affectées par le conflit armé et les aléas naturels à travers une assistance monétaire dans les communes de Bamba, Téméra, Gabéro et Télemsi (Région de Gao). Ce projet a débuté le 1er avril 2018 et sera mis en œuvre jusqu'au 31 décembre 2018. Le nombre de bénéficiaires directs est estimé à 19,089 individus. Les secteurs d'intervention sont la sécurité alimentaire et nutritionnelle via des transferts monétaires ;
- Un projet financé par **DEVCO** pour le renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables des régions de Gao et Mopti, dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des moyens d'existence et de la gouvernance. Il a débuté le 15 décembre 2016 et se poursuivra jusqu'au 14 décembre 2019 et touchera 20,594 bénéficiaires (estimation). Ce projet a lieu dans les communes de Bamba, Téméra, Télemsi, Bourem, Gabéro, Dangol-Boré et Djaptodji ;
- Un projet financé par **AMC** entend contribuer à alléger les souffrances des communautés affectées par le conflit armé et les aléas climatiques dans la région de Gao à travers une approche intégrée sécurité alimentaire, protection et eau, hygiène et assainissement. Il se déroule du 1er avril 2017 au 30 mars 2019 et a pour objectif d'atteindre 33,596 bénéficiaires. Il se déroule dans les communes de Téméra, Bamba et Taboye ;
- Un second projet financé par **AMC** pour la prévention des conflits et la promotion de la paix et de la réconciliation au sein des communautés a débuté le 1er octobre 2017 et continuera jusqu'au 30 mars 2019. L'objectif est la prévention des conflits et la cohésion sociale et entend toucher 1,440 bénéficiaires dans les communes de Bamba, Téméra, Bourem, Gabéro, Gounzoureye, N'Tillit, Gossi, Gourma-Rharous;
- Un projet financé par **DANIDA** pour une éducation de qualité dans les communautés affectées par les conflits dans le nord du Mali, plus précisément dans les communes de Gounzoureye, N'Tillit, Sony Alibert, Téméra, Bamba, Séréré et Banikan. Il a lieu sur 2018-2021 dans le secteur de l'éducation en urgence.

Au niveau des deux communes (Taboye et N'Tillit) sélectionnées pour ce projet, les risques de chevauchement et de double financement sont très faibles car les actions en cours ou à venir sont sur des thématiques différentes : cohésion sociale/prévention des conflits et éducation en urgence. Sur la commune de Taboye, les activités de sécurité alimentaire sont centrées sur la production

agricole (riziculture), la pêche, la réhabilitation des digues rizicoles, l'appui au maraichage. Dans ces deux communes, ce projet viendra en complémentarité et afin de garantir un minimum d'activités pour répondre aux besoins de réhabilitation et de protection des moyens d'existence des communautés d'agropasteurs et pasteurs affectés par le conflit armé et les chocs. D'autres complémentarités seront développées avec les acteurs agissant dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des cercles de Gao et de Bourem : 1. ACF, l'Association d'Aide à Gao (AAG) et Médecins du Monde-Belgique pour la prise en charge nutritionnelle dans les communes d'intervention, 2. Save The Children et AVSF pour la sécurité alimentaire et des programmes de transferts monétaires pour la relance agricole (reconstitution du cheptel (petits ruminants), santé animale, appui à la production maraichère et rizicole, …). Le sous-cluster sécurité alimentaire et le cluster WASH permettront de partager des informations sur les zones d'intervention, la liste des bénéficiaires, les types d'activités afin d'éviter les doublons et assurer une meilleure couverture des besoins aux niveaux local et régional.

Au **Niger**, dans le département de Bermo, différents projets sont en cours :

- Comme mentionné plus haut pour la mise en œuvre du nexus dans la région, Oxfam a développé un projet de renforcement de la résilience des pasteurs à travers le développement de la filière lait avec la mise en place d'un complexe laitier à Bermo, démarré en octobre 2017 et dont le financement continue en juin 2018. Il s'agit d'un financement sur fonds propres. Le projet de production hydroponique permettra de soutenir le groupement d'intérêt économique (GIE) de Bermo et le complexe laitier géré par ce GIE dans le but d'augmenter la capacité des circuits de production de lait. Plusieurs femmes bénéficiaires de ce projet pourront profiter de la technologie d'hydroponie pour améliorer leur production de lait. Ces deux projets seront complémentaires, ayant chacun une valeur ajoutée pour l'atteinte de l'amélioration de la sécurité alimentaire ;
- Renforcement du dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéri, et Zinder en consortium avec Save the Children et AREN pour une durée de 26 mois de février 2018 à fin mars 2020, sur un financement ECHO. Cette action est focalisée sur les renforcements des capacités communautaires pour les actions précoces et réponses aux crises y compris celle résultant des déficits fourragers. Ces structures communautaires d'alerte précoce seront impliquées dans le montage des systèmes et dans leur suivi, afin de permettre la durabilité du projet ;
- « De l'urgence en sécurité alimentaire aux moyens d'existence durable : construire la résilience au Niger » : ce projet était mis en œuvre dans le triangle de transhumance, y compris le département de Bermo, dans le cadre de l'appel DGD humanitaire 2015-2017 et a pris fin en janvier 2018. Ce projet viendra compléter les actions déjà effectuées via l'amélioration de la sécurité alimentaire du bétail qui avait été distribué à des ménages vulnérables. Ce projet étant terminé, il n'y a aucun risque de double financement mais justement d'un bon suivi des activités afin d'assurer la durabilité du programme 2015-2017 ;
- Le projet de renforcement de la résilience des communautés pastorales et agropastorales dans les régions de Maradi et Zinder financé par le gouvernement belge (DGD humanitaire - programme 2013-2015) et mis en œuvre par Oxfam en partenariat avec AREN. Pour renforcer le capital bétail des populations vulnérables dans la zone d'intervention, des petits ruminants avaient été distribués. Selon le suivi fait sur la multiplication/reproduction de ces animaux, le taux parait faible du fait du manque de pâturage et la présente action permettra de renforcer les capacités de ces populations dans la production des suppléments complémentaires pour l'alimentation de leurs animaux.

Pour la région de Diffa, voici les différents projets et programmes en cours :

- Un projet pour le renforcement de la résilience et la prévention des risques de malnutrition des communautés affectées par le conflit Boko Haram dans la région de Diffa qui est financé par le consortium 1212 pour la période de d'août 2017 à avril 2018. Il s'agit d'une réponse humanitaire couplée à des activités pour le relèvement économique à travers des activités génératrices de revenu, dont une partie est via le petit élevage, la construction et la réhabilitation des infrastructures en eau. Ces infrastructures pour l'eau pourront servir à l'approvisionnement des systèmes de production hydroponique ;
- Réponse humanitaire dans le domaine de l'EHA et sécurité alimentaire pour les réfugiés, déplacés internes et communautés hôtes de Diffa au Niger, ainsi que de Borno et Adamawa au Nigeria. Ce projet est financé par GFO (German Foreign Office) de mars 2016 à fin février 2018. Les actions entreprises portent sur l'assistance alimentaire, la construction et réhabilitation des points d'eau et des latrines ainsi que sur des activités de soutien aux moyens d'existence via la distribution des petits ruminants, des activités génératrices de revenu, et un volet protection. Comme indiqué pour le projet traitent de la filière lait à Bermo, la production hydroponique pourra venir renformer la sécurité alimentaire des petits ruminants ;
- Réponse d'urgence en sécurité alimentaire et EHA dans le cadre de l'appel SHO (Financement Néerlandais) pour la famine de 2017 qui a débuté en juillet 2017 et s'est terminé en février 2018. Parmi les actions entreprises avec ce financement il y a aussi l'amélioration de l'accès à l'eau à travers la construction/réhabilitation des points d'eau. Ces travaux pourront également servir pour l'approvisionnement des systèmes de production hydroponique. Le projet étant terminé, il n'y a pas de risque de double financement ;
- Réponse d'urgence en WASH pour les communautés affectées par la crise Boko Haram dans la région de Diffa financée par la fondation espagnole « Nous Cim Fundation » pour une durée de 6 mois, de décembre 2017 à fin mai 2018. Dans le cadre de ce projet, des travaux de construction d'un point d'eau moderne sont en cours de réalisation. Comme mentionné plus haut, ces travaux pourront également servir pour l'approvisionnement des systèmes de production hydroponique. Le projet étant terminé, il n'y a pas de risque de double financement ;
- D'autres actions ont été mises en œuvre dans la région de Diffa et portant sur les réponses humanitaires dans le domaine de la sécurité alimentaire, WASH, et protection sous diverses sources de financement : fonds propres Oxfam, UNHCR, UNICEF, Jersey Oversea, Innocent Fundation et des kits en nature de Irish Aid.

Propositions en cours de développement et/ou approbation au Niger :

Afin de soutenir davantage les populations les plus vulnérables dans les zones d'intervention, des demandes suivantes de financement ont été introduites auprès de différents bailleurs :

- Stabilisation et réconciliation dans le bassin du lac Tchad pour une durée de trois ans à partir d'octobre/novembre 2018 avec le financement KfW (Allemagne). Les actions prévues seront complémentaires à celles de la présente proposition car il y a aussi la construction et réhabilitation des points d'eau pour renforcer le dispositif d'accès à l'eau et le développement de l'entreprenariat des jeunes et des femmes. Les jeunes et les femmes constituent le groupe cible idéal pour le développement des cultures fourragères par hydroponie qui peuvent s'en servir pour mener des AGR (commercialisation du fourrage) ou conduire des activités de production animale pouvant déboucher sur un petit entreprenariat d'unité de production/commercialisation de lait ou même de viande (embouche). Les jeunes et les femmes promoteurs des entreprises agropastorales seront incités à initier des systèmes de production de semences pour permettre de garantir la pérennité des acquis du projet. Cela

aura pour avantage de disponibiliser des semences au niveau local que les bénéficiaires pourront se procurer après le projet ;

- Oxfam est en train de développer une proposition sur la consolidation de la paix et la résilience économique dans le bassin du lac Tchad pour le Niger (région de Diffa) et le Tchad (région du lac/Bagasola) pour une durée de 30 mois à soumettre au département D5.2 de la DGD. La proposition sera complémentaire à celle-ci dans la mesure où elle est axée sur une approche systémique et complémentaire aux actions humanitaires en cours dans la zone impliquant un travail approfondi sur les causes de la vulnérabilité. Elle vise spécifiquement à accroitre l'emploi des jeunes, structurer les filières et consolider la paix. De fait, par exemple, dans la mesure où il est prévu de financer certaines AGR pour les jeunes, Oxfam pourra financer une activité d'hydroponie.
- Via le Trust Fund de l'Union Européenne, Oxfam (en collaboration avec la SNV) a développé une proposition intitulée « Les jeunes entreprennent et s'emploient au Niger » pour un projet de trois ans de juin/juillet 2018 à fin mai/juin 2021. Oxfam travaillera directement dans la région de Zinder, région la plus proche de Diffa, avec ce projet portant sur le développement de l'entreprenariat des jeunes.

Les risques de doubles financements avec ces différents projets seront évités du fait que certains sont déjà terminés, et ceux qui sont encore en cours offrent justement des possibilités de coordination. Le projet va pouvoir venir renforcer certaines des activités mentionnées plus haut.

3.3 [FIN] Enumérez les autres opérations exécutées par l'Organisation humanitaire ou ses partenaires de mise en œuvre au cours de la même période dans cette zone d'intervention et décrivez comment les risques de double financement ont été évités

4. CADRE OPÉRATIONNEL

4.1 Localisation exacte de l'action (veuillez inclure une carte permettant de localiser le projet)

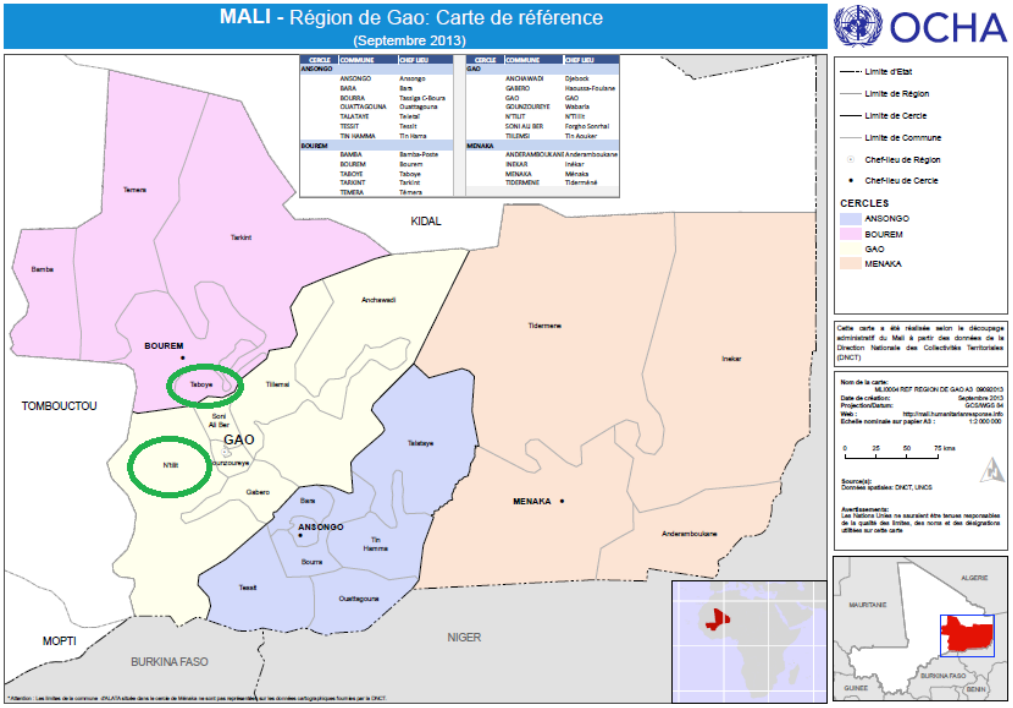
Pour la conduite de ce projet et le test de cette innovation pastorale, ainsi que pour l'étude sur la mise en place du **nexus humanitaire - développement**, Oxfam envisage d'adopter une démarche comparative au niveau régional afin :

1) D'optimiser les chances de réussite et de prise en compte des facteurs de succès ;
2) D'agir sur un territoire plus large pour opérationnaliser ce nexus.

De fait, Oxfam a décidé de lancer ce projet dans **deux pays et trois zones différentes**, à savoir : deux zones sensibles avec d'importants besoins humanitaires et dont le contexte sécuritaire est volatile (Gao et Diffa) et une zone pastorale (Bermo, région de Maradi) à vulnérabilité climatique et déficits fourragers chroniques. Cela permettra de définir les variables à prendre en compte pour l'adaptation des systèmes en fonction des contextes et de pouvoir définir un modèle le plus efficace possible.

Zone ciblée - Mali : Gao, en bordure du fleuve du Niger
Zones ciblées - Niger : Bermo (triangle de transhumance) et Diffa dans la région du lac Tchad
Camps de réfugiés Sahraouis où le projet de production hydroponique a déjà débuté

Au Mali, afin d'optimiser les résultats de la présente action, la zone d'intervention sera la région de Gao (cercle de Gao et Bourem) où Oxfam conduit des actions d'urgence et de reconstitution/protection des moyens d'existence des communautés affectées par le conflit armé et les aléas climatiques. Le choix de la zone d'intervention est basé sur les critères techniques de réussite mentionnés dans la présentation de l'innovation, ainsi que sur les critères de sélection cités par les bénéficiaires lors de l'atelier participatif qui détermineront les lieux d'installation.



Au niveau de chaque cercle d'intervention et tenant compte du caractère pilote de l'action, les services techniques et les collectivités territoriales ont retenu deux communes d'intervention au cours de l'atelier d'analyse des besoins réalisé à Gao :

- Commune de Taboye/cercle de Bourem : commune agropastorale située à cheval entre les zones de moyens d'existence ML03 (Boucle du Niger - Riz & Pêche) et ML02 (Nord - Elevage).

- Commune de N'Tillit/cercle de Gao : commune pastorale située dans la zone de moyen d'existence ML02 (Nord Elevage).

Les zones de moyens d'existence où se trouvent les deux communes d'intervention sont caractérisées comme suit :[10]
MLI02 : zone pastorale qui s'étend au nord du pays ; elle est située entre les régions d'agriculture pluviale le plus au nord et l'extrême sud du Sahara. Il s'agit d'une surface majoritairement isolée du reste du Mali avec une écologie caractérisée par des herbes clairsemées à la limite du désert. Avec des pluies inférieures à 200 mm par an, le pastoralisme (transhumant ou nomade) est le seul moyen d'existence viable. Le manque de diversité d'activités de subsistance, impliquant de fait une forte dépendance au bétail, signifie que les ménages sont extrêmement exposés aux facteurs de risques qui menacent la taille et la valeur de leurs troupeaux.
ML03 : zone agropastorale à faible densité de population qui s'étend des rives du fleuve Niger au nord du delta jusqu'à la frontière avec le Niger. Les villages se situent au bord des deux rives (dans l'Haoussa au nord et le Gourma au sud) ainsi que sur des îles au milieu du fleuve. Les faibles pluies annuelles, qui oscillent entre 150 et 200 mm, sont insuffisantes pour l'agriculture pluviale ; c'est la présence du fleuve qui rend possible la culture du riz, du bourgou et des cultures maraîchères. L'élevage est une activité majeure avec comme principales espèces les bovins, les ovins et les caprins.

Au Niger, ce projet pilote sera mis en œuvre dans le département de Bermo (région de Maradi) et la région de Diffa (départements de Diffa, Mainé-soroua et N'guigmi). Le choix de ces deux zones d'intervention se justifie d'une part par l'exécution par Oxfam et ses partenaires d'activités pouvant bénéficier de cette innovation et d'autre part, par l'existence de potentialités pour l'hydroponie. De plus, ces régions font régulièrement face à d'importants déficits fourragers qui affecter fortement les populations et contraint leurs activités d'élevage. Le Niger aura l'avantage d'expérimenter cette innovation dans deux zones différentes : l'une exclusivement dédiée aux **activités pastorales** pour le cas de Bermo et l'autre dans la région de Diffa, marquée par un contexte de mouvement des populations dus aux conflits avec Boko Haram. Cela permettra d'avoir une **approche comparative et expérimentale de ces deux contextes et ainsi d'avoir plus de certitude sur les possibilités de développement.**

Dans le département de Bermo, quatre sites tests seront retenus sur base des six critères mentionnés plus haut et des critères additionnels suivant :

- la conduite d'activités en lien avec l'hydroponie à proximité du site;
- les potentialités hydriques du site (point d'eau permanent) ;
- les conditions climatiques (T°, humidité, hygrométrie) ;
- l'existence d'un cheptel sédentaire (troupeau laitier par exemple) sur les sites, pouvant créer un marché pour le fourrage vert ;
- l'existence d'un cadre organisationnel (Groupements d'intérêts économiques - GIE, coopératives, associations) des bénéficiaires potentiels.

Les mêmes critères seront retenus pour la région de Diffa avec la particularité qu'il s'agit d'une région très affectée par la crise sécuritaire de Boko Haram. Cette insécurité va indéniablement influencer le choix des sites. Ainsi, le choix portera sur des sites présentant le minimum requis de

[10] Extrait du profil des zones de moyens d'existence du Mali

sécurité. Dans cette région, Oxfam a exécuté dans le cadre du projet de réponse en urgence financé par le consortium Belge 12-12 des opérations de reconstitution du cheptel[11] au niveau de 6 sites de réfugies (distribution de kits d'animaux et financement d'AGR en lien avec l'élevage). Ainsi, 3 de ces 6 sites qui répondent le plus aux critères mentionnés ci-dessus seront retenus pour la mise en œuvre du projet.

4.2 Bénéficiaires

4.2.1 Nombre total de bénéficiaires directs:

Dans les deux pays, il y aura trois types de bénéficiaires différents, pour un total de 1 480 ménages (10 360 personnes) :

- **25 groupements ciblés** (GIE, GIS, groupes d'éleveurs, etc.) ayant chacun en leur sein 20 personnes (soit un total de 500 personnes, dont au moins 40% de femmes). Les groupements seront équipés de modules hydroponiques de type serre avec une motopompe et un système d'irrigation goutte-à-goutte pour une production communautaire. Ces groupements bénéficieront également de semences fourragères pour lancer la production. Afin de dédier un maximum de possibilité d'autonomie et d'émancipation aux femmes tout en prenant en compte des dynamiques locales de genre et de gestion de l'élevage, a**u moins 1/3 de ces groupements visés seront des groupements de femmes.** Par élément de comparaison, le Niger testera également 2 modules type « coupole », dans la région de Maradi.
- **280 ménages vulnérables** (1 960 femmes et hommes à raison de 7 personnes par ménage) ayant les capacités de conduire les activités de production de FVH, seront dotés d'un kit individuel. Ces personnes bénéficieront également de semences fourragères pour lancer la production ;
- **700 ménages** (4 900 femmes et hommes) **très vulnérables** possédant des animaux (petits ruminants) et ayant une capacité de production faible voire nulle de FVH. Ces ménages bénéficieront de transferts monétaires sous la forme de coupons valeur pour s'approvisionner en FVH auprès des groupements ainsi que de cash inconditionnel pendant une période de 4 mois afin de s'assurer de la sécurité alimentaire des bénéficiaires et de la bonne utilisation des coupons.
- Parmi ces 980 ménages vulnérables et très vulnérables bénéficiant de kits familiaux hydroponiques et de transferts monétaires (coupons & cash), **au moins un tiers de ces ménages seront entièrement gérées par des femmes (chefs de ménage).** Par ailleurs, les femmes seront les principales bénéficiaires de cette innovation dans la mesure où ce sont majoritairement elles qui s'occupent de l'alimentation des animaux.

[11] Projet Réponse d'urgence Wash and Sécurité Alimentaire dans la région de Diffa, financement Consortium 12-12 et Ministère des Affaires Etrangères Allemand (GFO)

Le tableau ci-dessous donne la répartition de ces bénéficiaires par zone et par catégorie.

Bénéficaires du projet	Diffa	Bermo	Total Niger	Mali	TOTAL PROJET
Nombre de groupements bénéficiaires de serres	4	5	9	16	25
Dont au moins 1/3 de groupements de femmes	**1**	**2**	**3**	**5**	**8**
Nombre de ménages membres par groupement	20	20		20	
Nombre de ménages bénéficiaires via groupements	80	100	180	320	500
Personnes bénéficiaires via groupements	560	700	1 260	2 240	3 500
Ménages vulnérables avec kit familial + semences	60	120	180	100	280
Personnes vulnérables avec kit familial + semences	420	840	1 260	700	1 960
Ménages vulnérables avec coupons FVH + cash	100	200	300	400	700
Personnes vulnérables avec coupons FVH + cash	700	1 400	2 100	2 800	4 900
Nombre total ménages bénéficiaires	**240**	**420**	**660**	**820**	**1 480**
Dont au moins 1/3 avec femmes chefs de ménages	**80**	**140**	**220**	**273**	**493**
Nombre personnes par ménage	7	7		7	
Nombre total de personnes bénéficiaires	**1 680**	**2 940**	**4 620**	**5 740**	**10 360**
Nombre total kits & serres	**64**	**125**	**189**	**116**	**305**

Parmi les bénéficiaires de kits familiaux, au moins un tiers des personnes du projet sera accompagné et supporté pour développer des activités de maraîchage complémentaires (Cf. A2.1.).

4.2.2 Spécificités des bénéficiaires directs (veuillez préciser, si possible, en vous référant aux groupes selon le cas, p. ex.: mineurs non-accompagnés, handicapés, enfants, anciens combattants…)

Oxfam ciblera les bénéficiaires sur base de leur vulnérabilité, dans la stricte conformité avec les valeurs d'indépendance, neutralité, non-discrimination et respect pour la diversité et le genre. Cette action s'adresse à toutes les catégories de populations (autochtones, PDI, retournés).

Concernant l'approche communautaire (GIE et GIS, groupements et associations), l'accent sera mis sur l'identification des groupements et/ou associations intervenant dans le secteur de l'élevage. Cette approche communautaire vise à fournir un appui en termes d'équipements, de renforcement des capacités et d'accompagnent des groupements et/associations communautaires et féminines, avec l'appui des services techniques de l'Etat, afin d'assurer :

- Une maîtrise du système de production de FVH par les membres des groupements/associations ;
- Une disponibilité du FVH au niveau communautaire par la production locale (comparativement à l'alimentation produite dans les zones cotonnière dans le sud du pays) ;
- Une pérennité de la production de FVH en mettant un accent sur l'élaboration des plans d'affaires pour les groupements/associations.

Au Niger, les communautés des sites du département de **Bermo** ont pendant longtemps bénéficié d'actions de renforcement de capacités et sont très réceptives à tout nouveau projet, indépendamment de leur degré de vulnérabilité. Cette situation favorisera la conduite d'un ciblage participatif basé sur des critères retenus de commun accord avec toute la communauté.
Dans la région de **Diffa**, le projet interviendra sur des sites de réfugiés qui regroupent parfois des réfugiés en provenance du Nigeria voisin, des retournés et des autochtones. Autrement dit les bénéficiaires pourront être des chefs de ménages de réfugiés, des jeunes anciens combattants démobilisés des troupes de Boko Haram et des populations autochtones qui sur la base de certains critères, comme la vulnérabilité, peuvent prétendre à l'appui du projet. Tout cela suppose une plus

grande attention au processus de ciblage des bénéficiaires sur les 3 sites de la région de Diffa. L'organisation des bénéficiaires en groupements (coopérative, GIE, associations) sera efficace pour bénéficier de l'effet de groupe très favorable à la réussite de toute activité de ce genre. Les femmes pourront ainsi être organisées en groupements féminins et les jeunes en association des jeunes pour valoriser leur production en FVH à travers sa commercialisation.

Une attention particulière sera portée aux femmes. Comme décrit dans la partie 2, il est crucial de prendre en compte la vulnérabilité et le rôle spécifique des femmes lors du ciblage des bénéficiaires (1/3 de groupements de femmes et 1/3 de chefs de ménages féminins visés), du déroulement des activités (formation, sensibilisation spécifique et adaptée aux femmes), du suivi (compréhension fine et prise en compte des facteurs socio-culturels pour le suivi des activités et la mesure des facteurs de succès/échecs du projet) et de l'évaluation continue, afin de permettre aux **femmes et jeunes filles** un accès égal au projet et la prise en compte de leurs besoins spécifiques. Comme indiqué dans la liste des projets déjà mis en œuvre dans ces régions du Mali et du Niger, une complémentarité sera mise en place avec les femmes bénéficiaires d'autres projets liés au pastoralisme, et plus précisément de petits ruminants. Ce projet leur permettra de sécuriser leur approvisionnement en fourrage afin de garantir une meilleure production de leur cheptel, et renforcera leur résilience.

Ciblage des ménages très vulnérables pour transferts de cash

Concernant l'approche ménage dans les deux pays, les ménages pastoraux et agropastoraux vulnérables et très vulnérables seront visés, avec un focus sur les femmes chefs de ménages, grâce à la méthodologie HEA (Household Economic Analysis), combinée avec des critères de sélection communautaires ainsi que spécifiques à l'innovation (Cf. conditions de succès partie 2.3).

L'appui aux groupements et/ou associations communautaires et féminines permettra d'améliorer la disponibilité du FVH au niveau local mais cela ne garantit pas forcément la capacité des ménages agropasteurs et pasteurs qui sont confrontés à de nombreux besoins (alimentaire, éducation, santé, etc.) en vue d'assurer leur survie et la protection de leurs moyens d'existence. Par ailleurs, force est de constater que les ménages très pauvres et pauvres n'arrivent pas toujours à acheter les aliments pour le bétail qui sont subventionnés par l'Etat. Ces ventes subventionnées bénéficient plus aux ménages moyens et aisés qui ont les capacités financières pour y accéder. L'évolution des prix d'aliments bétail sur la période janvier 2014 à mars 2018, montrent une augmentation des prix de ces produits pendant la période de soudure pastorale (mars à juin) où les besoins sont en hausse.

La quantité journalière d'aliments destinés au bétail pour un petit ruminant est estimée à 1kg. Pour un ménage pastoral et/agropastoral possédant 4 petits ruminants, les besoins journaliers sont de l'ordre de 4 kg pour un montant moyen de 800 FCFA/jour, soit un montant mensuel de 24 000 FCFA. C'est pourquoi, l'action propose, en plus des kits semences, une intervention en transfert monétaires (via des coupons pour le FVH) afin de faciliter l'accès des ménages très pauvres et pauvres possédant des petits ruminants au FVH produit par les groupements et associations communautaire. Par ailleurs, dans les 2 pays, ces coupons FVH seront complétés par des transferts monétaires inconditionnels en période de soudure de pendant 4 mois.

4.2.3 Mécanismes et critères d'identification des bénéficiaires directs

Ciblage des ménages

Le processus de ciblage des ménages bénéficiaires se déroulera comme suit au Mali et dans les régions de Diffa et de Bermo: le projet adoptera une stratégie de ciblage permettant d'identifier les ménages ruraux très pauvres et pauvres, qui sont les plus exposés aux effets négatifs de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. L'approche HEA sera utilisée pour déterminer la classification par groupes de richesse selon le contexte local et pour établir les critères de ciblage des ménages très pauvres dans chaque zone d'intervention. L'approche HEA est une méthodologie complète qui tient compte des critères locaux propres à chaque zone et des moyens d'existence pour déterminer le niveau de vulnérabilité et de pauvreté. La sélection des ménages bénéficiaires qui satisfont ces critères sera faite par un comité local de représentants communautaires pour promouvoir l'appropriation, et sera suivie de visites de contrôle dans les ménages pour assurer la transparence. Deux tableaux explicatifs sont disponibles en dans l'annexe n°4 et indiquent les critères d'identification des ménages pauvres et très pauvres.

Toutefois, le projet mettra un accent sur les bénéficiaires ayant suffisamment de disponibilité, de motivation et de mains d'œuvre. Ces critères sont essentiels afin de ne pas engager des ménages très pauvres et pauvres, certes vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, dans une action qui sera plus une charge pour eux, d'où le respect du principe « Do No Harm » à toutes les étapes de ce projet. Ces ménages bénéficieront de kits famille leur permettant de produire du fourrage vert en utilisant la technologie de production hydroponique.

Processus de ciblage des organisations paysannes, associations et/ou groupements de femmes et de jeunes :

Au Mali et dans la zone de Bermo au Niger, des structures opérationnelles comme les GIE, les coopératives et des groupements de femmes et associations de jeunes existent déjà. Ils seront identifiés via une approche communautaire qui prendra en compte le niveau organisationnel et de fonctionnalité des groupements et des associations, ainsi que leurs capacités techniques et d'apprentissage. Cela permettra d'accroitre la disponibilité de fourrage au niveau communautaire lorsque les conditions d'élevage deviennent difficiles avec un achat accru d'aliments bétail sec à des prix en hausse. Le choix de ces groupements se fera en collaboration avec les services techniques de l'Etat (Agriculture et Elevage), les collectivités et les leaders communautaires. La communauté, avec l'appui et l'accompagnement des techniciens du projet et des services techniques, aidera à identifier les organisations/structures paysannes qui mènent des activités en lien avec la disponibilité fourragère (production de lait, embouche…). Ces structures déjà bien organisées seront à même de gérer les installations et la production. Les systèmes seront gérés selon leurs règles de fonctionnement et de gouvernance. Ils effectueront une répartition des responsabilités pour l'entretien des équipements et la gestion des différentes étapes de production.

4.2.4 Décrivez l'ampleur et les modalités d'implication des bénéficiaires directs dans la conception de l'action

Ce projet pilote va nécessiter une importante implication des bénéficiaires dès le démarrage des activités. La technologie de production fourragère étant pionnière dans les pays et même dans la sous-région, une étape préliminaire de sensibilisation des bénéficiaires est indispensable, au-delà du transfert de connaissances établi. Cette sensibilisation mettra en avant les contraintes majeures liées à la production animale et à l'élevage comme le déficit fourrager. L'ensemble des

communautés des sites d'intervention sera sensibilisé de manière à obtenir l'adhésion de toutes les couches socio-économiques : hommes, femmes, jeunes, détenteurs de bétail ou non. Des outils et mécanismes appropriés de communication seront utilisés pour impliquer, dès le départ, les leaders d'opinions des sites, les responsables administratifs et coutumiers, les services techniques publics et privés. Il y aura par exemple un atelier de lancement qui regroupera l'ensemble des acteurs. L'implication de ces derniers permettra de s'assurer de leur adhésion à cette technologie innovatrice qu'ils peuvent par la suite vulgariser à plus grande échelle.

Le souci d'appropriation locale est au cœur des préoccupations de l'organisation qui a conduit Oxfam à adopter une approche participative continue pour une implication des bénéficiaires dans la conception de l'action. Au Mali, un atelier d'identification a été organisé les 11 et 12 avril à Gao avec la participation des services techniques de l'Etat, les collectivités, les coopératives et fédérations des éleveurs, les associations féminines, les auxiliaires vétérinaires, etc. Cet atelier a permis, avec ces acteurs (potentiels bénéficiaires de l'action), d'identifier les besoins prioritaires et des modalités de réponse les plus appropriées.

Dans les deux pays, tout au long du cycle de l'action, les bénéficiaires directs (communautés, services techniques, les femmes, hommes et les jeunes) seront consultés à travers des ateliers d'information et d'échange, l'accompagnement et les visites de monitoring post-distribution, les échanges informels avec les leaders locaux et informateurs-clé et la tenue de focus groups réguliers avec les bénéficiaires. Des groupes de discussion avec des bénéficiaires et non-bénéficiaires seront organisés dans le cadre du suivi et de la responsabilisation afin de vérifier et corriger les erreurs d'inclusion/exclusion. Les femmes seront impliquées à toutes les étapes du projet et recevront une assistance égale à celle des hommes. L'action prendra en considération, le fardeau important placé sur les femmes en termes de tâches ménagères et familiales et cherchera à trouver des moyens de mitigation pour ne pas contribuer à un accroissement de leur charge de travail. Oxfam prendra soin de les impliquer dans les prises de décision relatives aux orientations du projet. Oxfam s'assurera que les opinions de toutes les couches sociales soient partagées à travers les organisations locales et représentants de chaque communauté. Afin de recueillir toutes les contributions des groupes de population (femmes, jeunes et hommes) et des groupes marginalisés, les communications seront faites en langues locales.
Les retours et suggestions récoltés auprès des bénéficiaires permettront d'adapter l'action et de la réorienter en fonction des résultats mesurés au fur et à mesure. Des mécanismes de plainte seront mis en place sous formes de boite à suggestion/plainte ainsi que la mise en œuvre d'une hotline pour permettre aux bénéficiaires de donner leur opinion de manière anonyme ainsi que de reporter un dysfonctionnement, détournement de l'action ou un abus de la part d'un des acteurs de mise en œuvre.
Outre le partage d'expérience local, au niveau des villages/communes, et national, des partages d'informations et connaissances ainsi que des ateliers d'apprentissage régionaux seront organisés, sous l'égide du coordinateur MEAL régional dédié à 100% au suivi de ce projet. Il y aura ainsi au moins 2 ateliers d'apprentissage régionaux :

- **1 en début de projet, rassemblant l'ensemble des acteurs impliqués dans ce projet ;**
- **1 en milieu de projet, impliquant également les équipes d'Oxfam et du PAM présents dans les camps de réfugiés sahraouis.**

4.2.5 Autres bénéficiaires potentiels (indirects, "catchment", etc.)

Les bénéficiaires indirects seront composés de l'ensemble des populations vivant dans les communes d'intervention ciblées pour la mise en œuvre du projet. Dans le cadre de ce projet, l'encadrement apporté aux bénéficiaires directs sera également utile aux autres producteurs (et productrices) qui peuvent, avec ou sans encadrement, répliquer la production de fourrage par hydroponie, dans la mesure où cette réplication est possible avec du matériel de récupération comme les bidons et fûts vides. C'est pourquoi, les producteurs (et productrices) se trouvant sur sites retenus seront pour l'essentiel des bénéficiaires potentiels de ce projet. Ces personnes seront touchées par les messages de sensibilisation diffusés sur les radios de proximité et autres canaux de diffusion.

4.2.6 Bénéficiaires directs par secteur (se référer aux "lignes directrices d'ECHO, Annexe I", pp26 à 29: http://ec.europa.eu/echo/about/actors/fpa_fr.htm)

	MALI	NIGER
Secteur	Nombre de bénéficiaires	
Sécurité alimentaire et moyens d'existence	2 940	2 520
Transferts Monétaires (coupons FVH + cash)	2 800	2 100

4.2.7 [INT] En cas de changement, veuillez expliquer

4.2.8 [FIN] En cas de changement, veuillez expliquer

4.2.9 [FIN] Estimation par type de bénéficiaires

Femmes:		%		Hommes: %	… % (total femmes + hommes = 100 %)		
Nourrissons (< 5 ans):	… %,	Enfants (< 18 ans):	… %,	Personnes âgées:	… %		

4.3 Objectifs, résultats et activités

4.3.1 Aperçu opérationnel de l'action : cadre logique[12] (maximum 3 pages)

Titre de l'action	La production hydroponique comme intervention humanitaire innovante dans un contexte de crises alimentaires récurrentes au Sahel			
Objectif principal	Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience économique des ménages au Mali et au Niger			
	Logique d'intervention	**Indicateurs objectivement vérifiables**	**Sources de vérification**	**Risques et hypothèses**
Objectif spécifique	Renforcer l'impact de l'aide humanitaire sur la sécurité alimentaire grâce au système de production hydroponique de fourrage vert	• Au moins 85% des bénéficiaires (en fonction du sexe des ménages) ont un score de consommation alimentaire (SCA) acceptable ; • Baisse d'au moins de 10% de la proportion de ménages ayant recours aux stratégies de crise et d'urgence • 90% des petits ruminants possédés par les bénéficiaires (en fonction du sexe des ménages) du projet sont alimentés par du FVH.	• Rapport baseline et endline • Enquête SCA • Rapport du CP (coping strategy)	**Hypothèses :** • Situation sécuritaire permettant d'avoir accès aux zones d'intervention et d'intervenir sans être ciblés et sans remettre en cause la sécurité des populations ciblées par le projet • Absence de chocs externes (climatique, politique, sécuritaire, etc.) • Absence de tensions intra et intercommunautaires et/ conflit entre les groupes armés • Mobilisation et implication continue des communautés et des autorités locales • Mobilisation et implication continue des services techniques, des autorités administratives, etc. • Mobilisation et implication des commerçants locaux dans les activités du projet • Les marchés sont fonctionnels et bien intégrés (disponibilité des biens
Résultats	**R1** : Les 305 systèmes de production hydroponiques sont correctement installés, fonctionnels et viables	• 90% des systèmes de production hydroponiques sont installés, entretenus et fonctionnels ; • Moyenne de fourrage vert hydroponique produit par les 25 groupements (1t par mois/groupement) ; • Au moins 80 % des bénéficiaires produisent au moins 3,5 kg de	• PV de réception des modules et du matériel • Rapport d'activité/ installation des unités • Liste des bénéficiaires • Rapport PDM/ Coupons valeur ▪ Matériel pédagogique	

[12] Ce tableau doit donner un aperçu général complet des différents éléments de l'action. Il contiendra seulement des informations concises sur les résultats et les activités. Tout changement apporté au cadre logique au stade du rapport intermédiaire ou du rapport final sera communiqué.

		fourrage pour 850 g de semence cultivées.	▪ Contrat de fabrication avec les fournisseurs • Photos • Rapports de formation	alimentaires et non alimentaires en qualité et quantité). • Pas d'inflation excessive des prix des produits alimentaires et non alimentaires sur les marchés. **Risques** • Insécurité dans les zones d'intervention (groupes ou individus armés ; agression du staff ; braquage de véhicules, etc.) • Inaccessibilité aux zones d'intervention pendant la saison des pluies • Intensification des conflits locaux (intra et intercommunautaires) • Détournement de l'aide à des fins politiques ou personnelles • Dysfonctionnement des marchés • Corruption et/ou extorsion de fonds au niveau communautaire • Abus des populations bénéficiaires du projet par les différentes parties prenantes • Baisse de motivation ou peu d'intérêt des populations locales pour le projet
	R2 : La ration alimentaire des ruminants est améliorée, accroissant ainsi les productions animales (lait et viande) pour les ménages bénéficiaires	• 90% des ménages bénéficiaires utilisent le FVH pour l'alimentation animale ; • Un régime alimentaire optimal incluant le FVH est trouvé et permet de diminuer la mortalité des ruminants de 20% ; • La production laitière des ruminants bénéficiaires de FVH est augmentée de 20%.	• Rapport Monitoring Post production • PV de réception du matériel pour les activités satellites • Rapport des études et des recherches menées • Analyse des activités de production	
	R3 : Les associations et groupements d'intérêt de l'élevage qui participent au projet sont parvenus à créer un réseau afin de valoriser les productions	• Au moins 80% des structures coopératives liées à la production de FVH sont fonctionnelles ; • Au moins 80% de la production de FVH produite par les groupements est valorisée, soit consommée par les membres, soit vendue.	• Rapport Monitoring Post production • Liste des bénéficiaires choisies • Analyse des activités de production	
	R4 : Les recherches et études d'impact permettent de capitaliser les connaissances et de renforcer	• La Norme humanitaire fondamentale (CHS) est mise en œuvre avec succès sur toute la durée du projet ; • 90% de ménages bénéficiaires affirment accroitre leur sécurité alimentaire grâce en partie au FVH • L'étude sur le nexus humanitaire –	• Rapport Monitoring • Etude de faisabilité • Analyse d'impact du FVH sur la sécurité alimentaire • Recherche sur nexus humanitaire –	

	l'efficacité de l'aide humanitaire	développement donne des recommandations applicables	développement	
Activités	**Activités liées au résultat 1 :** A 1.1. Sélection des villages, des groupements/associations communautaires et des ménages A 1.2. Construction et installation des unités de production FVH A 1.2. Distribution de semences fourragères et de coupons pour l'achat de FVH aux groupements A 1.3. Formation, accompagnement et suivi rapproché des bénéficiaires pour la production de FVH A 1.4. Sensibilisation et production de manuels explicatifs A 1.5. Apprentissage, séances d'échanges d'expériences et transfert de connaissances avec l'équipe OXFAM Algérie **Activités liées au résultat 2 :** A 2.1. Renforcement des activités agricoles familiales complémentaires à l'hydroponie et l'élevage A 2.2. Formation et monitoring sur l'utilisation du FVH et l'alimentation des animaux A 2.3. Analyse d'impact physiologique du FVH sur les petits et gros ruminants A 2.4. Recherche zootechnique sur un régime alimentaire équilibré pour les ruminants incluant le FVH A 2.5. Sensibilisation communautaire sur l'alimentation des ruminants **Activités liées au résultat 3 :** A 3.1. Etude de marché sur les semences fourragères et le fourrage vert A 3.2. Renforcement de capacités des organisations d'éleveurs/GIE sur la production et commercialisation du FVH **Activités liées au résultat 4 :** A 4.1. Mise en œuvre de la Norme humanitaire fondamentale (CHS) sur toute la durée du projet et évaluation finale A 4.2 Analyse d'impact d'un régime alimentaire équilibré incluant le FVH pour les ruminants sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires A 4.3 Etude de faisabilité sur les nouvelles zones de développement potentielles de l'innovation A 4.4 Etude - Recherche sur les lacunes humanitaires et la mise en place du nexus humanitaire – développement au Sahel			

Conditions préalables

- L'accès aux zones d'intervention est garanti durant toute la durée du projet
- Acceptation et implication continue des services techniques, des autorités administratives, etc.
- Acceptation et implication des communautés et des autorités locales

4.3.2 Informations plus détaillées par résultat

4.3.2.1 Résultat 1: Les 305 systèmes de production hydroponiques sont correctement installés, fonctionnels et viables.

4.3.2.1.1 Au stade de la proposition

- Secteur: Sécurité Alimentaire
- Sous-secteur associé: Soutien à court terme aux moyens d'existence
- **Bénéficiaires (statut + nombre):** 10 360 personnes (dont au moins 1/3 de femmes)
- **Indicateurs pour ce résultat:**
  - Indicateur 1 : 90% des systèmes de production hydroponiques sont installés, entretenus et fonctionnels ;
  - Indicateur 2 : Moyenne de fourrage vert hydroponique produit par les 25 groupements (1t par mois/groupement) ;
  - Indicateur 3 : 80% des bénéficiaires produisent au moins 3,5kg de fourrage pour 850gr de semences cultivées.
- **Activités associées au résultat 1 :**

A 1.1. : Sélection des villages, des groupements communautaires et des ménages

En début de projet, une étude baseline sera réalisée afin de mesurer :

- Le niveau de sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires ;
- Le niveau d'alimentation et de santé des animaux possédés par les bénéficiaires ;
- Les stratégies d'adaptation des acteurs locaux selon l'indice dédié.

Les bénéficiaires seront sélectionnés sur base des critères suivants :

- **Les ménages** seront sélectionnés sur base de critères socio-économiques via le ciblage HEA afin d'identifier les ménages vulnérables et très vulnérables. Des critères additionnels, élaborés en collaboration avec les acteurs locaux, guideront également le ciblage. Nous pouvons citer par exemple :
  - ✓ Vulnérabilité : bénéficiaires du programme de malnutrition infantile et/ou vulnérabilité sociale (femmes veuves/seules/divorcées avec enfants à charge, etc.) ;
  - ✓ Possession d'animaux : au moins 4 petits ruminants ;
  - ✓ Motivation et potentiel d'adhésion à l'innovation afin de garantir le développement de la technique.

  Dans la région de Diffa, des kits ménages de reconstitution du cheptel ont été distribués par Oxfam à travers d'autres projets sur des sites abritant aussi bien des réfugiés que des autochtones.
- **Pour les groupements**, le ciblage se basera sur des critères liés aux capacités d'organisation et de gestion pour les coopératives d'éleveurs, à leur motivation ainsi qu'une volonté de mettre en place des modalités de redistribution/vente à prix modérée pour les ménages vulnérables (très pauvres et pauvres).

  Au **Mali**, la sélection des structures communautaires pour la production de FVH sera réalisée dans les villages des communes de Taboye et N'Tillit. Elle sera conduite par les équipes d'Oxfam, le partenaire d'implémentation Tassaght, IER, les services techniques de l'Etat (élevage et agriculture), les collectivités, les personnes ressources au niveau de chaque village et les bénéficiaires.

Au **Niger**, le choix des structures (GIE, groupements de femmes, Associations de jeunes) prendra en compte la spécificité de chaque zone. A Bermo, Oxfam et son partenaire AREN ont mis en place et accompagné plusieurs GIE qui pour certains pratiquent des activités comme la production et la commercialisation de lait et peuvent tirer un grand bénéfice de l'hydroponie. Les femmes vont occuper une place importante à ce niveau. En effet, les GIE orientés vers la filière lait sont en général des groupements féminins, en raison du fait qu'en milieu pastoral le lait et ses produits dérivés (beurre, fromage) sont gérés par les femmes dans les ménages.

Le choix des **villages** dans les communes se fera grâce à une double approche : communautaire et participative, ainsi qu'en fonction des critères énumérés dans la partie 2.3. Ces critères sont essentiels à la réussite de la production :

- **Disponibilité en eau** :
  - Oxfam et ses partenaires s'assureront de la disponibilité minimale en eau tout au long de l'année dans les villages présélectionnés via une analyse de l'évolution de la disponibilité de l'eau dans le temps ;
  - La qualité de l'eau des nappes qui servira pour les systèmes sera analysée, notamment les composantes suivantes : salinité, spécificités, filtration nécessaire. Des études géophysiques dans le cadre des activités WASH sont déjà réalisées et les résultats seront exploités ;
  - Coût éventuel de l'accès à l'eau : prise en compte des coûts directs et des coûts indirects.
- **Température et humidité :** Oxfam et ses partenaires effectueront une vérification des conditions climatiques afin que celles-ci soient idéales pour la production : très chaud et sec. Les volumes et durées des saisons de pluies seront pris en compte car il est important de sélectionner des zones sèches et peu humides du fait que les systèmes fonctionnent moins bien avec la pluie (sauf si couvert) et moins avec l'humidité. Les modules fonctionneront donc essentiellement du mois d'Octobre à Juin.
- **Approvisionnement en semences de qualité** : disponibilité et accessibilité dans le temps (surtout pour l'orge mais aussi éventuellement pour d'autres semences fourragères comme la luzerne, l'avoine, le sorgho, etc.). Des liens pourront être établis avec des banques céréalières présentes dans les régions.
- Développement d'un **marché** pour le fourrage vert :
  - Analyse de la potentielle 'concurrence' des fourrages verts vendus sur le marché et produits (ex : plantations de contre-saison le long du fleuve – boulgoculture)
  - Liens avec les banques d'aliments du bétail afin de créer un tissu commercial local de l'alimentation du bétail (marchés), un potentiel système d'échange lait-aliments du bétail, autoconsommation tant pour les petits que gros ruminants, complémentarité avec d'autres projets Oxfam (livelihood, résilience, etc.) ;
- **Mode de gestion des élevages** : transhumance, nomadisme, sédentarisation, alimentation, santé, reproduction, valorisation – marchés (production laitière, marchés à bétail, etc.) ;
- Disponibilité des **matériaux de construction** (fer, motopompes, systèmes d'irrigation, bâches en tissu, arrosoirs, javel, etc.) et de la main-d'œuvre qualifiée pour construire et réparer les systèmes hydroponiques ;
- Les **conditions sécuritaires** dans les villages seront prises en compte**.** Certaines mesures peuvent être envisagées afin d'éviter un détournement, des vols ou des dégradations des infrastructures : positionnement des systèmes à côté de la maison et avec un mur, gestion communautaire sous surveillance, niveau de risque pour développer ces systèmes. Les

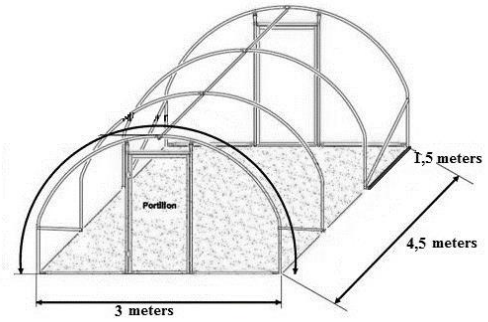
systèmes seront placés dans des villages à côté des habitations afin de renforcer la protection des installations. Lors du choix de la localisation des infrastructures, l'accent sera mis sur la sécurité et la protection des exploitants, la proximité d'un point d'eau, etc.

A 1.2. : Construction et installation des unités de production FVH

Fondé sur le modèle et les leçons tirées des camps sahraouis, Oxfam mettra en place, en fonction du type de bénéficiaire, les systèmes de production hydroponiques suivants : les **kits familiaux** pour les ménages et les **serres** en tissus pour les groupements. Deux coupoles seront par ailleurs installées au Niger pour les groupements.

Les modules seront intégralement fabriqués localement et sont dit « low-tech » car ils sont construits avec des matériaux simples, accessibles localement, réparables et dont la technicité de montage et de maintenance peut être maitrisable en quelques semaines. Certaines améliorations, notamment au niveau du système d'irrigation, seront apportées lors de ce projet.

Les serres



Plan de l'unité serre

Illustration : montage des serres dans les camps sahraouis

Du fait de leur plus grande taille et capacité de production, les systèmes de serre avec motopompe seront privilégiés pour les groupements et organisations d'éleveurs. Ceux-ci recevront :

- Un système de production hydroponique – type serre – complet ;
- Une motopompe avec un système d'irrigation en goutte-à-goutte ;
- Le nécessaire de semences fourragères pendant les 4 premiers mois pour initier la production.

La serre sera recouverte par une toile et alimentée par un réservoir et une pompe connectée au réseau électrique ou à des panneaux solaires.

Les kits familiaux

De plus petite taille, le système familial sera proposé aux ménages vulnérables. Le kit sera composé des éléments de base suivant :

- 1 étagère de 4 niveaux ;
- Chaque niveau sera composé de 4 plateaux de 40cmX40cm, légers, en plastique et correctement percés aux 4 extrémités ;
- Un système d'arrosage (bidon de 20L relié à un pulvérisateur manuel) ;
- Le nécessaire de semences fourragères pendant les 4 premiers mois pour initier la production.

Ces kits seront disposés dans une salle prévue à cet effet et/ou à l'extérieur à l'ombre d'un mur protégé par une bâche (à l'abri lors de forts vents ou intempéries). La facilité d'utilisation des kits et le faible coût rend ce projet durable et duplicable pour un grand nombre de familles.

La question de la spécificité de la zone ou du site sera également prise en compte pour le choix des variétés des semences de culture fourragère. Le système de production hydroponique peut de toute façon fonctionner tel quel avec tout type de céréale, voire avec d'autres productions sous réserve de tests et petites modifications. Le mais fourrager ou le sorgho pourraient certainement donner un bon rendement dans ces zones. La disponibilité de la semence dans la zone est également un aspect à prendre en considération.

Au Niger, la conception et l'installation des unités seront du ressort d'Oxfam et de l'INRAN qui dispose de compétences dans le domaine des cultures fourragères ainsi que des connaissances sur les variétés adaptées à chaque zone, ainsi que sur l'alimentation des cheptels. Cette installation prendra en compte les spécificités climatiques des sites (température, humidité, disponibilité en eau, etc.). **Au Mali,** cette activité sera effectuée par Oxfam, l'IER et Tassaght.

A 1.3. Distribution de semences fourragères, de coupons pour l'achat de FVH aux groupements et de cash inconditionnel

L'objectif de cette activité est de soutenir les ménages les plus vulnérables (via des coupons) afin qu'ils puissent directement bénéficier du fourrage vert produit par les coopératives/organisations d'éleveurs ou qu'ils puissent produire eux-mêmes ce fourrage vert grâce à l'utilisation du kit familial. Dans ce deuxième cas, le support serait essentiellement destiné à couvrir l'approvisionnement en semences. Durant la période de soudure pastorale (4 mois, de mars à juin) une intervention via des transfert monétaires (coupons pour le FVH d'une valeur de 24 000 FCFA/ménage soit 36,30 euros) afin de faciliter l'accès des ménages très pauvres et pauvres possédant des petits ruminants au FVH produit par les groupements et associations communautaires. Cette intervention de transfert monétaire permettra également d'assurer la viabilité économique de la production de FVH au niveau des groupements et associations communautaires.

En effet, l'appui aux groupements et/ou associations communautaires permettra d'améliorer la disponibilité du FVH au niveau local mais cela ne garantit pas forcement son accès aux ménages agropasteurs et pasteurs qui sont confrontés à de nombreux besoins (alimentaire, éducation, santé, etc.) pour assurer leur survie et la protection de leurs moyens d'existence. Par ailleurs, force est de constater que les ménages très pauvres et pauvres n'arrivent pas à acheter l'aliment du bétail qui est vendu à un prix subventionné par l'Etat. De plus, ces ventes subventionnées bénéficient plus aux ménages des classes moyennes et aisées qui ont les moyens financiers pour y accéder.

Par ailleurs, afin d'éviter que les ménages ayant le FVH ne le vendent à d'autre ménages pour satisfaire d'autre types de besoins non pris en compte (notamment alimentaire, santé, etc.), il est important d'apporter une réponse en cash inconditionnel (12 000 FCFA/mois/ménage pendant 4 mois) pour la prise en compte de ces autres types de besoins. Ce qui permettra également d'améliorer la sécurité alimentaire et moyens d'existence des ménages agropasteurs et pasteurs vulnérables.

Le projet mettra en place un stock initial de semences pour couvrir au minimum les besoins mensuels des bénéficiaires sur chaque site. Cela évitera toute rupture de semences, surtout s'il s'agit de semences non encore commercialisées au niveau des zones d'intervention. La maîtrise du circuit d'approvisionnement en semences va figurer dans les préalables et stratégies de mise en œuvre du projet. Les quantités à distribuer par bénéficiaire seront déterminées dès l'opération initiale sur la base des unités installées au niveau de chaque site. La distribution s'inscrira dans les activités des structures de producteurs bénéficiaires et se fera en présence des agents

d'encadrement de proximité. Il y a trois types d'agents d'encadrement de proximité : les agents du projet, les agents de l'ONG partenaire ainsi que les agents locaux des services techniques publiques.

A.1.4. Formation, accompagnement et suivi rapproché des bénéficiaires pour la production de FVH

Cette technologie étant tout à fait inédite dans la région du Sahel, une importante partie du lancement du projet sera la mise en place des transferts de connaissances et de compétences par le personnel d'Oxfam basé dans les camps sahraouis et d'Oxfam-Solidarité vers le staff Oxfam dans les pays ainsi qu'auprès des partenaires locaux (IER et Tassaght au Mali, AREN, INRAN et université de Diffa au Niger). Par la suite, des formations seront effectuées auprès des bénéficiaires, incluant notamment : quelques bases agronomiques & vétérinaires, des explications détaillées du cycle de production, des informations sur les modes d'entretien et de conservation des unités et du fourrage, sur les risques et défis de la technologie, sur les facteurs de succès et échecs, etc. Afin d'assurer un suivi étroit, les équipes d'Oxfam et des partenaires assureront au moins 2 visites par semaine pour chaque bénéficiaire afin de mesurer la progression, le fonctionnement des modules, les performances techniques mais aussi les aspects économiques (coûts de fonctionnement, entretien, transport, etc. et potentiels gains, etc.). Ce suivi étroit est fondamental pour la bonne réussite du projet, d'autant plus que cette innovation sera totalement nouvelle et qu'il nécessitera un certain temps d'adaptation/appropriation par les populations.

Différentes formations seront organisées au **Mali** :

- Une formation sera organisée au profit des équipes du projet (Oxfam et partenaires : Tassaght et IER) des services techniques de l'Etat. Cette formation de 2 jours permettra à l'équipe de mise en œuvre du projet de mieux appréhender la technologie pour la production du FVH : montage des unités de production, système de production, entretien des unités, etc.;
- Des sessions de formation seront réalisées au niveau communautaire (2 personnes/ groupements, soit au total 32 personnes) ciblant les membres des groupements impliqués dans la production de FVH. Ces sessions seront réalisées par les équipes du projet et les services techniques : montages des unités, techniques de production, etc. ;
- Des sessions de formation au profit des 100 ménages bénéficiaires ayant reçu les kits famille. Ces sessions ont pour objectif de renforcer leurs capacités et connaissances sur les techniques de production ;
- Des visites sur les sites de production seront réalisées par les équipes techniques afin de déceler les risques, les défis, facteurs de succès et de d'échec ;
- Des visites à domicile auprès des ménages bénéficiaires des kits et des coupons pour l'achat des FVH afin de mieux appréhender les difficultés (production et utilisation de FVH) auxquelles ils sont confrontés et apporter les solutions possibles
- Diffusion de messages radiophoniques sur la promotion de FVH dans l'amélioration de l'alimentation bétail ;

Au **Niger,** une formation initiale sera dispensée à l'équipe du projet (responsables et agents d'encadrement) et au personnel des partenaires d'exécution, notamment AREN ainsi qu'aux services techniques de l'Etat des départements concernés. Cette formation sera assurée par l'INRAN afin de permettre aux personnes d'encadrement de proximité de maitriser la technique d'hydroponie dans tous ses aspects et de pouvoir la transférer aux bénéficiaires. Il s'agira d'une formation pratique in situ qui sera réalisée au niveau d'un des sites retenus pour accueillir les

activités du projet. Elle va durer 3 jours et va passer en revue les détails du cycle de production et des paramètres à contrôler.
Une fois cette formation initiale achevée, la suite des activités de training/monitoring va consister en un accompagnement et la planification de missions de supervision (au moins 2 visites par semaine pour chaque moniteur/agent de suivi) en fonction des différentes étapes du cycle de production du FVH. Cette supervision permettra de s'assurer du transfert de la technologie de l'agent d'encadrement vers les populations et de se rendre compte, sur place, d'éventuels défis, risques d'échecs, ou autres qui peuvent se poser au niveau des sites.
Outre les semences d'orge, des espèces de plantes fourragères tolérantes au stress hydrique et adaptées à la zone seront sélectionnées pour mettre en place un système de production performant, qui peut avoir un résultat prouvant. Certaines espèces comme le maralfalfa de Mauritanie et le bourgou peuvent aussi faire l'objet d'une expérimentation.
Ainsi, des parcelles de démonstration seront mises en place en « dispositif de champs écoles pastoraux » pour non seulement renforcer les capacités des pasteurs mais aussi vulgariser les techniques de productions fourragères via l'utilisation de la nouvelle technique d'hydroponie.

A 1.5. Sensibilisation et production de manuels explicatifs

Sensibilisation communautaire :

Des séances d'information seront organisées pour sensibiliser les populations sur les possibilités qu'offre l'hydroponie en termes de production et de perspectives économiques. Ces séances seront dédiées principalement aux producteurs intéressés à la vente et aux éleveurs et aux producteurs de lait. L'objectif est de démontrer l'importance de ce type de fourrage non seulement pour le renforcement de la sécurité alimentaire, mais également pour la sécurité économique et pour la disponibilité sur le marché local. Deux sessions par zone seront organisées et seront annoncées à la radio la veille. Pendant ces sessions, des informations (via des dépliants ou via les radios rurales qui sont efficaces pour la diffusion de ce type d'informations) sur les lieux de production des coopératives dans les différents villages seront partagées afin de susciter la curiosité et aider la vente de fourrage.

Matériel explicatif :

Basé sur la production des fiches pédagogiques et les résultats déjà obtenus (depuis octobre 2016) dans les camps sahraouis, un manuel sera proposé à la population locale pour l'inciter à répliquer de manière spontanée et individuelle les modules de production de FVH, incluant entre autres les éléments suivants : introduction de la technique, les différentes étapes de production (manipulation des graines/pré-germination/arrosage journalier...), mode d'emploi sur la construction de l'infrastructure (irrigation/ emplacement stratégique par rapport à d'éventuelles crues / orientation par rapport au vent et au soleil…), une partie « problème/ solution » détaillant les différents cas de figure que le bénéficiaire peut rencontrer lors de la mise en place de son unité (champignons particulièrement) et la marche à suivre pour y remédier.
Seront également intégrés d'autres éléments, tels que les activités satellites, la réutilisation des ressources locales notamment l'eau, etc.

Au **Mali**, la sensibilisation sera réalisée sur base communautaires via l'utilisation des divers moyens de communication et de sensibilisation adaptés (radio de proximité, diffusion de message en local, les supports de sensibilisation illustrée, visite à domicile et les sites de production, etc.). Les supports pour les messages de sensibilisation seront réalisés par les partenaires (IER et Tassaght), les services techniques et les personnes ressources au niveau des communautés et porteront sur les thématiques suivantes :

- L'importance du FVH dans l'alimentation du bétail ;
- L'amélioration du régime alimentaire du bétail à travers l'introduction du FVH ;
- Valorisation des sous-produits agricoles dans l'alimentation du bétail ;
- Valorisation de semences fourragères locales dans le système de production FVH.

Au Niger, à Bermo comme dans la région de Diffa, Oxfam met en œuvre plusieurs activités avec des partenaires locaux comme AREN qui ont développé des mécanismes endogènes de communication pour améliorer la résilience des populations locales, notamment en diffusant des messages radio. De nombreux outils ont été développés pour une meilleure communication avec les communautés dans le besoin et seront utilisés pour atteindre les acteurs à tous les niveaux (autorités, leaders d'opinions, producteurs autochtones, producteurs réfugiés …). Par exemple, des formations in situ, les radios locales, les dépliants, …
La sensibilisation pour l'adoption de la technologie de l'hydroponie mettra l'accent sur la résolution de certains problèmes rencontrés par les éleveurs, notamment le déficit fourrager, les problèmes d'alimentation du cheptel. Les producteurs cibles perçoivent bien la valeur ajoutée du pâturage vert en comparaison à la paille sèche pour l'alimentation de leur bétail. Cela représente, d'ores et déjà, un argument facile à avancer pour les aider à adopter la technologie. L'argumentaire sera davantage développé au fil du projet et de la mise en œuvre des différentes études prévues. Ainsi, la sensibilisation va principalement s'orienter sur l'adoption de bonnes pratiques pour avoir de bons rendements et sur la façon d'utiliser cette alimentation pour améliorer la production animale visée. Les premiers résultats qui vont être obtenus au bout du premier cycle de production seront très déterminants dans la réussite de cette étape de la sensibilisation. Une attention particulière sera accordée au premier cycle de production auquel sera attribué un caractère d'école avec les possibilités d'appréciation par toute la communauté. La comparaison des résultats entre différents bénéficiaires pourra aussi servir de support pour améliorer l'adoption de ces bonnes pratiques.

A 1.6. Apprentissage, séances d'échanges d'expériences et transfert de connaissances avec l'équipe OXFAM Algérie

Dans le cadre de l'apprentissage et du partage d'expérience sur cette innovation, il est prévu de réaliser au moins deux missions d'échange d'expertise et d'information entre les équipes du PAM en Algérie, en collaboration avec Oxfam Algérie :

- Une mission sera organisée au début du projet en décembre 2018, en Algérie, afin que les équipes du projet (Oxfam, Tassaght et IER pour le Mali et AREN, l'INRAN et les universités de Diffa et de Maradi pour le Niger) visitent les systèmes de production hydroponique dans les camps de réfugiés sahraouis. Une délégation de trois à 4 personnes par pays réalisera la mission prévue pour une durée d'une semaine.
- Une deuxième mission au Mali et au Niger sera réalisée par l'équipe d'Algérie lorsque plusieurs activités auront déjà été menées afin de partager les expériences et résultats déjà collectés sur le système de production hydroponique. Ce projet sera réalisé à plus grande échelle que ce qui est réalisé dans les camps sahraouis et inclut également un volet communautaire important. Cela permettra aux équipes d'Algérie de voir les possibilités du système à plus grande échelle.

À ces échanges de connaissances, s'ajoutera également un important partage d'expérience et de résultats entre les deux pays. En effet, plusieurs études seront menées à un niveau supranational afin de pouvoir établir des comparaisons et collecter davantage d'informations. Certaines études seront réalisées de manière nationale mais l'ensemble des résultats sera coordonné par le coordinateur régional du projet en charge de la composante MEAL.

4.3.2.1.2 Rapport intermédiaire

- **Mise à jour[13] des indicateurs**
- **Mise à jour[4] des bénéficiaires (statut + nombre)**
- **Mise à jour[4] des activités**

4.3.2.1.3 Rapport final

- **Indicateurs pour les résultats obtenus**
- **Bénéficiaires (statut + nombre)**
- **Activités réalisées**
- **Moyens et coûts associés finalement engagés**

4.3.2.2 Résultat 2: La ration alimentaire des ruminants est améliorée, accroissant ainsi les productions animales (lait et viande) pour les ménages bénéficiaires.

4.3.2.2.1 Au stade de la proposition

- Secteur: Sécurité Alimentaire
  Sous-secteur associé: Renforcement de capacités
- **Bénéficiaires (statut + nombre):** 5 460 membres de ménages
- **Indicateurs pour ce résultat:**
  - Indicateur 1 : 90% des ménages bénéficiaires utilisent le FVH pour l'alimentation animale ;
  - Indicateur 2 : un régime alimentaire optimal incluant le FVH est trouvé et permet de diminuer la mortalité des ruminants de 20% ;
  - Indicateur 3 : la production laitière des ruminants bénéficiaires de FVH est augmentée de 20%.

- **Activités associées au résultat 2 :**

A 2.1. Renforcement des activités agricoles familiales complémentaires à l'hydroponie et l'élevage

L'ensemble des modules hydroponiques seront renforcés grâce à la mise en place d'activités satellites (semences pour jardins et animaux supplémentaires). Des semences de plantes déjà expérimentés (moringa, carotte, navet, courgette, betterave, tomate, menthe, coriandre, etc.) seront distribuées.

De plus, les familles qui maitrisent le cycle de production de l'unité hydroponique et son entretien seront accompagnées dans la mise en place d'un jardin irrigué par l'eau du module et pour la culture de produits pour leur propre consommation ou pour la vente (coriandre, menthe, etc.). Ainsi, au-delà de la simple activité de production de FVH pour leurs animaux, les bénéficiaires pourront diversifier leur régime alimentaire grâce à leur production et/ou grâce aux revenus que cela leur rapporte.

Oxfam au Mali travaille avec le partenaire Tassaght qui a une solide expérience dans les activités de maraichage en milieu pastoral et agropastoral.

---

[13] La mise à jour et les explications doivent porter tant sur les progrès que sur les changements faits par rapport à la proposition.

A 2.2. Formation et monitoring sur l'utilisation du FVH et l'alimentation des animaux

Dans les deux pays, les collaborations avec l'IRAN et l'Université de Diffa au Niger et avec l'IER et les services vétérinaires au Mali, vont permettre non seulement de mieux suivre les effets de l'alimentation à base de FVH sur les animaux mais aussi de pouvoir déterminer avec une plus grande précision les rations alimentaires pour chaque type de production animale.

Un protocole de suivi sera initialement mis en place. L'agent d'encadrement rapproché, en relation avec les agents des services techniques déconcentrés de l'élevage, sera responsabilisé pour le suivi de ce protocole. Au bout d'un nombre indiqué de cycles de production de FVH, des conclusions préliminaires pourront être tirées et serviront de base pour des formations à l'intention des producteurs. Des rations appropriées à base de FVH complétées par d'autres aliments du bétail seront déterminées et vulgarisées de la même façon que la technique d'hydroponie.

A 2.3. Analyse d'impact physiologique du FVH sur les petits et gros ruminants

Sur la base de l'expérience sahraouie, il s'agira ici de suivre de manière détaillée et continue tout au long du projet l'évolution des paramètres physiologiques et productifs des animaux en prenant en compte le régime alimentaire incluant le FVH. Compte tenu de la durée assez courte du projet, il sera fondamental de commencer cette étude le plus tôt possible et de faire des mesures de manière régulière, complète et qualitative afin d'obtenir les statistiques les plus solides possibles.

Il s'agira pour l'équipe de projet d'élaborer des Termes de Références, qui définiront aussi bien les objectifs assignés à cette étude que le profil des personnes ou structures habilitées à conduire une telle activité. L'analyse d'impact physiologique n'est réellement possible que dans le cadre de recherche menée en partenariat avec des instituts de recherche. Pour cette raison, cette activité se fera aussi dans le cadre de la collaboration avec les institutions de recherche et services vétérinaires préalablement identifiés. Les résultats issus de ces études seront partagés et mis en commun entre les deux pays via le coordinateur du projet.

A 2.4. Recherche zootechnique sur un régime alimentaire équilibré pour les ruminants incluant le FVH

De manière complémentaire avec l'activité 2.3., il s'agit ici, sur base notamment de l'analyse d'impacts progressive et des premiers résultats au bout de quelques mois, d'analyser quel serait le régime alimentaire le plus adéquat et équilibré pour les ruminants (incluant le critère économique et d'accessibilité des aliments dans la zone).

Au **Mali**, cette activité sera réalisée par l'Institut Economie Rurale (IER) du Mali (basé à Gao) qui bénéficiera également d'une unité de production de FVH. Un protocole de recherche sera élaboré par l'IER avec une visée sur un régime alimentaire équilibré des petits ruminants (caprins et ovins) incluant l'utilisation du FVH.

Au **Niger**, cette recherche vétérinaire et zootechnique se fera au niveau de l'INRAN et des Universités. Les résultats qui seront obtenus peuvent par la suite pourront être utilisés dans le cadre de la vulgarisation de technique d'alimentation des ruminants à l'aide de FVH.

Un partage des résultats sera réalisé entre les deux pays afin de prendre en compte l'ensemble des éléments observés et établir le meilleur régime possible.

A 2.5. Sensibilisation communautaire sur l'alimentation des ruminants

Suite aux différentes recherches réalisées lors des activités 2.2, 2.3 et 2.4, une formation plus tardive pourra être donnée sur base des premiers résultats d'analyse d'impacts, gérés par les

services vétérinaires et les services MEAL prévus dans le projet. L'objectif sera d'informations les populations locales sur les bonnes pratiques d'alimentation des ruminants à l'aide de ration alimentaire à base de FVH.

Au **Mali,** cette activité sera réalisée avec l'appui de la Direction Régionale de l'Elevage de Gao et l'IER à travers :

- l'organisation des sessions de proximité avec les communautés bénéficiaires du projet : utilisation des supports de sensibilisation illustrés et traduits dans la langue locale (sonrhaï, Tamasheq) ;
- la diffusion de messages radiophoniques en langue locale sur l'importance de l'alimentation et e la santé animale ;
- l'organisation de débats radiophoniques entre les services techniques de l'Etat et les éleveurs.

Au **Niger**, la sensibilisation des communautés sera effectuée par Oxfam, AREN et l'INRAN via les mêmes canaux de communication utilisés lors de la sensibilisation sur la technologie dans le résultat 1.

4.3.2.2.2 Rapport intermédiaire

- **Mise à jour[4] des indicateurs**
- **Mise à jour[4] des bénéficiaires (statut + nombre)**
- **Mise à jour[4] des activités**

4.3.2.2.3 Rapport final

- **Indicateurs pour les résultats obtenus**
- **Bénéficiaires (statut + nombre)**
- **Activités réalisées**

4.3.2.2.4 Résultat 3 : Les associations et groupements d'intérêt de l'élevage qui participent au projet sont parvenus à créer un réseau afin de valoriser les productions.

Au stade de la proposition

- Secteur: Sécurité alimentaire
  Sous-secteur associé : Renforcement de capacités
- **Bénéficiaires (statut + nombre):** 3 500 membres des groupements
- **Indicateurs pour ce résultat:**
  - Indicateur 1 : • Au moins 80% des structures coopératives liées à la production de FVH sont fonctionnelles ;
  - Indicateur 2 : Au moins 80% de la production de FVH produite par les groupements est valorisée, soit consommée par les membres, soit vendue.

- **Activités associées au résultat 3 :**

A 3.1. Etude de marché sur les semences fourragères et le fourrage vert

L'étude qui sera conduite dans le cadre de cette activité permettra de comprendre aussi bien le marché du fourrage que celui des semences fourragères. En effet, le développement des cultures

fourragères va créer un besoin considérable de semences fourragères qu'il va falloir satisfaire. Il s'agira ainsi d'analyser surtout :

- La diversité, la disponibilité et l'accessibilité du fourrage vert (concurrence potentielle, liens avec coûts de production du fourrage vert hydroponique)
- La diversité, disponibilité et accessibilité des semences fourragères potentiellement utilisables (orge, avoine, luzerne, sorgho, etc.) pour les systèmes hydroponiques

Comme pour les précédentes études, l'équipe du projet élaborera des Termes de Référence incluant une définition claire des objectifs.

A 3.2. Renforcement de capacités des organisations d'éleveurs/GIE sur la production et commercialisation du FVH

Cette activité aura pour but de former et accompagner les organisations d'éleveurs/GIE à valoriser au maximum cette production de FVH, en trouvant de nouveaux débouchés. Outre un suivi, accompagnement et coaching rapproché des équipes du projet, il s'agira également d'organiser des ateliers d'échanges et des séances de formation afin de pouvoir mieux comprendre et insérer le FVH dans le marché fourrager. Les liens seront bien sûr très forts avec les activités 2.3., 2.5. et 3.1.

Les GIE d'éleveurs mènent déjà beaucoup d'activités : embouche ovine, commercialisation de cheptel, commercialisation de lait et autres sous-produits de l'élevage, gestion du marché à bétail. Le projet va bâtir sur cet acquis pour renforcer les capacités de ces organisations des éleveurs en matière de production et de commercialisation du FVH. Les résultats de toutes les études menées dans le cadre du projet vont aussi être des supports pour atteindre cet objectif de renforcement de capacités.

4.3.2.2.5 Rapport intermédiaire

- **Mise à jour[4] des indicateurs**
- **Mise à jour[4] des bénéficiaires (statut + nombre)**
- **Mise à jour[4] des activités**

4.3.2.2.6 Rapport final

- **Indicateurs pour les résultats obtenus**
- **Bénéficiaires (statut + nombre)**
- **Activités réalisées**

4.3.2.3 Résultat 4: Les recherches et études d'impact permettent de capitaliser les connaissances et de renforcer l'efficacité de l'aide humanitaire.

Au stade de la proposition

- Secteur: **Sécurité alimentaire et aide humanitaire**
  Sous-secteur associé: **Information et analyse relatives à la sécurité alimentaire**
- Bénéficiaires (statut + nombre): Bénéficiaires indirects du projet et Communauté internationale
- **Indicateurs pour ce résultat :**
  - Indicateur 1 : La Norme Humanitaire Fondamentale (CHS) est mise en œuvre avec succès sur toute la durée du projet ;

- Indicateur 2 : 90% de ménages bénéficiaires affirment accroitre leur sécurité alimentaire grâce en partie au FVH
- Indicateur 3 : L'étude sur le nexus humanitaire – développement donne des recommandations applicables

Activités associées au résultat 4 :

A 4.1. Mise en œuvre de la Norme humanitaire fondamentale (CHS) sur toute la durée du projet et évaluation finale

La Norme humanitaire fondamentale (CHS pour *Core Humanitarian Standards* de son sigle en anglais) rassemble les éléments clés des principales normes et engagements humanitaires de qualité et redevabilité (le Code de Conduite de la Croix Rouge, la norme HAP, le code People in Aid, la charte Sphère, le COMPAS Qualité, les critères d'évaluation du CAD de l'OCDE etc…).

En novembre 2017, Oxfam a initié un processus de vérification externe de ses réponses humanitaires à travers un audit conduit avec HQAI (Humanitarian Quality Assurance Initiative) et est en passe de finaliser la première étape de ce processus de vérification CHS qui dure 4 ans. Plus que jamais, Oxfam est engagée pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'assistance qu'elle fournit. Ainsi, tout au long du cycle de mise en œuvre du présent projet 'Innovation' et grâce à une équipe MEAL renforcée, Oxfam cherchera à mettre en place les actions-clés[14] qui doivent être entreprises pour remplir les 9 engagements du CHS envers les communautés et les personnes affectées par les crises. En s'ancrant dans les principes humanitaires d'humanité, impartialité, neutralité et indépendance, Oxfam s'engage à ce que :

- La réponse humanitaire soit adaptée et appropriée
- La réponse humanitaire soit efficace et fournie à temps
- La réponse humanitaire renforce les capacités locales et évite les effets négatifs
- La réponse humanitaire soit fondée sur la communication, la participation et le retour d'information
- Les plaintes soient bien accueillies et traitées
- La réponse humanitaire soit coordonnée et complémentaire
- Les acteurs humanitaires apprennent et s'améliorent de façon continue
- Le personnel soit soutenu pour réaliser son travail efficacement et traité de façon juste et équitable
- Les ressources soient gérées et utilisées de façon responsable et pour l'usage prévu

En fin de projet, Oxfam commandera une évaluation finale qui reprendra les 9 engagements du CHS, analysera le processus et les actions conduites et jugera des résultats de l'intervention humanitaire innovante sur le terrain.

A 4.2 Analyse d'impact d'un régime alimentaire équilibré incluant le FVH pour les ruminants sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires

Il s'agit ici d'analyser l'impact de cette nouvelle innovation sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires, en complément de l'activité A 2.3. sur l'impact direct du FVH sur les animaux. Le but de cette activité est donc de mesurer de quelle manière le FVH, introduit dans un nouveau régime alimentaire, permet d'améliorer la sécurisation dans le temps, la disponibilité et l'accessibilité des produits animaux (produits laitiers et viande), constituant un apport protéique et calorique important, consommables par les femmes et les hommes. Cette étude s'intéressera

[14] https://corehumanitarianstandard.org/files/files/CHS%20in%20French%20-%20book%20for%20printing.pdf

particulièrement à analyser ce lien pendant les périodes de soudure pastorale et culturale (d'Avril à Septembre), particulièrement critiques dans ces zones d'intervention.
Elle sera faite par les instituts de recherche respectifs du Mali et du Niger (IER et INRAN).

A 4.3 Etude de faisabilité sur les nouvelles zones de développement potentielles de l'innovation

Du fait qu'il s'agit d'un projet pilote, Oxfam a souhaité lancer ce projet dans deux pays et trois zones d'intervention différentes afin de s'assurer de toucher des zones pédoclimatiques et économiques proches (prédominance du pastoralisme) mais ne faisant pas face aux mêmes problématiques. Alors que les zones de Diffa et Gao sont particulièrement touchées par la crise alimentaire et les déplacements de populations liés notamment à l'insécurité et la violence conjoncturelle, la zone de Bermo fait face à une vulnérabilité chronique du système pastoral transhumant, notamment à cause de la surcharge pastorale et du changement climatique, limitant de plus en plus la biomasse fourragère. Par ailleurs, les zones de Diffa et Gao, outre qu'elles soient situées dans deux pays différents, sont aussi différentes au niveau du climat, de l'accessibilité à l'eau (fleuve Niger) et le positionnement géographique (carrefour frontalier pour la zone du Lac Tchad, impliquant des dynamiques socio-économiques distinctes).

L'autre élément de comparaison correspond au ciblage des bénéficiaires. En effet, compte tenu de la spécificité de cette innovation et de l'objectif d'améliorer la sécurité, Oxfam a décidé de fournir des systèmes de production hydroponiques aux ménages vulnérables mais également à des organisations d'éleveurs/communautaires qui auront pour responsabilité collective de produire du fourrage vert puis de le valoriser auprès de leurs éleveurs membres mais aussi auprès de la communauté. Dans la mesure où ce ciblage communautaire est pertinent et complémentaire avec le ciblage au niveau des ménages mais assez nouveau dans le secteur humanitaire, cela offre d'intéressantes perspectives d'analyse et de comparaison pour déboucher sur le meilleur système, ainsi que sur la possibilité de mise en place du **nexus humanitaire – développement dans la région**.

En fin de projet, sur bases des résultats des différentes analyses (au niveau du contenu et des zones d'intervention) obtenus tout au long de la mise en œuvre du projet via le monitoring et les évaluations, une étude de faisabilité sera faite dans les zones afin de mesurer le potentiel de réplication de cette innovation dans de nouvelles zones. Cette étude de faisabilité inclura également des analyses des marchés des semences fourragères, les fourrages et les substituts d'aliments de bétail (tourteau, son de céréales, etc.). Les Termes de Références seront élaborés par Oxfam (Mali, Niger, Belgique) et les centres de recherche. Cette étude mettre en avant les points forts et les points faibles de la mise en place de cette technique dans ces zones et apportera des orientations complémentaires pour une extension de la technique dans d'autres zones d'intervention.

Au Niger, dans le cadre du projet de développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF), des « champs écoles paysans » (CEP) et Dispositifs d'Innovations pour les Productions d'Elevage (DIPE) sont installés dans plusieurs villages. L'étude de faisabilité envisagée dans le cadre de cette activité pourra déboucher sur l'intégration de la technique d'hydroponie dans les modules des CEP et des DIPE.

A 4.4 Etude - Recherche sur les lacunes humanitaires et la mise en place du nexus humanitaire – développement au Sahel

La ligne directrice de ce projet étant l'amélioration de l'efficacité de l'aide humanitaire, Oxfam a décidé d'orienter ses analyses et ses recherches sur les facultés de celle-ci à pouvoir solutionner une partie des problèmes récurrents, à contribuer et renforcer, avec l'aide au développement, le travail de long terme sur la résolution des causes structurelles, chroniques de pauvreté et de vulnérabilité. Sans s'éloigner de son mandat ni de ses principes fondamentaux, l'aide humanitaire, tout comme l'aide au développement, doit pouvoir remettre en cause certaines manières de faire, interventions, et voir comment améliorer son efficacité et ses résultats. Analyser la qualité et l'efficience de ses interventions d'urgence pour sauver des vies ou venir en aide aux plus démunis est une très bonne manière mais il est également important d'analyser les points forts et points faibles de l'aide humanitaire vis-à-vis de la réponse aux causes structurelles de vulnérabilité (climatique, pauvreté, manque d'opportunités économiques et de structuration, etc.) et du renforcement de la résilience. Sans prendre la place ou faire le travail des acteurs/équipes de développement (Oxfam ayant le double mandat), il s'agit ainsi d'analyser les lacunes humanitaires et de faire des recommandations concrètes pour la mise en place d'échanges étroits et d'un continuum opérationnel avec l'aide au développement. Cette analyse se fera principalement au Mali et au Niger, dans les 3 zones visées par le projet mais pourra, sous réserve de pertinence et ressources, inclure une zone plus large.

De plus, cette étude va pouvoir également positionner Oxfam et la Coopération Belge sur le Nexus vis-à-vis de la Commission Européenne (ECHO & DEVCO), qui vient de lancer 6 études de cas sur le Nexus humanitaire – développement, dont un pays au Sahel (Tchad). Ces études ont notamment pour but d'analyser les projets en lien avec les 2 secteurs et trouver des évidences à renforcer. La première étape en cours consiste à faire une cartographie des projets financés par ECHO, DEVCO et l'EEAS dans le pays puis d'organiser une analyse de contexte commune. Les secteurs clés qui ont été particulièrement visés pour creuser l'idée de nexus sont la malnutrition et les déplacements forcés.

De fait, en s'aidant des 8 principes directeurs de l'approche Nexus, Oxfam va tout particulièrement analyser et explorer l'impact de l'aide humanitaire en lien avec le nexus à travers les éléments suivants :

- La collecte et l'analyse conjointe du contexte – méthodologies croisées ;
- La cartographie de projets humanitaires et développement touchant le secteur de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence ;
- Les méthodologies de ciblage – ménages vs communautaire et le travail à différents niveaux ;
- Le renforcement des mécanismes de coordination locale – structuration et pérennisation économique ;
- Le travail sur le renforcement de la gouvernance locale ;
- Le renforcement du développement économique et la structuration des chaînes de valeur ;
- Les transferts monétaires, avec la mise en place d'une approche graduelle dans le temps et l'espace : du cash inconditionnel vers des systèmes de protection sociale intégrées (à commencer par des filets sociaux de sécurité) puis l'accès aux services financiers pour les moins aisés (microfinance) ;
- Le DRR comme transition entre la réponse d'urgence et réelle gouvernance locale sur la gestion de crise ;
- Les mécanismes de suivi, évaluation et études d'impacts ;
- La mise à disposition de ressources financières aux acteurs locaux et les liens avec le LHL.

Compte tenu de l'ampleur du travail d'analyse et des ressources (budget de 60 000 EUR), il sera difficile d'avoir une étude exhaustive sur tous les sujets mais c'est la raison pour laquelle la sélection de la zone sera assez restreinte. Par ailleurs, compte tenu de l'intérêt de la plateforme régionale et de la confédération d'Oxfam sur ce sujet, des liens vont être établis avec le « Resilience Knowledge Hub » d'Oxfam afin de maximiser l'ampleur et la pertinence de cette recherche.

Cette recherche sera réalisée par une équipe de consultants après une élaboration fine et concertée de TdR détaillés. Oxfam prévoit entre 80 et 120 H/J pour cette étude, dont au moins les 2/3 sur le terrain.

4.3.2.3.2 Rapport intermédiaire

- **Mise à jour[15] des indicateurs**
- **Mise à jour[4] des bénéficiaires (statut + nombre)**
- **Mise à jour[4] des activités**

4.3.2.3.3 Rapport final

- **Indicateurs pour les résultats obtenus**
- **Bénéficiaires (statut + nombre)**
- **Activités réalisées**
  Moyens et coûts associés finalement engagés

4.4 Plan de travail (par exemple, annexe diagramme de Gantt)

Au Sahel, le besoin réel en fourrage vert par production fourragère pour l'alimentation est en lien avec les saisons. En effet, ce besoin s'étale de décembre à juin – juillet, ce qui correspond à la saison sèche où l'alimentation est essentiellement à base de paille sèche et de résidus des récoltes. De ce fait, les cultures fourragères hydroponiques produites dans le cadre de ce projet s'étaleront sur cette même période de 6-7 mois. Il s'agit là d'un aspect fondamental qui sera pris dans la planification globale du projet. Le plan de travail des activités est disponible en annexe n°5.

4.4.1 [INT] Plan de travail révisé en cas de changement après la proposition

4.5 Suivi, évaluation, audit et autres études

4.5.1 Suivi des activités (expliquer comment, par qui)

La stratégie SEA de la présente proposition a été développée suivant les Standards minimaux d'Oxfam International (CAMSA) pour les programmes et projets, et applique les normes, conventions et politiques auxquelles Oxfam a adhéré, dont Sphère et le Code de Conduite de la Croix-Rouge. La qualité de cette mise en œuvre est garantie par le suivi des équipes terrain programme (les chargés de programme et les moniteurs) et un accompagnement/appui technique de proximité de l'équipe SEA d'Oxfam. Une personne responsable du suivi-évaluation (coordinateur SEA Régional : Mali et Niger) spécifique pour ce projet sera basée à Niamey. Cette personne travaillera en étroite collaboration avec les deux chargés de SEA du Mali et Niger. La mise en

[15] La mise à jour et les explications doivent porter tant sur les progrès que sur les changements faits par rapport à la proposition.

œuvre de ce plan de SEA implique non seulement les équipes d'Oxfam, mais également les partenaires, les bénéficiaires, les leaders locaux, informateurs-clés et les membres de la communauté locale pour la collecte et l'analyse des données. Ils seront également consultés à travers les suivis et les évaluations post-distribution (PDM), des échanges informels et la tenue de focus group discussions réguliers. Oxfam s'engage à fournir aux parties prenantes l'information dont elles auront besoin pour prendre des décisions et faire des choix éclairés. Des réunions régulières avec les communautés permettront un échange d'informations et le recueil des réactions des communautés concernant la mise en œuvre de la présente intervention. La fréquence dépendra des contraintes d'accès et de sécurité et, naturellement, des priorités des communautés concernées.

Des mécanismes de redevabilité à l'égard de la population ciblée seront mis en place pour promouvoir la transparence et la participation communautaire. Il sera mis en place au minimum :

- Un système de gestion des plaintes sous forme de comités des plaintes (dont les membres sont issus des communautés affectées). Les comités de plaintes déjà existants dans les zones d'intervention seront renforcés pour permettre aux populations locales de s'exprimer directement sur la conduite des activités et autres problèmes ou injustices qu'ils pourraient rencontrer ;
- Un numéro vert sera également communiqué aux bénéficiaires pour leur offrir un lien direct avec les équipes d'Oxfam. Cet outil permettra aux communautés et groupes cibles de pouvoir partager les problèmes qu'ils rencontrent dans la mise en œuvre des activités du projet. Ces préoccupations seront remontées via la « hot line » au niveau de l'équipe SEA et/ chargé de programme pour traitement et retour aux personnes concernées.
- Un plan de suivi-évaluation est également établi, incluant :
    - Une étude de base (en début de projet) afin d'établir les indicateurs de référence et une étude de fin (End line, en fin de projet) pour mesurer l'évolution des indicateurs de base. Ces deux études permettront de mesurer les effets directs et indirects sur les groupes cibles et plus largement sur les communautés bénéficiaires de l'action.
    - Deux enquêtes post-distribution seront organisées après les distributions de vouchers pour le FVH et après les distributions des semences afin d'évaluer l'utilisation et la satisfaction des bénéficiaires concernant les intrants reçus et les activités de transferts monétaires (vouchers et cash)
    - Un suivi des marchés afin de connaitre la disponibilité et le prix des fourrages (bourgou, les résidus de récoltes, etc.) et des denrées alimentaires sur les marchés locaux. Ce suivi permettra de prendre des décisions stratégiques par rapport aux évolutions observées sur les marchés. L'outil de suivi des marchés inclut un tableau de collecte des prix, ainsi que des questions qualitatives à poser aux marchands. Pour assurer la qualité des données, les suivis des marchés se feront auprès des mêmes marchands, le même jour de la semaine, et les informations sur les prix seront recueillies pour les mêmes denrées et la même unité de chaque denrée. Le suivi hebdomadaire des marchés se fera sur toute la durée du projet et tiendra compte de la saisonnalité.

Les différentes enquêtes (étude de base, étude de fin et les suivis post-distribution) seront réalisées à travers l'utilisation des questionnaires ménages et la tenue des focus groups afin de collecter des données permettant de suivre l'évolution des différents indicateurs de l'action. Le traitement des données permettra également d'effectuer des modifications sur les modalités de mise en œuvre, si nécessaire, pendant toute la durée du projet. Les partenaires de mise en œuvre participeront à la tenue de ces enquêtes.

Au niveau régional, le suivi des activités sera effectué par un(e) coordinateur(-rice) du projet qui sera responsable pour l'ensemble du volet MEAL pour les deux pays. Ses responsabilités seront :

- un rôle d'appui MEAL aux 2 Humanitarian Programme Manager et aux coordinateurs de projet (Mali et Niger) en lien étroit avec Charlotte Masselot (coordinatrice résilience) et OBE (Anne-Sophie Winckelmans + Philippe Massebiau) ;
- Développement de lignes directrices MEAL et d'outils de suivi ;
- Coordination de l'avancée des activités d'installation et du fonctionnement des unités hydroponiques ;
- Suivi détaillé des études : baseline, impacts, marché, faisabilité (Cf. cadre logique) ;
- Appels, Termes de Référence, recrutement de consultants, etc. ;
- Coordination sur le transfert de compétences et des connaissances (partenaires locaux, staff Oxfam pays, missions d'échange, etc.) et sensibilisation des communautés locales ;
- Coordination des études de suivi avec les partenaires de recherche (INRAN Niger et IER Mali, ainsi qu'avec les services vétérinaires) ;
- Suivi des indicateurs de performance du projet : analyse continue et recommandations concrètes pour améliorer la qualité et l'efficacité du projet en termes de procédures de ciblage, de gestion de l'information, et de redevabilité aux bénéficiaires, etc ;
- Communication et apprentissage : aux niveaux national (représentation Oxfam auprès des partenaires techniques et financiers, partage d'expérience), régional (plateforme, réflexions climat WAF) et au sein de la confédération (liens OBE, produits d'apprentissage) ;
- Identifier et surveiller les risques, les contraintes, les problèmes techniques et les problèmes liés en fonction des évaluations ;
- Visites sur le terrain et rapports périodiques pour une action en temps.

Celui/Celle-ci travaillera en étroite collaboration avec les deux coordinateurs(-rices) MEAL nationaux. La Global Humanitarian Team (GHT) d'Oxfam-International sera également impliquée dans le suivi des activités pour la mise en plus et le contrôle des systèmes MEAL, notamment pour la mise en œuvre de la Norme humanitaire fondamentale (CHS) sur toute la durée du projet et qui tiendra lieu d'évaluation finale.

Une attention particulière sera bien entendu portée au suivi de la situation sécuritaire dans les zones d'intervention. Les modalités de suivi de cette situation sont détaillées dans la section 6.2 qui concerne les mesures de sécurité et d'urgence.

A Gao, le suivi du projet sera sous la responsabilité du chargé du projet qui sera membre de l'ONG partenaire Tassaght. Celui-ci sera appuyé par le team leader EFSL (Emergency Food Security and Livelihood) ainsi que par un officer EFSL. Deux partenaires de mises en œuvre seront sélectionnés : l'ONG Tassaght ainsi que l'IER. Ceux-ci assureront des rôles de formation des communautés locales ainsi que le suivi des activités. L'IER assurera un suivi via des recherches par un agronome et un vétérinaire sur le développement du cheptel ainsi que sur la mise en œuvre d'un protocole pour l'amélioration du régime alimentaire du bétail avec introduction du fourrage hydroponique. L'IER participera également aux activités de partage d'information et à la mise au point des brochures explicatives et autres documents de vulgarisation.
Les systèmes de production hydroponiques nécessitent des formations techniques et un suivi rapproché des installations afin de s'assurer d'une bonne production. C'est pourquoi un monitoring rapproché sera organisé via la mobilisation de 7 moniteurs sur le terrain, pour les communes de N'Tillit et de Taboye, avec une moyenne de deux visites par semaine par kit. Leur rôle sera de s'assurer que le matériel est bien installé et que le processus est bien suivi par les bénéficiaires, permettant ainsi une meilleure production de fourrage. Si certains bénéficiaires rencontrent des

problèmes, les moniteurs seront là pour les accompagner à trouver une solution et pour leur donner des conseils pour maximiser la fonctionnalité des structures.

Au Niger, la mise en œuvre des activités sera coordonnée par un chargé de projet, expert en production fourragère. Il aura comme tâches principales :

- La coordination logistique et les procédures d'achats liées à la mise en œuvre du projet, en lien étroit avec le département logistique ;
- La coordination et les relations avec les différentes parties impliquées dans la mise en œuvre et le suivi des activités (autorités, partenaires et institutions de recherche) ;
- La coordination de la mise en œuvre et suivi de la planification du projet
- La production des rapports d'activités.

Il sera appuyé sur le terrain par un assistant technique pour la région de Maradi et le/la EFSL Officer pour la région de Diffa. Le suivi opérationnel et l'accompagnement de proximité pour l'utilisation des systèmes par les bénéficiaires seront assurés par cinq moniteurs disposant d'importantes connaissances sur la production fourragère et seront répartis comme suit : 2 à Diffa et 3 à Maradi. Le chargé de projet sera accompagné par le coordinateur EFSL, le programme manager « Sauver des Vies » pour les orientations techniques et la planification des activités. Ces activités seront renforcées via les suivis effectués par les départements logistique, finance, ressources et MEAL d'Oxfam au Mali.

En outre, l'action prévoit l'utilisation d'un système électronique pour l'enregistrement des ménages bénéficiaires (LMMS, KOBO, RED ROSE, etc.). Ces systèmes d'enregistrement permettront d'accroître l'efficacité, la qualité et la responsabilisation sur la collecte, la gestion et l'utilisation des données. En termes d'avantages, LMMS, KOBO et RED ROSE sont des systèmes qui permettent d'imprimer des cartes d'identification uniques des bénéficiaires et facilite la vérification de l'identité, permet de suivre les bénéficiaires en cas de déplacement, permet de gagner du temps lors de la distribution et diminue le temps d'attente des bénéficiaires. Ces systèmes permettent également la génération automatique et immédiate des rapports de distribution et donnent la possibilité de disposer et de consulter la base de données à tout moment et de disposer d'informations sur chaque bénéficiaire.
La mise en œuvre du plan de SEA avec la participation des différentes parties prenantes de l'action permettra de garantir la qualité de l'intervention tout en offrant la possibilité de réorienter l'action (si besoin) afin de répondre aux besoins prioritaires des groupes dans l'amélioration de la disponibilité et l'accès aux ressources fourragères et contribue ainsi à la protection et/ou la reconstitution des moyens d'existences des couches vulnérables dans le domaine de l'élevage.

4.5.2 Cochez les cases correspondant aux études qui seront <u>éventuellement</u> entreprises :

☐ Évaluation externe pendant l'action
☐ Évaluation externe après l'action
☐ Audit externe pendant l'action
X Audit externe après l'action
X Evaluation interne ou audit interne relatif à l'action

4.5.3 Autres études: ☐ Veuillez préciser:

Des études complémentaires seront menées et sont intégrées dans le Résultat 4.

5. QUESTIONS TRANSVERSALES

5.1 Veuillez décrire le niveau escompté de durabilité et/ou de connexité[16].

Le projet a été conçu de manière à assurer la durabilité technique du système au-delà de la réponse d'urgence. Via un transfert de compétences aux communautés locales durant les différentes étapes du projet (formation complète, accompagnement lors du lancement et de l'utilisation des systèmes de production…) et grâce à une technologie abordable aux points de vue technique et financier, ce projet pilote offre la possibilité aux bénéficiaires de gérer les systèmes de manière autonome (que ce soit les ménages ou les groupements). L'implication des autorités administratives et communales dans le projet offrent d'importantes perspectives de suivi et des protocoles d'accords pourront être signés avec les autorités responsables.
Grâce à la composante de monitoring et à la participation de centres de recherches et d'universités (Universités de Diffa et de Maradi ainsi que l'INRAN pour le Niger, l'IER au Mali), une capitalisation de l'information pourra être mise au point et permettra la diffusion, identique ou adaptée, de cette technologie dans d'autres régions qui subissent les mêmes contraintes climatiques et sécuritaires. La technologie pourra être adaptée aux réalités environnementales et socio-culturelles des zones d'intervention et des modèles pourront être mis à l'échelle. Pour les deux pays, le ciblage des bénéficiaires est établi en fonction du niveau de vulnérabilité de ceux-ci, mais tient compte des capacités de chacun à assurer la production de FVH sur le long terme. L'objectif est de s'assurer qu'ils pourront continuer à assurer la production à la fin du projet. A une plus grande échelle, la région du Sahel pourra également tirer des avantages de ce projet pilote dans le futur. Les informations et connaissances compilées dans deux pays pourront être utilisées dans d'autres pays qui rencontrent les mêmes difficultés et instabilités liées à des facteurs climatiques, sécuritaires et structurels.

Il s'agit d'une phase pilote d'un an qui va poser les bases pour l'appropriation complète de la technologie par les bénéficiaires et autorités locales. Cependant, des actions complémentaires devront être mises en place afin d'assurer la totale prise en charge du système par les bénéficiaires. En effet, la durabilité économique ne peut encore être garantie. Le matériel qui sera fourni est facilement réparable par les communautés qui seront formées, notamment à propos des différents problèmes techniques qui peuvent survenir. Concernant les transferts monétaires pour aider les plus vulnérables à acheter des semences pour la production, différentes possibilités peuvent être envisagées pour les soutenir (jusqu'à ce que leur résilience soit renforcée et qu'ils puissent mettre en place des activités génératrices de revenus) : un nouveau financement (via le PAM par exemple pourrait être intéressé de mettre ce système en œuvre au Sahel) ou des subventions et un appui des gouvernements locaux qui participent à la mise en œuvre du projet. Un élément important qui pourra assurer la durabilité du projet est les relations créées entre les ménages et les groupements de production. Ces éléments dépendront entre autres de la réussite de la production et de l'appropriation de la technologie par les bénéficiaires et les populations locales.

[16] La durabilité et la connexité sont des concepts similaires, qui sont utilisés pour garantir que les activités soient exécutées dans un contexte qui tient compte des problèmes à plus long terme et interconnectés.

5.2 Stratégie de continuité (liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement)

Le système de production hydroponique permettra aux populations du Mali et du Niger de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de manière rapide. Cependant, l'analyse des besoins ne s'est pas seulement basée sur les besoins récents de ces populations, mais a justement adopté une perspective de plus long terme. Les crises dans la région sont récurrentes et malgré les interventions humanitaires, les besoins ont tendance à augmenter et il est nécessaire de renforcer davantage la résilience des populations. Il est important de prendre en compte les opérations humanitaires et de développement déjà en cours, d'améliorer la coordination, de voir les points à améliorer afin de renforcer l'efficacité de l'aide humanitaire et soulager les populations. Le projet établit des liens avec les autres actions menées par Oxfam pour l'aide d'urgence et également pour la réhabilitation (plus précisément celles liées à l'insécurité alimentaire et à la crise pastorale) afin de soutenir les plus vulnérables face aux chocs récurrents. Ce projet entend améliorer la stabilité de l'approvisionnement en fourrage pour les animaux, afin de garantir aux pasteurs des moyens de subsistance plus durables et des possibilités de développement de leurs activités.

En plus de répondre à certains besoins immédiats, le système de production de FVH :

- Amène une perspective de long terme et de résilience des populations locales via une technologie simple. En effet, ce projet s'inscrit dans la stratégie d'Oxfam pour l'amélioration de la résilience, et plus précisément dans deux des six processus de changement social qui contribuent au développement des capacités menant à un développement résilient[17] : la sécurisation et le renforcement des moyens d'existence, ainsi que l'apprentissage et l'innovation pour permettre aux personnes d'apprendre ensemble, pour soutenir l'expérimentation et pour accroître le potentiel pour l'innovation (sociale et technologique). L'objectif est de créer un système unifié capable de gérer les risques et les vulnérabilités actuel(le)s tout en apportant des changements d'ampleur profonds, systémiques et sur le long terme ;
- Permet de contrer certaines causes conjoncturelles : sécheresse, inondations et autres situations causées par le changement climatique ;
- Offre également des perspectives économiques via une potentielle commercialisation des surplus produits. Cela bénéficiera aux populations qui mettent en place la production mais également à ceux qui se fournissent dans les banques alimentaires : les prix pourront diminuer suite à l'augmentation de l'offre.

Comme mentionné dans la section 3.2 consacrée aux projets déjà en cours dans les zones d'intervention, une complémentarité avec les actions de développement sera mise en œuvre dans les deux pays (ex : chaine de valeur lait).

5.3 Intégration (par exemple, réduction des risques de catastrophes, enfants, droits de l'homme, égalité des sexes, impact environnemental, autres à préciser)

- **Genre** : une attention particulière sera portée aux femmes, aux jeunes filles et également aux jeunes hommes. Les femmes sont souvent les plus touchées par l'insécurité alimentaire et par les problèmes nutritionnels. Cela engendre régulièrement des stratégies de contournement négatives, comme par exemple une diminution des rations de nourriture ou encore le retrait de

[17] Cf. « *L'avenir est un choix, Cadre et directives d'Oxfam pour un développement résilient* », Avril 2016

l'école. Dans le contexte pastoral, en raison des déficits fourragers, les stratégies des ménages consistent souvent en la décapitalisation des cheptels. Si les hommes peuvent trouver des alternatives (garde des troupeaux, l'exhaure, vente de bois, etc.), les femmes se voient forcées de partir en exode. Cette situation déstabilise davantage les structures familiales. Les différentes évaluations qui seront menées tout au long du projet, ainsi que le monitoring, tiendront compte du genre. Oxfam organisera des consultations des associations/groupements de femmes et de jeunes via des focus groupes afin de prendre en compte les besoins spécifiques. Au Niger, les femmes qui ont bénéficié des actions d'Oxfam (comme mentionné dans les projets en cours plus haut) ou qui possèdent des petits ruminants, verront leurs capacités techniques, leurs moyens de production et leur niveau de connaissance améliorés. Les outils développés pour le suivi du projet intégreront des questions spécifiques pour permettre de désagréger les informations collectées selon le sexe, à partir d'échantillons constitués de femmes et d'hommes, ainsi que via des focus group séparés hommes/femmes. Les équipes de mise en œuvre du projet seront composées de femmes et d'hommes afin d'assurer une bonne communication avec l'ensemble des bénéficiaires.

- **Renforcement de capacités** : les réflexions sur le système humanitaire international soulignent la nécessité de renforcer les capacités des acteurs locaux. Les transferts de compétences/connaissances seront assurés à plusieurs étapes du projet et pour plusieurs types d'acteurs afin de renforcer leur résilience et assurer la durabilité du projet au-delà de l'action : transferts de compétences des équipes d'Oxfam vers les formateurs et les partenaires locaux (AREN pour le Niger et Tassaght pour le Mali) qui mettront le projet en œuvre et effectueront ensuite des transferts de compétences envers les bénéficiaires (ménages et groupements). De plus, des formations et campagnes de sensibilisation seront organisées à destination d'autres bénéficiaires potentiels pour les aider à renforcer leurs capacités. Ce renforcement se fera, comme mentionné plus haut, avec l'objectif d'améliorer la résilience des populations pastorales.
- **Climat** : le réchauffement climatique tient une part de responsabilité importante dans l'aggravation des crises humanitaires. Ses effets impactent particulièrement les populations les plus vulnérables qui ne peuvent faire face à ses effets par manque de ressources et d'appui. Les situations environnementales et climatiques au Mali et au Niger sont de moins en moins prévisibles, les populations locales se retrouvent à devoir faire face à des périodes de soudure de plus en plus longues et précoces. Le système de production hydroponique a pour objectif de pouvoir garantir aux populations une production en fourrage continue, sur toute l'année et indépendamment de facteurs tels que des pluies insuffisantes et des sécheresses.
- **Durabilité** : le système de production hydroponique consomme peu d'eau, le matériel est adaptable et les installations permettent une meilleure valorisation de l'espace afin d'augmenter le potentiel de production dans la zone et la durée de vie assez importante des structures.
- **Protection** : les déficits fourragers chroniques au Mali et au Niger, et plus globalement au Sahel, amènent régulièrement les pasteurs à trouver des stratégies d'adaptation comme la vente d'actifs productifs, mais également des déplacements vers des zones plus productives. Cependant, lors de ces mouvements, les pasteurs font face à divers risques et subissent des violences en raison de la présence de groupes armés, comme mentionné plus haut. D'un autre côté, les groupes armés empêchent également certains flux transhumants et les pasteurs se retrouvent coincés dans des zones peu productives. Le système de production hydroponique offre une solution à ces deux types de situations. Il garantit davantage de prévisibilité dans la production du fourrage. Les populations peuvent anticiper et ne doivent plus prendre de risques.

- **Safeguarding** : Oxfam est une organisation qui rejette toute forme de discrimination et se bat pour établir la justice. Le harcèlement, l'exploitation ou les abus sexuels sont totalement inacceptables et Oxfam a une politique de tolérance zéro en vigueur. Oxfam fera tout ce qui est en sa possession pour éviter des cas, dont notamment une formation des équipes et des partenaires sur le code de conduite interne d'Oxfam, des mécanismes de plainte facilement accessibles aux bénéficiaires (boites à plainte et hotline). Si un cas de ce type est reporté, Oxfam prendra immédiatement les mesures appropriées : enquête, licenciement des responsables, suivi et appui aux victimes.

Dans le cadre de ce projet innovant, qui inclue un nombre important d'études et recherches, les équipes pays d'Oxfam ainsi qu'Oxfam – Solidarité vont travailler étroitement avec le « Resilience Knowledge Hub », notamment sur les volets nexus humanitaire – développement et adaptation au changement climatique. En effet, ce Knowledge Hub, présent au niveau global et particulièrement actif au niveau de la région Ouest-Africaine, travaille spécifiquement sur le partage de connaissances, l'apprentissage, l'innovation, la recherche et l'étude d'impacts en lien avec le renforcement de la résilience. Ce hub, dont fait activement partie Oxfam-Solidarité, a une expertise certaine sur le partage de connaissances et les recherches. De fait, une collaboration étroite sera faite entre le coordinateur MEAL régional du projet, la plateforme régionale du RKH et le Conseiller Résilience d'Oxfam-Solidarité afin d'affiner du mieux possible les TdR des études et de faire des liens avec le niveau régional/sahélien. Spécifiquement pour l'étude Nexus (voir A4.4. plus haut) par exemple, ce travail pourra être combiné avec un cadre de recherche plus large sur le renforcement de la résilience et l'adaptation au changement climatique dans les zones de crise prolongée au Sahel.

5.4 Décrivez les considérations éthiques et autres (notamment la protection des données) découlant du projet.

Il est important de préciser ici que l'innovation proposée dans le cadre de ce projet est une innovation « low-tech », non digitale, pour la production végétale hors-sol de fourrage. De fait, n'étant pas numérique, cette innovation n'implique pas en elle-même la nécessite de protéger des données liées au fonctionnement même de l'innovation, qui seraient numérisées. En revanche, comme tout projet mis en place par Oxfam, la protection des données et les considérations éthiques liées à ce projet doivent être largement appliquées tout au long de sa durée, notamment au niveau du ciblage et du suivi étroit des bénéficiaires (impliquant la prise d'informations personnelles et des données de suivi technique et économique liées à l'innovation).

Plusieurs considérations éthiques peuvent être soulevées en lien avec ce projet:

- La **protection des données** des bénéficiaires lors de la diffusion de certains témoignages est primordiale. Il sera stipulé dans les protocoles d'accord avec les partenaires que les données des bénéficiaires ne pourront être partagées sans leur accord, excepté anonymement. De plus, les systèmes utilisés pour l'enregistrement des bénéficiaires sont cryptés.
- Les **critères de sélection transparents des bénéficiaires**. Lors du ciblage, il est en effet indispensable de cibler les plus vulnérables afin de répondre à leurs besoins tout en appliquant le principe de « Do no harm ». En effet, cette technologie nécessite un investissement important de la part des bénéficiaires notamment concernant l'entretien des kits et des serres et pour la récolte du fourrage. Il est indispensable de prendre en compte

les capacités des personnes ciblées à effectuer ces tâches afin de ne pas leur imposer des contraintes supplémentaires. Si on ne tient pas compte de ces facteurs, cela pourrait mener à un possible abandon du système par les bénéficiaires les plus vulnérables. La sélection des bénéficiaires se fera via une approche communautaire et participative qui mettra en avant les besoins des bénéficiaires tout en tenant compte de leurs capacités à gérer les systèmes.

- Les bénéficiaires ont le **droit de se faire entendre**. La protection et le respect des bénéficiaires doivent être pris en compte. Il est important de ne pas leur imposer certaines actions et obligations. Si ceux-ci rencontrent un problème avec l'action en place, des mécanismes doivent être installés afin de leur donner la possibilité de donner leur avis ou de déposer des plaintes de manière anonyme. Différents mécanismes de plainte seront mis en place : une boite à suggestions/plaintes ainsi qu'une hotline nationale par pays.
- Une autre considération éthique à prendre en compte est de mettre en place toutes les mesures possibles afin d'éviter des faits de **fraude, de corruption ou de détournement** de l'action pour s'assurer que l'action bénéficie aux plus vulnérables. Il est nécessaire de mettre en place des mécanismes afin de garantir que l'action se déroule dans les bonnes conditions.

5.5 Reprenez sous forme de tableau une analyse des risques relatifs aux enjeux éthiques et autres pré-identifiés au point 5.4, mentionnant :

- ***Typologie des risques éthiques et autres pré-identifiés associés au projet***
- ***Probabilité que le risque survienne (rare-possible-presque certain-certain)***
- ***La gravité de l'impact sur le projet si le risque survient***
- ***L'identification des actions à mener***
- ***Le type d'action (accepter le risque / de refuser / de neutraliser ou diminuer le risque /partager les risques avec une tierce partie***

Risques éthiques et autres	Probabilité qu'il survienne	Gravité de l'impact sur le projet	Actions à mener	Type d'action
Partage de données des bénéficiaires sans leur accord	Rare	Très faible	Suppression des documents partagés sans l'accord des bénéficiaires et qui ne respectent pas les conditions de partage préétablies	Diminuer le risque
Ciblage erroné des bénéficiaires	Possible	Moyen : impact sur la réussite du projet et l'appropriation de la technologie	Prise en compte des préoccupations et de la volonté des bénéficiaires et suivi plus rapproché de l'action	Neutraliser le risque
Liberté d'expression des bénéficiaires	Possible	Moyen : impact sur le bien-être des bénéficiaires et sur la réussite de l'action	Canaux de communication supplémentaires pour les bénéficiaires afin qu'ils soient écoutés	Diminuer le risque
Fraude, corruption et détournement de l'action	Possible	Moyen : détournement des moyens alloués à l'action	Ciblage des responsables et prendre les mesures appropriées en fonction de la gravité de la fraude	Refuser le risque

5.6 [INT] En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser

5.7 [FIN] En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser

6. MESURES DE SÉCURITÉ ET D'URGENCE

6.1 Mesures d'urgence (plan B/ mesures d'atténuation à prendre si les risques et hypothèses exposés dans le cadre logique se concrétisent)

Comme mentionné dans le cadre logique, plusieurs risques doivent être pris en compte lors de la mise en œuvre des activités.

- Afin de faire face à une possible **dégradation de la situation sécuritaire** dans les zones d'intervention, des mesures de mitigation seront mises en œuvre dans les deux pays : suivi et analyse de la situation sécuritaire et adaptation des activités en conséquence, renforcement des capacités techniques des partenaires locaux pour la continuité des activités en cas d'accès limité pour les équipes d'Oxfam ou d'autres partenaires, intégration de l'atténuation du conflit intercommunautaire dans la stratégie et les activités du projet et la mise en place de rapports d'activité réguliers des équipes d'Oxfam. Des mesures de sécurité opérationnelles seront mis en œuvre afin de limiter les risques, comme par exemples le renforcement des moyens de communication et la limitation des déplacements. Le plan de mitigation inclut également la révision des Procédures Opérationnelles Standards (POS). Certaines situations pourront également être anticipées grâce au code de conduite interne d'Oxfam ainsi que l'utilisation des systèmes de coordination existant aux niveaux local et central. La mise en place de transferts monétaires pourrait accroître les risques sécuritaires et l'exposition des équipes et des bénéficiaires à des menaces telles que des actes de banditisme, braquages, détournements, etc. De ce fait, les acteurs humanitaires déjà actifs dans les plateformes d'échanges d'informations sécuritaires de type INSO resteront vigilants, tout en mettant en place une concertation permanente aux niveaux local et national. En cas de changement dans la mise en œuvre de l'action, Oxfam au Mali et au Niger informeront directement les bénéficiaires et se coordonneront avec l'équipe d'Oxfam en Belgique qui tiendra la DGD informée. Si les conditions de sécurité ne permettent pas l'accès aux zones d'intervention, Oxfam se verra dans l'obligation de demander soit une réorientation des activités soit un changement de zones d'intervention en concertation étroite avec la DGD dont les avis seront pris en compte autant que possible dans cette démarche. Dans le cas où aucune activité ne peut être entreprise si le contexte sécuritaire se détériore, la DGD sera officiellement informée des contraintes impactant la mise en œuvre du projet et Oxfam au Mali et au Niger prendront les mesures adéquates pour remédier à cette situation et assurer les opérations dans la mesure du possible.
  Au Niger, la situation sécuritaire est plus instable dans la région de Diffa que de Bermo. Si des problèmes sécuritaires surviennent dans la région de Diffa, Oxfam au Niger envisagera la concentration des activités sur la seule zone de Bermo. Les résultats obtenus pourront par la suite servir la zone de Diffa dès que les conditions sécuritaires s'améliorent.
- Afin de prévenir **l'inaccessibilité aux zones d'intervention en cas de fortes pluies**, Oxfam s'assurera que les équipes et ses partenaires sont équipés d'outils et de dispositifs de protection nécessaires pour travailler dans des conditions pluvieuses (gilets de sauvetage, tires fort, plaque de désensablement, etc.) ou climatiques plus précaires. En cas de précipitations trop importantes qui empêchent le déroulement des activités, celles-ci seront temporairement suspendues. Les bénéficiaires et la DGD en seront immédiatement informés.
- **L'atténuation** des **conflits locaux et intercommunautaires** est intégrée dans la stratégie et les activités du projet grâce à des méthodes transparentes et participatives de ciblage, de planification et de mise en œuvre. Oxfam prévoit une composante de protection (« Do no

Harm », violences basées sur le genre, etc.) dans son projet humanitaire qui prendra en compte les défis liés à la cohabitation des communautés affectées par le conflit et les risques de conflits préexistants qui peuvent impacter le déroulement de l'action. De même, dans les zones qui comptent un nombre important de personnes déplacées, des tensions sociales entre retournés/résidents et bénéficiaires et non-bénéficiaires risqueraient de mettre les équipes du projet en situation difficile. Pour éviter les risques de tensions communautaires, l'approche participative favorisera l'implication des communautés tout au long du projet, réunissant les familles hôtes aux côtés des familles retournées/déplacées/rapatriées afin de renforcer la cohésion sociale.

- Malgré cette situation sécuritaire très volatile, les risques de **détournement ou d'instrumentalisation** des activités du projet par les **groupes armés** est faible. Oxfam prendra toutes les mesures nécessaires pour que les activités/services et produits proposés ne fassent pas l'objet d'un détournement ou d'un vol organisé par des groupes terroristes ou armés, notamment en s'assurant d'avoir une bonne participation de la communauté dans le ciblage des bénéficiaires, de développer un réseau communautaire de relais lui permettant d'accéder à une information appropriée pour mieux orienter les décisions de programmation et s'assurer que toutes les décisions prises tiennent compte de ces éléments.
- Concernant le **détournement de l'aide à des fins politiques ou personnelles**, les différents acteurs qui mettront en place le projet pourront jouer un rôle de surveillance mutuelle afin de s'assurer qu'aucune déviance n'est envisagée. Oxfam mènera les activités selon les quatre principes humanitaires, et fera en sorte d'établir un contrôle. Si les signes d'un détournement de l'action sont observés, Oxfam prendra immédiatement les mesures nécessaires afin de redresser la situation.
- **Dysfonctionnement des marchés** : en coordination avec le Cluster Sécurité Alimentaire et Moyens de Subsistance et/ou toutes les parties prenantes pertinentes, Oxfam monitorera de façon régulière et systématique l'état de fonctionnement des marchés notamment dans le cadre des PDM (post-distribution monitoring). Chaque fois que c'est possible Oxfam privilégiera l'achat de matériel locaux, compatibles avec les us et coutumes des bénéficiaires et respectueux de l'environnement. Si toutefois les articles nécessaires étaient absents des marchés locaux ou nationaux, Oxfam procèdera à des achats régionaux et/ou internationaux.
- Afin d'éviter la **corruption et/ou extorsion de fonds au niveau communautaire** : en plus des processus internes de suivi de la situation sécuritaire et du partage d'informations entre les différents acteurs humanitaires de la zone d'intervention, Oxfam veillera par ailleurs à la redynamisation des comités de plaintes mis en place dans toutes les communes d'intervention qui permettront - en parallèle avec l'aide d'un numéro spécialement dédié à la remontée des plaintes géré par le Responsable de Volet Enquête - d'assurer l'identification et la réponse aux éventuelles plaintes liées à de possibles fraudes et détournements. Des mesures concrètes seront prises pour réduire le risque de fraudes et de détournements de l'assistance dans ce contexte volatile. Les modalités et techniques de transferts monétaires seront adaptées en conséquence avec l'utilisation de systèmes spécifiques et sécurisés pour les transferts monétaires (comme le système RED ROSE).
- Afin d'éviter une **baisse de motivation ou d'intérêt des populations locales pour le projet**, des campagnes de sensibilisation et d'information seront effectuées par les équipes d'Oxfam et les partenaires en amont et tout au long du projet afin d'améliorer la participation des communautés aux activités. Enfin, un monitoring sera fait sur le terrain pour assurer la qualité des activités menées et respecter les principes de « Do No Harm » pour les bénéficiaires et les non-bénéficiaires.

Oxfam travaillera également en toute transparence et en étroite collaboration avec les autorités maliennes et nigériennes, les leaders et représentants des communautés appuyés par les différents comités mis en place : comités d'identification des bénéficiaires et comités de plaintes. Oxfam au Niger et Oxfam au Mali sont présents depuis de nombreuses régions dans les pays et sont devenus des acteurs ayant un très bon ancrage au niveau local, très bien acceptés et ayant la confiance de la communauté.

6.2 Aspects relatifs à la sécurité

6.2.1 Situation sur le terrain. Veuillez donner une brève description

Depuis 2012, le Mali est affecté par une crise politique et sécuritaire en raison de la présence de combattants libyens et du coup d'Etat contre le Président Amadou Toumani Touré. Le contexte sécuritaire du **nord du Mali** reste encore fragile malgré la signature des accords de paix le 20 juin 2015 à Alger. La zone d'intervention de l'action compte la présence de différents groupes armés :

- **Groupes armés radicaux ou groupes « Djihadistes »**. Quatre groupes « Djihadistes » sont présents dans la région : AQMI, Ansar Dine, le Mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) ainsi que Al-Mourabitoun. Ces groupes radicaux demeurent actifs et entrent sur le territoire essentiellement à partir de l'Algérie et d'autres zones du nord du Mali afin de perpétrer des actes de guérilla isolés. En 2017, les actes terroristes visant les forces armées régulières (MUNISMA, FAMA, MOC, Barkhane, etc.) étaient en hausse.
- Les principaux **groupes armés** présents, de manière plus ou moins importante, dans la région de Gao sont : MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad), MAA (Mouvement Arabe de l'Azawad), CMFPR (Coordination des Mouvements et Fronts Patriotiques de Résistance), GATIA (Groupe Autodéfense Touareg Imghad et Alliés) et CPA (Coalition du Peuple pour l'Azawad). Ces groupes sont signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation du Mali (mai et juin 2015).

La présence de ces groupes armés rend la situation sécuritaire au Mali, et également dans la région de Gao, particulièrement précaire car différents affrontements se poursuivent malgré la signature d'accords de paix. On dénombre régulièrement des cas de vols de véhicules en pleine ville et sur les axes routiers qui affectent particulièrement les acteurs humanitaires dans la mise en œuvre de leur programme, des braquages et cambriolages dans les domiciles ou dans les bureaux ainsi que des assassinats ciblés souvent dus à des règlements de compte. Surviennent également des actes terroristes qui ont pour objectif de bloquer la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation signé entre les groupes armés et le gouvernement du Mali. De plus, différentes manifestations dans la région ont été organisées, généralement par la société civile, afin de défendre leurs droits. Elles se sont déroulées majoritairement de manière pacifique et avaient pour objectif de réclamer le départ de certaines autorités administratives ou militaires.

La situation sécuritaire **au Niger** diffère singulièrement d'une zone à l'autre. La zone de Bermo est localisée au centre du pays et est à distance de la majorité des foyers de tension du Sahel. Il est peu probable que la mise en œuvre de ce projet soit affectée par des questions d'insécurité liées à des groupes armés dans cette région. La zone de Diffa fait cependant face à une situation sécuritaire plus volatile en raison de la présence du groupe armé Boko Haram. Les communautés vivant sur ces sites sont pour la plupart des réfugiés ou des reconvertis de certains groupes armés. Plusieurs autres organisations humanitaires travaillent sur ces mêmes sites et une attention particulière est portée au respect des consignes de sécurité de la région.

6.2.2 Un protocole de sécurité spécifique a-t-il été établi pour cette action?
Oui ✦ Non ☐ Procédures standard ☐
Si oui, précisez:

Oxfam au Mali a mis en place un plan de gestion de la sécurité locale (PGSL) pour la région de Gao qui reprend entre autres l'analyse du contexte, l'analyse des risques, les stratégies de sécurité, les niveaux de sécurité et les POS. Les informations qui alimentent ce plan sont régulièrement mises à jour afin de mettre en place les mesures les plus adaptées en fonction du contexte.

Oxfam au Niger dispose d'un plan de gestion de la sécurité qui établit différentes mesures à adopter en fonction de la situation sécuritaire. Celui-ci est mis régulièrement à jour en fonction de l'évaluation du contexte. Dans le cadre de la mise en œuvre des projets, des mesures spécifiques du plan de sécurité sont développées pour les zones d'intervention et partagées avec les partenaires. Les équipes terrain assurent un suivi constant de la situation sécuritaire des zones d'intervention. Des rapports mensuels sur la situation sécuritaire (SITREP) seront produits par le responsable du projet sur base des informations recueillies par les équipes terrain afin de minimiser les risques sans compromettre la conduite des activités. En outre, dans le cadre de la coordination civil-militaire dans la région de Diffa, des protocoles de sécurité spécifiques seront signés avec les forces de l'ordre et mis à jour en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire. Ces protocoles ont pour objectif de cadrer les déplacements des équipes et d'assurer la sécurité de la zone d'intervention, ainsi que de déterminer les moyens de communication et les contacts avec les bases terrain. Pour finir, il existe un « Plan de Gestion de Sécurité National » d'Oxfam ainsi qu'un « Plan de Gestion de Sécurité Local » spécifique à la région de Diffa. Un « Plan d'Hibernation et d'Évacuation » spécifique à la région est également développé. Les membres de l'équipe sont sensibilisés aux mesures qu'ils indiquent, notamment concernant le comportement à avoir vis-à-vis d'une situation spécifique liée aux différents risques identifiés pouvant les affecter.

6.2.3 Le personnel sur le terrain et les expatriés ont-ils reçu des informations et une formation concernant ces procédures?
Oui ✦ Non ☐

6.3 [INT] En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser
6.4 [FIN] En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser

7. COORDINATION SUR LE TERRAIN

7.1 Coordination sur le terrain (veuillez indiquer la participation de l'Organisation humanitaire aux mécanismes de coordination avec d'autres parties prenantes, tels que les "clusters", les ONG, les agences des Nations unies, autres (à spécifier), ainsi que les liens avec la procédure d'appel consolidée, si nécessaire)

Au Mali, Oxfam travaille en étroite collaboration avec d'autres acteurs humanitaires présents dans le pays, tant au niveau national que local.
Au niveau national :

- Oxfam est un membre actif de l'équipe humanitaire pays (EHP) et du Groupe Technique Assistance Humanitaire FONGIM (GTAH) ;
- En collaboration avec d'autres ONG qui mettent en œuvre des interventions monétaires au Mali, Oxfam participe activement au groupe de travail cash et vouchers basé à Bamako. Elle entretient des liens de coordination stratégique et opérationnelle étroits avec toutes les ONG,

acteurs étatiques tels que le CSA/SAP (Système d'Alerte Précoce), les DNPSES (Directions Nationales de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire) DRDSES (Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire), les agences des Nations Unies telles que le PAM, UNICEF, la FAO, le UNHCR ou encore la Banque Mondiale, le CICR, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et toutes autres structures associées à ce type de projet ;

- Oxfam joue un rôle très actif au sein de la plateforme d'échange informelle entre ONG internationales opérant au nord du Mali qui a pour objectif le partage d'informations et d'analyses programmatiques et sécuritaires, et qui met également l'accent sur la coordination des actions de plaidoyer et de lobbying initiées par la communauté des ONG humanitaires sur des problématiques spécifiques au Mali ;
- Des évaluations périodiques du contexte humanitaire (évaluation de la sécurité alimentaire, du cheptel...) sont conduites par Oxfam avec le soutien financier des agences de l'ONU (PAM, FAO) ;
- L'intervention proposée est liée aux objectifs du Processus d'Appel Consolidé (CAP) du Mali.

Au niveau local (région de Gao) :

Oxfam participe activement aux réunions et espaces de coordination tels que : le cluster protection, le groupe thématique « Violence Basée sur le Genre » (VBG), le groupe cohésion sociale, le cluster sécurité alimentaire, le cluster Wash, le cluster nutrition, les réunions de coordination mensuelles d'OCHA, les réunions trimestrielles de coordination régionale des ONG intervenant à Gao, des réunions mensuelles du SAP-Gao, etc. Ces rencontres permettent à Oxfam de faire le bilan de ses activités, d'exposer les difficultés rencontrées et de chercher des solutions avec d'autres acteurs de terrain. Oxfam travaille également en collaboration avec les services techniques de l'Etat comme les Directions régionales de l'hydraulique, de la santé, du développement social, les Centres de Santé de Référence (CSRéf), les Centres de Santé Communautaires (CSCOMs) etc.

Coordination avec des acteurs de développement :

Dans le cadre de la réflexion en cours au Mali sur l'articulation entre interventions humanitaires et actions de développement, Oxfam participe aux réunions de la CRZPC (Commission de Réhabilitation des Zones Post-Conflit) pour une harmonisation programmatique et opérationnelle et pour assurer un ancrage avec les politiques nationales en vigueur, plus particulièrement sur la « Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle ». C'est pourquoi, la présente action s'inscrit dans une dynamique de relèvement soutenu vers le développement. À ce titre, des échanges seront établis avec les acteurs et les PTF de développement, notamment DEVCO qui a permis le financement d'un projet dans la région de Gao pour renforcer la résilience (« Programme KEY ») et améliorer la protection sociale des communautés et ménages les plus vulnérables pour une sécurisation de leurs moyens d'existence.

Au Niger, Oxfam fait partie du cadre de concertation et de coordination humanitaire au Niger mis en place pour se concerter sur des questions stratégiques et sécuritaires, tant au niveau national qu'au niveau des régions de Diffa et de Maradi.

Au niveau national :

Oxfam est membre actif de l'équipe humanitaire-pays et représente les ONG internationales au niveau du Cadre Restreint de Concertation (CRC) Etat-Donateurs. L'organisation est également un membre actif au niveau du Cadre Elargi de Concertation (CEC) Etat-Donateurs ainsi que des clusters et groupes de travail suivants : sécurité alimentaire, Eau-Hygiène-Assainissement (WASH), relèvement précoce, multisectoriel, CaLP (Cash Learning Partnership), plateforme nationale RRC (Réduction des Risques de Catastrophes).

Oxfam au Niger prend part à toutes les réunions organisées par OCHA, par la Cellule Crises Alimentaires (CCA) et par le Système d'Alerte Précoce (SAP). Chaque année, la planification humanitaire d'Oxfam est prise en compte dans l'élaboration du plan de réponse du gouvernement et du Plan de Réponse Humanitaire international.
En dehors des clusters, Oxfam participe également aux réunions de coordination organisées par le PAM et la Cellule Crises Alimentaires pour répondre aux déficits (alimentaires, eau potable, agriculture, fourrage…) lors des périodes de soudure. Oxfam appuie également techniquement des exercices tels que le suivi et l'analyse des vulnérabilités, l'analyse de l'économie des ménages et le profilage des zones à travers des enquêtes de vulnérabilité et participe aux réunions sur les Outcomes Analysis, et sur le Cadre Harmonisé. Oxfam fait partie de l'Alliance sécurité alimentaire et nutritionnelle avec d'autres ONG internationales (à savoir ACF, CONCERN, Save the Children, SOS Sahel, Coopi, ALIMA, Médecins du Monde, International Rescue Committee, la Croix Rouge Française, Goal) afin d'apporter une réponse humanitaire plus coordonnée et efficace sur le terrain.
Au niveau local :
En ce qui concerne la région de Diffa, Oxfam participe régulièrement aux réunions mensuelles et exceptionnelles des différents clusters (WASH, Sécurité Alimentaire, Sécurité, Protection) sous la direction des Nations Unies et du Comité Régional de Prévention et Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires. Ces réunions facilitent la répartition des activités et la coordination avec d'autres acteurs présents dans la zone, débouchant sur une meilleure effectivité et sur la mutualisation de certains moyens dans la conduite des activités. De plus, Oxfam tente de travailleur au maximum en étroite collaboration avec les acteurs locaux (autorités, services techniques, leaders communautaires, relais communautaires, institutions de recherche) afin de renforcer leurs capacités et leur permettre de prendre le relais, dans l'objectif de consolider les acquis des projets mis en œuvre.
Oxfam entretient également d'excellentes relations de travail avec les ONG internationales intervenant dans la région de Diffa, menant notamment à un partage régulier des planifications hebdomadaires, des appuis mutuels, des participations aux ateliers, des évaluations organisées par chacune des structures, à l'échange de données, à des groupes de travail (notamment Eau-Hygiène-Assainissement, sécurité alimentaire, et protection).

7.2 Autorités nationales et locales (relations établies, autorisations, coordination)

Oxfam au Mali, à travers le Cash Working Group (CWG), continuera à jouer un rôle déterminant dans le plaidoyer au niveau national pour que les programmes de transferts monétaires et filets sociaux soient effectifs. Cela se fera en travaillant en étroite collaboration avec les DNPSES (Directions Nationales de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire) à Bamako, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), le Système d'Alerte Précoce (SAP), les ministères concernés, etc. Cela reposera également sur un travail de collaboration au niveau local avec les autorités (collectivités territoriales, les préfets, sous-préfets, le gouvernorat de Gao, etc.) concernées afin de gagner leur assentiment et d'exercer un effet de levier auprès des instances locales, nationales et des ministères de tutelle. Oxfam s'inscrit dans cette dynamique de bonne relation et de coordination avec les autorités nationales et locales pour la compréhension et l'appropriation de l'approche de ces programmes et projets par les acteurs locaux. Oxfam travaillera au renforcement de la gouvernance locale en sécurité alimentaire et l'accès à la documentation civile (UETF) en collaboration étroite avec les services techniques, autorités locales et politiques et participera aux instances de coordination locale suivantes : CCOCSAD (Comité Communal d'Orientation et de Suivi des Actions de Développement), CLOCSAD (Comité Local d'Orientation et

de Suivi des Actions de Développement) et CROCSAD (Comité Régional d'Orientation et de Suivi des Actions de Développement).

Oxfam au Niger s'appuie aussi bien sur les administrations territoriales et communales que sur les ONG locales pour la mise en œuvre de ses actions humanitaires. Oxfam est reconnue officiellement par l'Etat Nigérien et jouit d'une solide réputation nationale. Oxfam privilégie la collaboration avec les partenaires locaux, en l'occurrence les autorités administratives, communales et les structures de gestion et de prévention des crises. Les services techniques de l'Etat ont fréquemment été les partenaires de premier rang dans la mise en œuvre des projets et programmes d'Oxfam.
En ce qui concerne ce projet, des échanges ont été initiés avec les Directions Régionales de l'Elevage des régions de Diffa et de Maradi pour assurer une bonne collaboration et s'assurer de l'appropriation de la démarche par les autorités. Des contacts ont également déjà été établis avec les autorités des Conseils Régionaux et les Gouvernorats, ainsi qu'avec les universités de Diffa et Maradi afin d'établir le partage d'informations. Ces relations seront entretenues à travers des réunions de coordination et des contacts bilatéraux ad hoc. Les équipes sur le terrain ont la responsabilité de coordonner les activités avec les autorités communales, départementales et régionales, avec les services techniques déconcentrés de l'Etat et également avec d'autres intervenants potentiels dans le développement et l'aide humanitaire, principalement ceux œuvrant dans le secteur de l'élevage. Les autorités communales joueront un rôle important dans la planification, la validation, le suivi et l'appropriation de l'intervention.

7.3 Eventuelle coordination avec la représentation diplomatique belge

Oxfam tiendra régulièrement au courant et organisera des réunions afin d'informer la Représentation Diplomatique Belge présente dans les pays sur les avancées du projet en cours, ainsi que sur le contexte d'intervention. Oxfam organisera également les visites terrain des équipes de la Représentation Diplomatique Belge tel que requis afin de pouvoir leur montrer les installations et le fonctionnement des systèmes hydroponiques.
Si des mécanismes de coordination sont organisés par la Coopération ou Diplomatie Belge, Oxfam y participera activement.
Oxfam informera également les autres Coopérations et Diplomaties Belges dans la région au cas où l'évolution du contexte au Mali pourrait avoir un impact sur les pays voisins.

7.4 [INT] En cas de changements ou de problèmes de coordination, veuillez préciser

7.5 [FIN] En cas de changements ou de problèmes de coordination, veuillez préciser

8. PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

8.1 Nom et adresse du ou des partenaires de mise en œuvre

Au Mali :	**Au Niger :**
ONG TASSAGHT Accord Cadre : N° 0162/000077 du 30 janvier 2008, CADB- Mali Adresse : Gao, Quartier Château, Secteur 3 BP : 32 TEL/ FAX: (00223) 21 82 02 92/ 76 03 96 80/ 76 04 64 28 E-mail : aassabit@yahoo.fr ; agalwaly@yahoo.fr Institut Economique Rurale (IER) ➢ Bureau National BP: 258, Rue Mohamed V Bamako T: 20.22.01.16/20.22.26.06 - Fax : 20.22.37.75 Site web: www.ier.gov.ml ➢ Bureau régional de Gao Adresse : Gao, Quartier Château, Secteur BP : 117 Gao T: 20 73 70 59 Crra.gao@yahoo.fr et goitacoumba@yahoo.fr	AREN (Association pour la Redynamisation de l'élevage au Niger) Contact : (+227) 20 41 08 54 Adresse : sis quartier Ali Dan Sofo Maradi– Rue Djibril Maïga ADS R007 BP : 122 Maradi, République du Niger Email : aremi@intnet.ne Principal Contact : Hassane Baka, Administrateur base régionale Maradi tel : (+227) 96971037/90386660, Email : bhassane56@yahoo.fr

8.2 Statut des partenaires de mise en œuvre (par exemple : ONG, autorités locales, etc.) et rôle joué par eux

<table>
<tr><td rowspan="2">Partenaires</td><td>Mali</td><td colspan="2">Niger</td></tr>
<tr><td>Zone de Gao</td><td>Triangle de transhumance – Bermo</td><td>Zone de Diffa</td></tr>
<tr><td>Implémentation</td><td>Tassaght : association locale travaillant dans le secteur de l'élevage et basée à Gao</td><td>AREN : Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger</td><td>Équipe Oxfam</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Recherche</td><td>IER : Institut d'Economie de Rurale au Mali</td><td colspan="2">INRAN : Institut National de Recherche Agronomique du Niger + Université de Diffa et Maradi</td></tr>
<tr><td colspan="3">Services vétérinaires et para-vétérinaires pour formation, recherche et monitoring</td></tr>
<tr><td>Accompagnement</td><td colspan="3">Autorités locales, services techniques de l'élevage qui aideront également dans la mise en œuvre lorsque nécessaire</td></tr>
</table>

Au Mali :

Le partenariat est un axe essentiel dans la présente action afin d'assurer d'indispensables transferts de compétences et la durabilité des activités. De ce fait, l'action se focalisera sur des acteurs locaux clés qui seront impliqués à toutes les étapes du projet et dans sa mise en œuvre :

- **L'ONG Tassaght** sera le partenaire de mise en œuvre avec Oxfam. Tassaght est une organisation non gouvernementale malienne de consolidation de la paix fondée en 1985 qui œuvre pour une société bienveillante et responsable fondée sur les principes de liberté et de

justice. Tassaght travaille avec les communautés rurales à Gao, Bourem, Intillit et Ansongo pour le développement durable de ces régions. Tassaght est un membre actif du Réseau Bilital Maroobè (cadre régional de référence des éleveurs et pasteurs qui œuvrent pour la défense des intérêts de ses membres sur les plans économique, politique, social et culturel). Oxfam a travaillé dans le passé et travaille encore actuellement avec Tassaght sur les opérations d'assistance alimentaire, éducation en urgence, etc.

- **L'IER** (Institut d'Economie Rurale) de Gao sera le second partenaire de mise en œuvre de l'action, notamment pour les recherches sur le développement et la mise en œuvre d'un protocole pour l'amélioration du régime alimentaire du bétail avec introduction du FVH. Cette structure sera en charge des activités d'analyse socio-économie du FHV. Oxfam a travaillé avec l'IER pour la mise en œuvre de systèmes de goutte à goutte dans des zones maraichères au niveau d'écoles et de communautés dans la région de Gao.
- **Les collectivités territoriales** : en tant que premiers responsables du développement local, les collectivités territoriales élaborent des plans de développement socio-économique et culturel (PDSEC) pour la région. Le projet visera à les renforcer sur le plan technique et mettra un accent sur la possible transcription des activités de l'action dans les PDSEC pour assurer la durabilité du projet. Un protocole d'accord sera signé avec les collectivités territoriales qui seront associées à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet.
- **Les services techniques déconcentrés de l'Etat (STD)** dans la région de Gao : l'Institut d'Economie Rurale et les Directions Régionales de l'agriculture et d'élevage. Sur base d'obligation légale, les STD exercent sur demande des communes un rôle d'appui, de conseil, de formation technique et d'accompagnement et de supervision/contrôle des routine des acteurs. Le projet vise à les appuyer à jouer leur rôle dans ce sens. Ils jouent un rôle important dans la formation en matière de techniques agricoles, du suivi des aménagements du territoire, de l'implication dans la fourniture de semences améliorées, du suivi des bénéficiaires, etc.
- **Les organisations paysannes**, **les associations/groupements de femmes et les associations/groupements de jeunes** seront associés à l'identification des besoins, à la reformulation de la réponse dans la mise en œuvre et dans le suivi de l'action. Ce travail se fera à travers des enquêtes individuelles, des focus groupes et un partage d'information important. En outre, l'action se concentrera sur la formation, les transferts de compétence, la sensibilisation et le développement interne de ces associations/groupements.
- **Les différentes communautés** présentes dans la région via des relations avec les chefs de villages et les leaders communautaires qui détiennent une forte légitimité sociale. En tant que « porteurs de devoirs », ils seront impliqués tout au long du projet et sensibilisés à leur devoir de protection des couches les plus démunies de la population. Une participation active de leur part est attendue.

Au Niger :

Dans le département de Bermo (base régionale de Maradi), un partenariat est envisagé avec AREN dont une équipe est en place depuis le début de la réponse humanitaire dans le bassin du lac Tchad à partir de 2015. Cependant, il est à noter que depuis les dernières assemblées générales de la structure les 17 et 18 mars 2018, l'organisation fait face à certaines tensions institutionnelles concernant la direction de l'organisation. Dans le cas où le litige n'est pas réglé d'ici la fin septembre 2018, des partenariats avec d'autres organisations seront envisagés pour la zone de Bermo. En ce qui concerne la région de Diffa, Oxfam mettra directement les activités en œuvre.

AREN dispose d'un important réseau de groupements d'éleveurs et tient une place importante dans les coordinations régionales et le réseau des leaders pastoraux. Créée en 1990, AREN est une association de développement nationale œuvrant dans l'humanitaire et le développement dans les

zones pastorales et agropastorales au Niger. Il s'agit de l'une des premières organisations associatives d'éleveurs créée au Niger. L'association œuvre pour le respect des pasteurs et pour que leur contribution à l'économie nationale soit reconnue et soutenue, ainsi que pour que leurs activités soient sécurisées. AREN, en tant que réseau de groupement de pasteurs, est présente dans toutes les régions du Niger, notamment Maradi et Zinder depuis 1996 où elle met en œuvre plusieurs projets humanitaires et de développement. Leurs actions visent le renforcement de la base productive des ménages pastoraux et agro-pastoraux ainsi que l'amélioration de l'environnement socio – économique et culturel.

De plus, d'autres prises de contact ont déjà été établies avec notamment :

- Des institutions de recherche dont principalement l'Institut National de la Recherche Agronomique du Niger (INRAN) et l'Université de Diffa et de Maradi qui sont spécialisées dans le développement des écosystèmes et la protection de l'environnement ;
- Les services techniques étatiques régionaux et départementaux qui sont en charge de de l'élevage au niveau de Diffa et Maradi

8.3 Type de relation avec le ou les partenaires de mise en œuvre et les rapports attendus de la part du partenaire de mise en œuvre

Au Mali

IER et Tassaght sont des partenaires impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet

- Tassaght : pour la mise en œuvre des activités liées aux résultats 1 et 2 ;
- IER : pour la mise en œuvre des activités liées au résultat 3.

Les capacités et connaissances de ces partenaires sur le système de production FVH seront renforcées par les équipes d'Oxfam (installation du système, technique de production de FVH, etc.). Comme indiqué plus haut, Oxfam au Mali a déjà collaboré à plusieurs reprises avec ces partenaires.

Rapports attendus

- Rapport d'activité trimestriel (IER + Tassaght) ;
- Rapport à mi-parcours (IER + Tassaght) ;
- Rapport de fin de projet (IER + Tassaght) ;
- Rapport des études et analyses (IER).

Au Niger

Mise en œuvre du projet :

- En matière d'organisation et d'encadrement des communautés pastorales, Oxfam-Niger a entretenu un partenariat fructueux et de longue durée avec AREN. La présente intervention se fera dans des zones où Oxfam et AREN exécutent des activités humanitaires ainsi que des projets de développement. Ce partenariat sera effectif pour la région de Maradi (département de Bermo).
- Les services techniques déconcentrés de l'Etat, particulièrement ceux de l'élevage, participeront activement à la mise en œuvre du projet. Les cadres et agents de ces services vont aider les communautés à maîtriser la production de FVH et son utilisation dans l'alimentation du bétail. Ils effectueront des recherches sur la possible duplication et assureront la duplication des résultats obtenus par la recherche. Leur implication dans la mise en œuvre garantira la durabilité du projet.

- Les autorités administratives et les collectivités territoriales dont les responsabilités ont été évoquées au chapitre 7 joueront également un rôle dans la mise en œuvre du projet. Le système de gouvernance décentralisée au Niger permettra une plus grande collaboration avec les communes qui sont considérées par la plupart des partenaires comme la porte d'entrée pour toute action de développement. Cette option offre également l'avantage de l'intégration des activités du projet dans le Plan de Développement Communal (PDC) des communes concernées.

Au niveau de la recherche, des partenariats seront développés avec l'INRAN, l'Université de Diffa et l'Université de Maradi. L'INRAN assurera la formation initiale des équipes de AREN et des membres des services techniques déconcentrés de l'Etat et sera en charge des recherches sur la production de fourrage via des systèmes hydroponiques et sur l'alimentation du cheptel. Les universités de Diffa et de Maradi participeront à cette recherche et pourront aux besoins inviter des étudiants sur les sites dans l'optique d'une meilleure capitalisation à travers une démarche recherche-action. Elles participeront à la mise en œuvre et au suivi tout au long du projet.

Des activités de renforcement de capacités de tous ces partenaires sont prévues et seront modulées en fonction des besoins réels identifiés lors de la situation de référence du projet.
Les principaux partenaires, c'est-à-dire AREN, l'INRAN et les deux universités, produiront des rapports périodiques conformément aux obligations qui seront mentionnées dans les protocoles d'accord entre eux et Oxfam. Il s'agira de rapports trimestriels, d'un rapport à mi-parcours ainsi que d'un rapport de fin de projet. Il s'agira également d'activités ou d'études qui sont mentionnées dans les activités spécifiques du projet.

8.4 [INT] En cas de changements, veuillez préciser
8.5 [FIN] En cas de changements, veuillez préciser

9. ACTIVITÉS DE COMMUNICATION, DE VISIBILITÉ ET D'INFORMATION

9.1 Activités de communication programmées

Des activités de communication seront mises en œuvre tout au long de l'action vis-à-vis des populations bénéficiaires (séances d'information sur l'action et les objectifs du projet, méthode de sélection des bénéficiaires, présentation des partenaires de mise en œuvre…) ainsi qu'envers les autorités locales et nationales avec lesquelles Oxfam entretient des relations continues. Celles-ci consistent principalement en :

- Des campagnes de sensibilisation au tout début du projet pour informer toute la communauté sur le concept et préparer l'ensemble des acteurs et bénéficiaires potentiels à accorder leur attention au projet. Cette campagne va cibler les chefs-lieux des communes concernées, les villages ou sites d'intervention du projet ;
- L'organisation d'ateliers de lancement dans les villages et communes sélectionnées avec la participation des autorités nationales et locales, acteurs humanitaires et de développement, des représentants du secteur privé, les services techniques de l'Etat, etc. ;
- L'élaboration de dépliants illustrant la technologie (étapes) de production de FVH, son utilisation pour l'alimentation des ruminants. Ces dépliants seront largement distribués aussi bien sur les sites d'intervention qu'à toutes les occasions de regroupement des éleveurs ou activités de maraichage ;
- La réalisation d'une étude de capitalisation des connaissances qui sera présentée aux autorités aux niveaux central et local ;

- La production et la diffusion des rapports d'évaluation et de capitalisation à travers le cluster sécurité alimentaire et les sites Web humanitaires (Relief Web, site Web de la CONFED/ DEU, site Web d'Oxfam, etc.) ;
- La collecte et la diffusion de témoignages de bénéficiaires qui pourront être diffusés (tout en respectant les données privées) lors des rapports ;
- La diffusion à travers des brochures et autres supports des résultats du projet, déjà à partir de la fin des premiers cycles de production de FVH à toutes les occasions de regroupement des producteurs et au niveau des services de vulgarisation ;
- L'organisation de monitoring-reviews sur base communautaire à propos des bonnes et mauvaises pratiques alimentaires ;
- L'identification des sites à l'aide de pancartes indicatives et illustratives montrant les unités de production et portant les logos de la DGD et d'Oxfam ;
- Des spots radio pour sensibiliser les populations locales et les autorités ;
- Réalisation de documents didactiques comme des documentaires vidéo, des reportages audio-vidéo, ainsi que des publications élaborées en partenariat avec les institutions de recherche afin d'être partagés avec la communauté internationale et les acteurs humanitaires et de développement dans le pays ;
- La participation à des évènements de démonstration ou d'exposition comme les foires, les salons d'agriculture et d'élevage organises aux niveaux régional ou national.

9.2 Comment les connaissances et l'apprentissage générés par le projet seront-ils partagés avec l'ensemble du système humanitaire ?

L'objectif de ce projet pilote sur l'hydroponie est, entre autres, d'améliorer les connaissances et de renforcer les recherches sur le système humanitaire pour détecter certaines lacunes afin de renforcer la sécurité alimentaire des plus vulnérables (ici les populations pastorales et d'éleveurs) au Mali, au Niger et plus globalement au Sahel. L'objectif est de trouver des solutions durables et innovantes à l'insécurité alimentaire dans la région, qui vont passer par un partage d'expérience et de connaissances. Ce projet est une phase pilote qui comporte une importante composante de capitalisation des connaissances globales sur l'adaptabilité des systèmes hydroponiques dans de nouveaux contextes, sur le lien entre la sécurité alimentaire et nutritionnelle du bétail et celle des communautés pastorales, ainsi que sur la mise en place du nexus humanitaire-développement dans la région. Ces études compileront entre autres les différents résultats et données récoltés tout au long du projet.
Le partage de ces connaissances se fera se fera tout au long de la mise en œuvre du projet, ainsi qu'à posteriori avec le système humanitaire global notamment via les clusters concernés et les mécanismes de coordination dans lesquels Oxfam au Mali et Oxfam au Niger sont activement présents. De plus, des échanges réguliers auront lieu avec les équipes du PAM en Algérie, et potentiellement au Mali et au Niger. L'ensemble des mécanismes de coordination mentionnés plus haut (7.1) sont des vecteurs potentiels des informations et des connaissances récoltées. Enfin, les études et rapports pertinents (telle que l'étude sur la mise en œuvre du Nexus) pourront également être publiés sur les sites internet dédiés comme par exemple Relief Web.

9.3 Visibilité sur les équipements durables, les fournitures principales, ainsi que sur le lieu du projet

Outre les campagnes de sensibilisation et de communication et les ateliers de lancement, il est prévu d'accentuer la visibilité des acteurs et du projet au sein des différentes zones d'activités par:

- Installation de pancartes indicatives pour les unités de production et une distinction sur les kits ;
- Utilisation d'autocollants (avec logos Oxfam et DGD) pour le matériel, les véhicules, etc. ;
- Diffusion d'un document synthétique (faits et chiffres) sur le projet dans les langues locales ;
- Utilisation de bannières et roll-up lors des formations et évènements de sensibilisation ;
- Utilisation de kits individuels axés sur la visibilité pour les équipes du projet (sac à dos, t-shirt, casquettes, gilets, etc.) ;
- Distribution de livrets (3 langues) incluant des success-stories, témoignages, etc. auprès des stakeholders, les bailleurs, etc.

9.4 Activités de publication prévues

Comme indiqué plus haut dans la section 9.2 et en lien avec le Résultat 4 de ce projet, l'accent sera mis sur la capitalisation des connaissances et de l'expérience pour l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations pastorales vulnérables à long terme. Les informations récoltées tout au long du projet seront publiées à travers différentes analyses notamment l'étude sur la mise en œuvre du nexus. De plus, la collaboration avec les instituts de recherche et les universités précités offrent une grande possibilité de publications des résultats du projet. Nous pouvons par exemple envisager la publication universitaire d'un mémoire sur le sujet qui sera partagé à travers la communauté scientifique du pays.

9.5 [INT] En cas de changements, veuillez préciser

9.6 [FIN] Rapport sur les activités pertinentes

10. RESSOURCES HUMAINES

10.1 Veuillez indiquer les chiffres globaux par fonction et par statut

Fonction	Statut[18]	N° de personnes	Nombre d'hommes/mois dans le projet	Remarques
MALI et NIGER				
Coordinateur du projet/MEAL	Expatrié Oxfam, Niamey	1	12 (100%)	Les tâches qu'il/elle sera amené(e) à effectuer sont décrites dans le suivi des activités (partie 4.5.1).
MALI				
Responsable de projet	Staff partenaire Tassaght	1	10 (100%)	Personne en charge de la mise en place du projet – volet partenaire local

[18] Expatriés, personnel local, personnel du partenaire de mise en œuvre,…

Coordinateur Humanitaire	Expatrié, Oxfam	1	6 (15%)	Basé à Bamako: suivi des activités, en lien étroit avec le coordinateur MEAL régional
Coordinateur EFSL	Expatrié	1	6 (50%)	Suivi des activités et liens avec les études sur la sécurité alimentaire et moyens d'existence
Team Leader EFSL	Expatrié	1	6 (50%)	
Officer EFSL	Local	1	10 (100%)	Renforcement de capacités, formation, contribution aux études et support
Monitor EFSL	Local	4	10 (100%)	Suivi étroit des activités, notamment pour le bon fonctionnement des modules
Funding Officer	Local	1	6 (25%)	Suivi comptable du projet et rapportage financier
Finance Officer Gao	Local	1	6 (25%)	
MEAL Officer Gao	Local	1	6 (50%)	Personne faisant le lien entre les moniteurs EFSL et le coordinateur régional MEAL
Logistic officer Gao	Local	1	6 (50%)	
Ingénieur IER (Agro+Veto)	Staff Partenaire IER	2	7 (30%)	Personne référente pour le support technique agriculture et élevage
Secrétaire comptable	Staff Partenaire IER	1	7 (30%)	
Animateurs	Staff Partenaire Tassaght	4	10 (100%)	Suivi étroit des activités, notamment pour le bon fonctionnement des modules
Comptable	Staff Partenaire Tassaght	1	10 (30%)	Suivi comptable du projet
Coordinateur projets Tassaght	Staff Partenaire Tassaght	1	10 (15%)	Coordination générale du projet : activités et finances
NIGER				
Responsable de projet	Local	1	12(100%)	Personne en charge de la mise en place du projet, en lien avec les partenaires locaux
Field Manager Diffa	Oxfam (Diffa)	1	12 (20%)	Coordination et suivi des activités
Programme Manager « Sauver des Vies »	Oxfam (Niamey)	1	12 (5%)	Coordination générale et suivi rapportage + activités
Coordinateur EFSL (Niamey)	Oxfam (Niamey	1	12 (20%)	Coordination et suivi activités FSL
EFSL Officer (Diffa)	Oxfam (Diffa)	1	12 (40%)	Mise en place et suivi des activités FSL

Assistant technique régional Maradi	Oxfam/AREN	1	12 (100%)	Référent technique sur l'élevage pour la mise en place du projet
Moniteurs - Agents Techniques Production fourragère	Oxfam/AREN	5	11 (100%)	Suivi étroit des activités, notamment pour le bon fonctionnement des modules
National MEAL Coordinateur	Oxfam (Niamey)	1	12 (10%)	Personne en lien avec le coordinateur MEAL régional pour le suivi MEAL des activités au Niger & liens avec autres projets
Chargés de suivi évaluation Diffa et Maradi	Oxfam/AREN	2	11 (30%)	Suivi MEAL des activités : technique, économique et impacts + liens avec les études/recherches
Coordinateur logistique (Niamey)	Oxfam (Niamey)	1	10 (10%)	Coordination logistique : Chargé de la bonne construction et mise en place des modules, transport, etc.
Chargé Logistique Diffa et Maradi	Oxfam/AREN	2	10 (30%)	
Business and Support Manager Niamey	Oxfam (Niamey)	1	12 (5%)	Gestion contractuelle et rapportage financier
Chargé des finances Diffa et Maradi	Oxfam/AREN	2	12 (40%)	Suivi comptable et rapportage financier
Chargé de Partenariat et Renforcement des capacités Niamey	Oxfam (Niamey)	1	5 (10%)	Gestion de partenariats

10.2 [INT] En cas de changements, veuillez préciser

10.3 [FIN] En cas de changements, veuillez préciser

11. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

11.1 Nom et titre du représentant légal signant la convention

Floor Overbeeke
Directrice du département Programme et Plaidoyer
60 Rue des Quatre-Vents, 1080 Bruxelles, Belgique
T : +32 (0)2 501 67 31
fov@oxfamsol.be

11.2 Nom, numéro de téléphone, adresse e-mail et titre de la (des) personne(s) chargée(s) de la gestion administrative du dossier

Anne-Sophie Winckelmans
Institutional Partnership Manager – DGD Humanitaire
60 Rue des Quatre-Vents, 1080 Bruxelles, Belgique
T : +32 (0)2 501 67 41
Anne-Sophie.Winckelmans@oxfam.org

11.3 Nom, numéro de téléphone et de fax et adresse e-mail du représentant dans la zone d'intervention

Au Mali	Au Niger
Chals Wontewe Interim Directeur Pays Oxfam au Mali Hamdallaye ACI 2000 (derrière la bibliothèque nationale) Bamako, Mali B.P : 209 T : (+223) 20 21 08 05 / 20 21 24 25 cwontewe@oxfam.org.uk	**Assalama Sidi** Directrice Pays Immeuble Oxfam – Rue YN 5 N°76n Yantala Niamey, Niger T : (+227) 20 350 500 assalama.sidi@oxfam.org

11.4 Compte bancaire

Nom de la banque:	CBC Banque SA
Adresse de l'agence:	Grand-Place 5 à 1000 Bruxelles
Désignation précise du titulaire du compte:	OXFAM-SOLIDARITEIT ASBL
Numéro de compte complet (y compris code(s) bancaire(s)):	
Code IBAN:	BE26 7320 4682 9429
Code SWIFT:	CREGBEBB

12. APERCU FINANCIER DE L'ACTION

OXFAM
Solidariteit | Solidarité

Titre : La production hydroponique comme intervention humanitaire innovante dans un contexte de crises alimentaires récurrentes au Sahel
Implementation period : 1/12/2018 - 30/11/2019

Budget Code	Titles	Mali	Niger	TOTAL
S1	**Goods and services delivered to beneficiaries**	**€ 339.388**	**€ 388.706**	**€ 728.094**
S10	Food security related goods and services	€ 173.886	€ 217.881	€ 391.766
S16	Cash for Work / Cash distribution program (vouchers) related goods and services	€ 109.829	€ 113.608	€ 223.437
S17	Planification, follow up and evaluation workshops related goods and services	€ 44.632	€ 57.218	€ 101.850
S18	Capacity building related goods and services	€ 10.694	€ 0	€ 10.694
S19	Others (Protection, Advocacy, Accountability...)	€ 347	€ 0	€ 347
S2	**Logistic costs**	**€ 80.160**	**€ 83.457**	**€ 163.616**
S20	Local transport and vehicle rental cost	€ 38.889	€ 23.050	€ 61.939
S21	International transport	€ 1.667	€ 0	€ 1.667
S22	Vehicle cost	€ 10.938	€ 23.270	€ 34.207
S23	Office cost	€ 26.722	€ 28.813	€ 55.535
S24	Communication cost: internet / phone / mailing	€ 1.944	€ 5.122	€ 7.067
S26	Other (Distribution, storage and daily labours)		€ 3.201	€ 3.201
S3	**Equipment costs**	**€ 0**	**€ 8.690**	**€ 8.690**
S30	Durable equipment (>500EUR)	€ 0	€ 8.690	€ 8.690
S3100	Other	€ 0	€ 0	€ 0
S4	**Personnel costs**	**€ 128.433**	**€ 208.079**	**€ 336.511**
S40	Salaries expatriate staff (Oxfam)	€ 40.055	€ 42.000	€ 82.055
S41	Salaries local staff Oxfam and partner)	€ 88.377	€ 166.079	€ 254.456
S42	Salaries HQ staff (Oxfam)	€ 0	€ 0	€ 0
S43	Staff training costs (Oxfam and partner)	€ 0	€ 0	€ 0
S44	Other	€ 0	€ 0	€ 0
S7	**Other costs**	**€ 78.813**	**€ 75.750**	**€ 154.563**
S70	Bank and transfer cost	€ 340	€ 250	€ 590
S71	Evaluation/Audits	€ 58.000	€ 56.000	€ 114.000
S72	HQ Mission cost	€ 8.000	€ 8.000	€ 16.000
S73	Visibility and Communications	€ 8.472	€ 5.000	€ 13.472
S74	Others	€ 4.000	€ 6.500	€ 10.500
	TOTAL DIRECT COSTS	**€ 626.793**	**€ 764.681**	**€ 1.391.474**
OX	**Administrative costs**	**€ 34.474**	**€ 42.057**	**€ 76.531**
	TOTAL COSTS	**€ 661.266**	**€ 806.739**	**€ 1.468.005**

13. RAPPORTS D'EXECUTION ET RAPPORTS FINAUX

ANNEXES :

- Annexe 1 : Etapes du cycle de production (PAM-Oxfam) ;
- Annexe 2 : « Hydroponics in the Sahrawi refugee camps : Growing food in the desert »;
- Annexe 3 : Proposition de projet pour la production locale de culture hydroponique – Oxfam Solidarité/PAM Algérie ;
- Annexe 4 : Méthode de ciblage HEA ;
- Annexe 5 : Plan de travail.